

VAUD

Le tigre discret

Une publication de l'Observatoire BCV
de l'économie vaudoise



Sommaire

INTRODUCTION	Page 3
1. PARMIS LES CHAMPIONS DE LA CROISSANCE EN SUISSE	7
2. DE CANTON AGRICOLE À TERRE DE START-UP	15
3. LE PRIMAIRE ET L'OUVERTURE DU MARCHÉ	33
4. LE SECONDAIRE SE CONCENTRE SUR LES ACTIVITÉS À VALEUR AJOUTÉE	37
5. ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE DANS LE TERTIAIRE	57
6. UN DÉFI INÉDIT	77

Introduction

Le « miracle vaudois » est mis à rude épreuve. Début 2016, à l'heure d'écrire ces lignes, le franc fort, la fin programmée des statuts fiscaux spéciaux ou les craintes quant aux effets de la mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse » semblent menacer la dynamique affichée par l'économie du canton depuis le début des années 2000.

Ces défis sont de taille et l'économie devra s'adapter. Mais pas forcément se réinventer. Si ce miracle vaudois est un phénomène relativement récent, ses racines remontent loin. Le canton s'est profondément transformé au cours de la crise des années 1990. Mais de quelle manière, précisément ? Les données chiffrées qui permettraient de l'analyser sur la durée manquaient jusqu'ici. C'est pour cette raison que l'Institut CREA de macroéconomie de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne, la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) et l'Observatoire BCV de l'économie vaudoise ont cherché un moyen de mettre en évidence ces transformations.

L'une des solutions a été de mettre bout à bout les données vaudoises de plusieurs générations du Recensement fédéral des entreprises et du relevé qui le remplace aujourd'hui, la Statistique structurelle des entreprises. Ces statistiques détaillent l'emploi par branche d'activité économique et permettent d'en suivre l'évolution dans le temps. Si le concept est simple, sa mise en œuvre l'est beaucoup moins, en raison notamment des évolutions de la Nomenclature générale des activités économiques, qui délimite les frontières entre les activités, du changement de méthodologie dans le recensement des

entreprises et des imprécisions inévitables dans de tels relevés. Le résultat est une vision assez précise de l'évolution de l'emploi au niveau des branches entre 1985 et 2013.

En complément, de nombreuses autres statistiques ont été analysées et mises en parallèle, notamment les données du PIB vaudois, ce qui permet d'observer finement les évolutions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans un passé récent. Toutefois, la mutation qu'a connue le canton de Vaud va bien au-delà des années 1990. L'exploitation des Recensements fédéraux de la population depuis 1860, espacés chacun d'environ une décennie (puis réalisés sur une base annuelle depuis 2010), donne une image saisissante de la transformation d'un canton encore très agricole au milieu du 19^e siècle en un territoire tertiarisé aujourd'hui.

Cette étude est divisée en six parties. Le Chapitre 1 est consacré à la situation actuelle, ce qui permet de mieux comprendre le chemin parcouru. La transformation sur le long terme est le thème développé dans le Chapitre 2. Les détails des changements depuis 1985 font l'objet des Chapitres 3, 4 et 5. Le primaire ayant été au centre d'études récentes de l'Observatoire, l'analyse se concentre sur le secondaire et le tertiaire. Enfin, le Chapitre 6, en guise de conclusion, se penche sur les perspectives.

L'un des éléments que cette étude met en évidence est justement cette large assise et les racines profondes dont bénéficie la dynamique vaudoise, qui ne sont pas toujours bien appréhendées. De plus,

si Vaud est loin d'afficher les taux de croissance des tigres asiatiques, sa dynamique n'en est pas moins remarquable à l'échelle de l'Europe occidentale. C'est à tout cela que le titre – « Vaud - Le tigre discret » – fait référence.

Un autre élément marquant réside dans le fait que le canton profite aujourd'hui des résultats d'un travail de longue haleine pour favoriser l'innovation dans son économie. Vaud abrite une université, une école polytechnique fédérale, une haute école spécialisée, un hôpital universitaire et plusieurs centres de recherche. La qualité de la recherche effectuée sur son sol est réputée au niveau mondial et la valorisation des brevets et percées scientifiques a connu une accélération depuis la fin du 20^e siècle. Par exemple, alors que les créations de nouvelles entreprises dans le giron de l'EPFL étaient relativement rares dans les années 1970 ou 1980, elles ont atteint le rythme d'une dizaine par an au cours des années 1990 puis d'une quinzaine par an depuis la fin de la première décennie du 21^e siècle. C'est le fruit de longs efforts, qui se prolongent avec le projet Innovaud, un guichet unique pour l'innovation mis sur pied par les autorités cantonales en collaboration avec des partenaires publics et privés. Aujourd'hui, Vaud fait partie des principaux pôles de créations de jeunes pousses en Suisse.

Mais l'économie vaudoise bénéficie aussi de son tissu régénéré depuis la crise des années 1990. La construction s'est rétablie à la faveur de la dynamique du marché immobilier. La pharma s'est imposée comme la branche la plus productive du canton, notamment grâce au déploiement d'activités de sociétés comme Ferring ou Merck (ex-Serono). L'industrie alimentaire a connu un spectaculaire renouveau dans le canton avec, par exemple, la croissance de Nespresso. Les services aux entreprises, la santé ou l'éducation se sont également fortement développés. Les exemples sont encore nombreux et ce renouveau est le fruit d'une combinaison d'apports

de sociétés domestiques et étrangères. Cette étude montre donc que, si les défis auxquels le canton est confronté vont forcément infléchir sa trajectoire, celui-ci est bien armé pour y faire face. En voici les principaux résultats :

1. Vaud fait partie des régions qui ont affiché depuis le début du millénaire les taux de progression de leur produit intérieur brut (PIB) les plus dynamiques. Entre 2000 et 2015, sa valeur ajoutée a augmenté de près de 40% en termes réels. Pour l'ensemble de la Suisse, le chiffre est d'environ 30%. Le canton fait mieux aussi que la Suisse romande dans son ensemble, dont le PIB est en hausse de 34% sur cette période. Mieux aussi que l'Union européenne (UE), pour qui la croissance s'est montée depuis le début du millénaire à quelque 20%.
2. Le tissu économique vaudois s'est redynamisé après la crise des années 1990. Y ont notamment contribué la construction, qui s'est reprise après l'éclatement de la bulle immobilière, la pharma et d'autres domaines industriels, comme l'horlogerie et les techniques médicales, signes d'une forme de réindustrialisation. Les services aux entreprises, que ce soient des activités de support ou des activités spécialisées, dans le conseil ou l'informatique, se sont également développés, de même que deux branches du secteur public et parapublic, la santé et l'éducation.
3. L'une des grandes nouveautés par rapport aux décennies précédentes est que Vaud commence à tirer les fruits de ses efforts en termes d'innovation. Selon le rapport sur le capital-risque en Suisse de 2014 (« Swiss Venture Capital Report 2014 »), Vaud est même passé devant Zurich en termes d'investissements dans le capital de jeunes pousses, avec un montant de 200,8 millions de francs. Les trois quarts concernent les domaines des techniques médicales et les biotechnologies.

4. Vaud se présente aujourd’hui comme un canton très tertiairisé, le 4^e de Suisse. Le tertiaire représente 77,0% des 336 400 emplois en équivalents plein temps (EPT, en 2013, pour un total de 422 000 emplois) que compte le canton. Seuls Genève, Zurich et Bâle-Ville affichent des valeurs plus élevées. En termes de valeur ajoutée, le constat est similaire.
5. Sur le long terme, du milieu du 19^e siècle au 21^e siècle, Vaud a connu une mutation extrêmement profonde. En 1860, dans un pays partagé entre un sud agricole et un croissant industriel au nord-ouest, le canton faisait clairement partie du premier. Il n’était cependant pas dépourvu d’activités manufacturières, avec notamment les ateliers horlogers et la fabrication de boîtes à musique dans le Jura vaudois ou son industrie alimentaire. Mais surtout, il se distinguait déjà en 1860 par une part de secteur tertiaire supérieure à la moyenne.
6. De 1985 à 2013, le nombre d’emplois en équivalents plein temps a augmenté de 30,3%, de 258 200 à 336 400 dans le canton. Au niveau de l’emploi total, la progression est de 33,1%, de 317 000 à 422 000 personnes. L’évolution n’a pas été linéaire. Les effectifs ont reculé dans les années 1990, tandis que l’emploi a augmenté durant la fin des années 1980 et après 1998, à un rythme même très dynamique entre 2005 et 2012. Les poids du primaire et du secondaire ont baissé, tandis que celui du tertiaire a augmenté.
7. Dans le primaire, la période 1985-2013 a été marquée par une accélération de la baisse de l’emploi, de 20 200 à 9 100 EPT (-55,2%). La part de ce secteur dans l’emploi total est passée de 7,8% à 2,7%. Cette évolution s’explique par l’ouverture du marché agricole suisse consécutive à la libéralisation des échanges au plan mondial.
8. L’emploi dans le secondaire a reculé de 9,4% en trente ans, de 75 200 à 68 200 EPT. Compte tenu de la croissance plus rapide des services, le poids du secteur est passé de 29,1% à 20,3%. Cependant, la courbe s’est infléchie vers 1998. Après un creux à 55 300 EPT (-26,5% par rapport à 1985), l’emploi a augmenté de 23,3% jusqu’en 2013. Cela reflète le rétablissement de la construction et le développement de branches comme la pharma, les medtech ou l’horlogerie.
9. Le tertiaire a connu un développement presque continu depuis 1985. Après un léger fléchissement entre 1991 et 1998, la croissance s’est globalement accélérée après le tournant du millénaire. Sur trente ans, ce secteur est passé de 162 800 à 259 200 EPT (+59,2%) et son poids de 63,0% à 77,0%. De multiples domaines dans les services aux entreprises, ainsi que l’enseignement et la santé, font partie des branches qui se sont le plus développées en trois décennies.
10. Le canton fait aujourd’hui face à de nombreux défis, autant fiscaux que réglementaires ou économiques. Le franc fort, la réforme de l’imposition des entreprises, la mise en œuvre de l’initiative « contre l’immigration de masse », les relations entre la Suisse et l’UE, une croissance mondiale toujours modeste et une situation économique toujours tendue dans la zone euro sont autant de signaux d’alerte. En 2015, la croissance a d’ailleurs déjà été freinée par l’abandon du cours plancher de l’euro face au franc. Trouver les bonnes réponses dans toutes ces thématiques ne sera pas aisé, mais le canton bénéficie aussi de solides atouts pour s’adapter.

1 Parmi les champions de la croissance en Suisse

Le canton de Vaud bénéficie aujourd'hui d'une économie fortement tertiairisée, la 4^e de Suisse, mais surtout très diversifiée grâce à des activités industrielles et de services à haute valeur ajoutée. Cela lui a permis d'afficher une dynamique de croissance réjouissante depuis le tournant du millénaire. Si, en 2015, l'élan a fléchi en raison du franc fort, le canton a aussi fait preuve d'une grande résistance aux effets de la crise financière et économique mondiale qui a débuté en 2008.

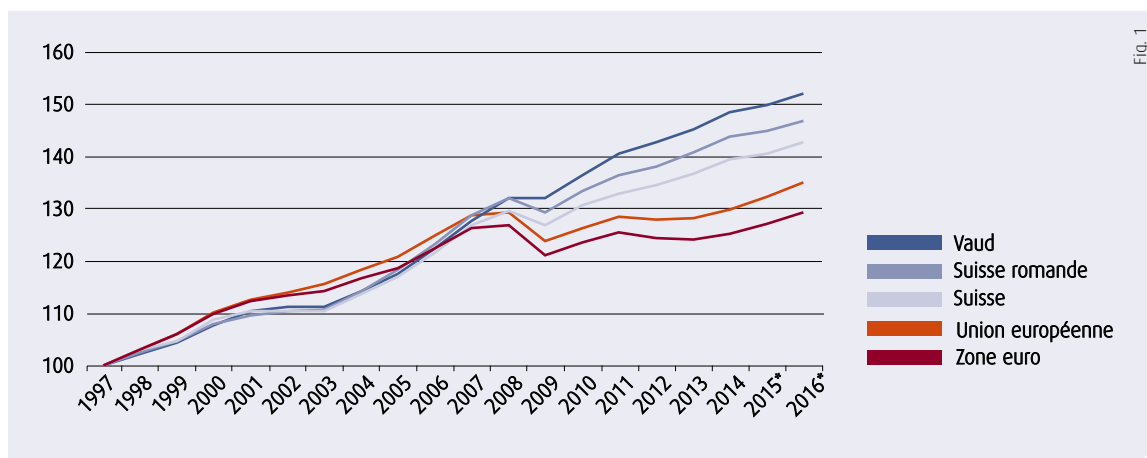
UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

Oubliées ces années 1990 où Vaud connaissait une croissance inférieure à la moyenne suisse. Depuis le début des années 2000, le canton fait partie de ceux qui affichent les taux de progression de leur produit intérieur brut (PIB) les plus dynamiques. Entre 2000 et 2015, sa valeur ajoutée a augmenté en termes réels de près de 40%. Pour l'ensemble de la Suisse, le chiffre est de 30%. Vaud fait mieux aussi que la Suisse romande dans son ensemble, dont le PIB est en hausse de 34% sur cette période. Mieux aussi que

l'Union européenne (UE), pour qui la croissance s'est montée, depuis le début du millénaire, à 20%.

Faire la même comparaison sur le long terme est difficile, les calculs des PIB vaudois et romand ne remontant que jusqu'à la fin des années 1990. Ce que montre toutefois la mise en parallèle des croissances de l'UE et de la Suisse entre 1960 et aujourd'hui, c'est que la première était tendanciellement plus dynamique que la seconde entre 1965 et le début des années 2000. Et que la tendance s'est

Evolution des PIB vaudois, romand, suisse et européen



Indices: 1997 = 100. * = Prévision. Sources: Office fédéral de la statistique, SECO, Commission européenne, CREA

inversée ensuite. Si le même exercice pouvait être fait pour Vaud, il donnerait certainement un résultat similaire.

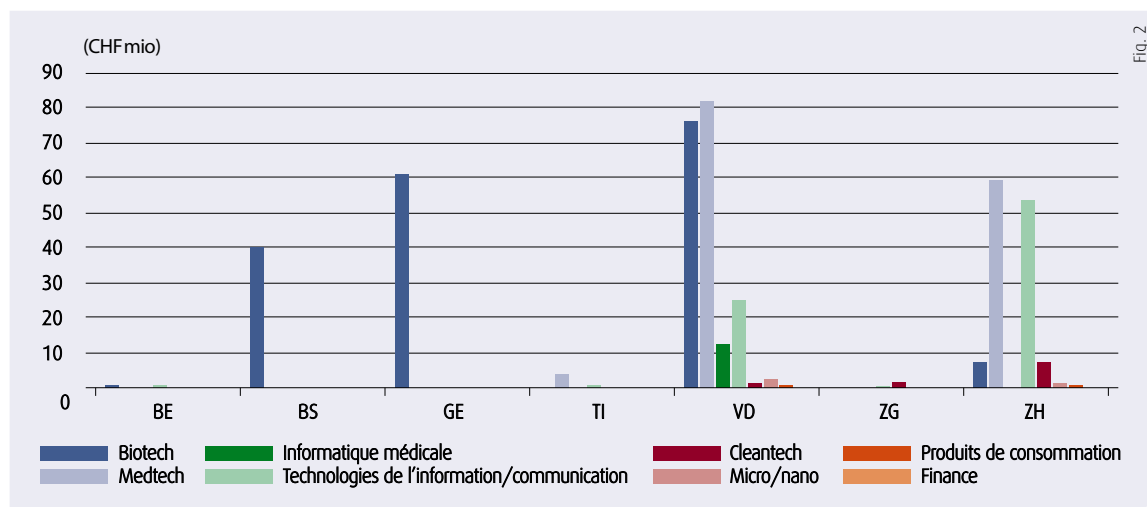
Malgré cela, début 2016, la période n'est pas à l'euphorie. Le climat conjoncturel mondial s'est troublé à partir de 2008, avec la crise financière, la grande récession mondiale de 2008-2009, puis la crise de la zone euro les années suivantes. Outre leurs effets sur la conjoncture mondiale, ces événements ont conduit à une forte appréciation du franc. Cet environnement a pesé sur les exportations, qui ont cependant conservé une certaine dynamique. Avec le soutien d'une demande intérieure robuste, le canton a continué d'afficher une croissance supérieure à celle de l'UE jusqu'en 2014.

L'année 2015 constitue le début d'une nouvelle phase. A la mi-janvier, la Banque nationale suisse (BNS) a abandonné le cours plancher de 1,20 franc pour 1 euro en raison de l'accroissement de la pression haussière sur la devise helvétique lié notamment à la perspective d'un programme d'injection de

liquidités dans l'économie de la zone euro par la Banque centrale européenne. Ce cours plancher avait été introduit en septembre 2011 en réponse, à l'époque, à une accélération de la hausse du franc et cette mesure avait partiellement protégé l'économie suisse durant quelques années. Son abandon a été suivi dans un premier temps d'une forte et instantanée appréciation du franc, en particulier par rapport à l'euro, puis, dans un deuxième temps, d'une lente dépréciation. Un an plus tard, en janvier 2016, le franc reste surévalué et rien ne semble indiquer qu'il pourrait se déprécier rapidement.

Cette situation a provoqué un ralentissement marqué de la croissance en Suisse et dans le canton, à un peu moins de 1% en 2015, alors que celle-ci affichait un rythme deux fois plus élevé un an auparavant. Les exportations et les branches confrontées à la concurrence de produits importés (ou achetés directement à l'étranger) ont été touchées. Et la croissance suisse et vaudoise s'est ainsi inscrite en dessous de celle de l'UE pour la première fois depuis 2004.

Investissements en capital-risque par secteur et par canton (2014)



Source: Swiss Venture Capital Report 2014

Début 2016, les défis auxquels l'économie vaudoise est confrontée ne se limitent pas aux questions du franc fort ou de l'atonie persistante de la demande européenne. La réforme de l'imposition des entreprises et la mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse » constituent d'autres facteurs d'incertitude. Le Chapitre 6 se penche plus en détail sur les perspectives. Cependant, la grande résistance dont a fait preuve l'économie vaudoise depuis 2008 montre que sa dynamique, même si elle n'est pas à toute épreuve, n'en est pas moins solidement ancrée. Dès lors, les observations concernant le passé récent conservent leur pertinence.

TERRE DE START-UP

L'une des grandes nouveautés, en particulier, par rapport aux années précédentes est que Vaud commence à tirer les fruits de ses efforts en termes d'innovation. Le canton abrite l'Université de Lausanne (UNIL), l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), une haute école spécialisée, un hôpital universitaire (le Centre hospitalier universitaire vaudois, CHUV) et plusieurs centres de recherche. Il est réputé de longue date pour la qualité de la recherche effectuée sur son sol, et sa valorisation par les entreprises a connu une accélération à la fin du 20^e siècle. Par exemple, alors que les créations de nouvelles entreprises dans le giron de l'EPFL étaient relativement rares dans les années 1970 ou 1980, elles ont atteint le rythme d'une dizaine par an durant les années 1990 puis d'une quinzaine par an depuis le début du 21^e siècle.

Aujourd'hui, le canton fait partie des principaux pôles de créations de jeunes pousses en Suisse. Selon le rapport sur le capital-risque en Suisse de 2014 (« Swiss Venture Capital Report 2014 »), Vaud est même passé en 2014 devant Zurich en termes d'investissements dans le capital de jeunes pousses, avec un montant de 200,8 millions de francs. Les trois quarts concernent les techniques médicales et la biotechnologie. Le troisième domaine le plus

important est celui des technologies de l'information, notamment en lien avec la santé.

Vaud se distingue également par la qualité de ses jeunes pousses. Lors de l'édition 2015 du concours suisse des start-up de l'Institut für Jungunternehmen, une organisation suisse active dans la promotion et l'accompagnement des jeunes entreprises innovantes, les trois premières places du podium étaient occupées par trois start-up vaudoises : L.E.S.S. (systèmes d'éclairage), Abionic (outils de diagnostic médical) et Flyability (minidrones).

Au fil des ans, Vaud a ainsi gravi les échelons du classement. Au début des années 2000, le canton se classait encore 5^e en termes de volumes d'investissements en capital-risque, derrière Zurich, Genève et les deux Bâle. Ces prochaines années, il restera confronté à une forte concurrence. Mais il peut s'appuyer sur les structures mises en place pour faciliter la valorisation dans son économie des avancées scientifiques et techniques, à l'instar d'Innovaud, un guichet unique pour l'innovation mis sur pied en 2013 par les autorités cantonales en collaboration avec des partenaires publics et privés.

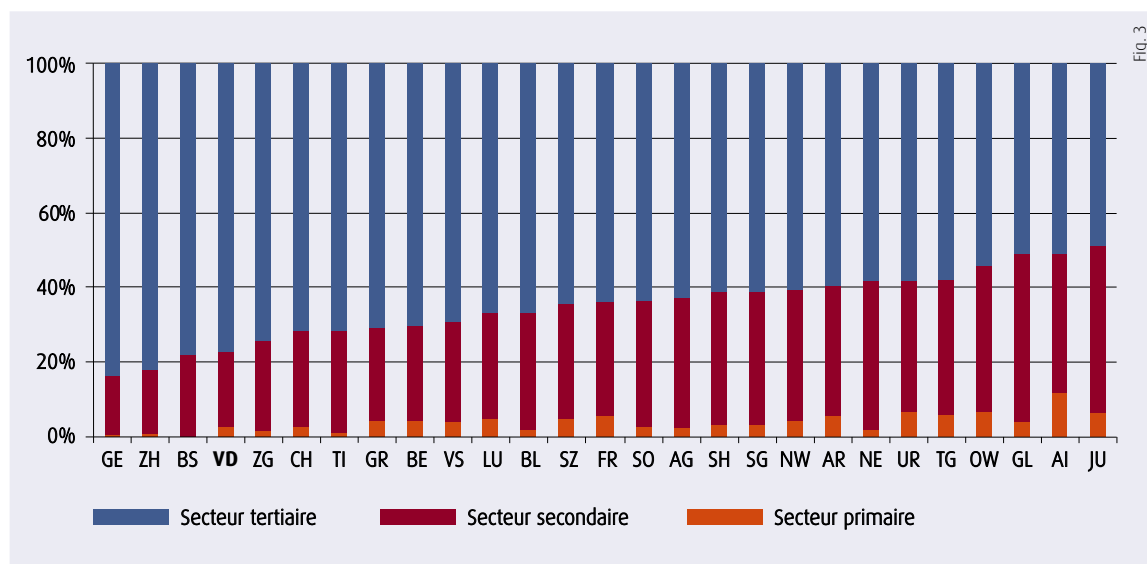
HEALTH VALLEY

Le poids des investissements en capital-risque dans les techniques médicales et la biotechnologie témoigne de la vivacité du pôle vaudois des sciences de la vie et de la pharma. Celui-ci comprend, d'une part, des activités industrielles : Merck (ex-Serono), Ferring, GSK Consumer Healthcare (coentreprise de GlaxoSmith-Kline et Novartis), Medtronic, Dentsply Maillefer, Unimed, etc. D'autre part, le canton abrite plusieurs laboratoires de recherche, notamment l'Institut suisse de recherche expérimentale sur le cancer (ISREC), rattaché depuis 2008 à l'EPFL, les autres instituts de la Faculté des sciences de la vie de cette dernière, une branche de l'Institut Ludwig de recherche sur le cancer (Université de Lausanne) ou le CHUV.

Ce pôle industriel et académique s'intègre aussi bien dans une branche de la santé au sens large (médecine, hébergement, recherche et industrie), qui est l'un des principaux employeurs du canton, que dans la « Health Valley romande », un pôle des sciences de la vie englobant l'ensemble de la Suisse occidentale. Ce pôle industriel vaudois représente environ 4500 emplois en équivalents plein temps (EPT), tandis que les secteurs de la santé (28 200 EPT)

pour 38 800 personnes) et de l'hébergement médico-social (10 600 EPT pour 14 400 personnes) totalisent environ 38 900 EPT et occupent environ 53 200 personnes.

Part des trois secteurs dans les cantons suisses (selon l'emploi)



Source: Office fédéral de la statistique, Statistique structurelle des entreprises (2013)

TROIS QUARTS DE TERTIAIRE

Le secondaire vaudois ne se limite pas à la pharma et aux techniques médicales. Si sa première branche est constituée par les activités de construction, il comprend aussi un pôle horloger de premier plan, concentré avant tout dans la Vallée de Joux, une industrie des machines ou un secteur alimentaire. L'une des forces de l'économie vaudoise réside dans sa diversification dans plusieurs activités à haute

valeur ajoutée. Cela concerne également le tertiaire: recherche et développement, services financiers, santé, etc.

Considéré de manière globale, Vaud se présente d'ailleurs comme un canton très tertiarisé, le 4^e de Suisse. Le secteur tertiaire représente 77,0% des 336 400 équivalents plein temps (pour un total de 422 000 emplois) que compte le canton selon les données

Structure de l'économie vaudoise et suisse (2013)

Branche	Emplois	EPT	Part (%) EPT, Vaud	Part (%) EPT, Suisse
Total	421 990	336 397	100,0%	100,0%
Secteur primaire	13 177	9 071	2,7%	2,7%
Agriculture, sylviculture et pêche	13 177	9 071	2,7%	2,7%
Secteur secondaire	73 364	68 164	20,3%	25,8%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	11 907	10 603	3,2%	3,9%
Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	11 631	10 927	3,2%	5,2%
Machines, instruments, horlogerie...	18 005	17 008	5,1%	7,4%
Production et distribution d'électricité et d'eau	3 877	3 563	1,1%	1,1%
Construction	27 944	26 063	7,7%	8,2%
Secteur tertiaire	335 449	259 162	77,0%	71,5%
Commerce de gros et de détail, réparation...	56 089	45 796	13,6%	13,2%
Hôtellerie et restauration	20 128	15 626	4,6%	4,8%
Transports, postes et télécommunications, édition	23 227	19 894	5,9%	6,7%
Activités financières et assurances	17 543	15 658	4,7%	5,6%
Activités immobilières, services aux entreprises...	79 271	62 837	18,7%	16,4%
Administration publique, santé, éducation, sports...	13 2657	94 709	28,2%	23,5%
Autres	6 534	4 643	1,4%	1,3%

Source : Office fédéral de la statistique, Statistique structurelle des entreprises (2013)

2013 de la Statistique structurelle des entreprises. Seuls Genève, Zurich et Bâle-Ville affichent des valeurs plus élevées. En termes de valeur ajoutée, le classement est similaire, si ce n'est que Vaud prend la troisième place, Bâle-Ville rétrogradant en raison du poids de l'industrie pharma dans son économie.

Ce tertiaire comprend notamment les services aux entreprises, une collection de branches, qui, prises

ensemble, représentent environ 50 000 EPT. Il s'agit d'un ensemble dont la taille peut varier en fonction de la définition exacte et qui regroupe de nombreuses activités fort différentes: la location et le leasing, la sécurité, la gestion des bâtiments, l'aménagement paysager, les activités administratives, les activités liées à l'emploi, l'architecture, l'ingénierie, les activités juridiques et comptables, etc.

Dans la décomposition en branches de l'économie vaudoise, la deuxième est constituée par le commerce et ses 45 800 équivalents plein temps. Ceux-ci sont suivis par les deux principales branches du secteur public et parapublic: la santé et ses 38 900 EPT ainsi que l'enseignement pour 25 500 EPT.

Ensuite, les services financiers, banques et assurances représentent près de 15 700 EPT. Grâce à cela, Vaud est la 4^e « place financière » suisse, derrière Zurich, Genève et Berne, mais devant le Tessin. En termes d'effectifs, l'hôtellerie-restauration est au coude-à-coude, avec quelque 15 600 EPT. Les services de transport, entreposage et poste totalisent quelque 14 200 EPT. L'administration publique représente pour

sa part environ 12 100 personnes en équivalents plein temps.

Pour compléter le panorama, sans toutefois être exhaustif, il convient de mentionner également les services personnels et autres services (9 400 EPT), l'action sociale (7 500 EPT), les activités liées à l'art, aux loisirs et à la détente (5 600 EPT) ainsi que les activités immobilières (4 200 EPT).

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE ET CONSTRUCTION

Le secondaire représente pour sa part 20,3% des EPT du canton, soit 68 200 EPT (73 400 emplois). La première branche de ce secteur est constituée par

Valeur ajoutée par EPT et par branche dans le canton de Vaud (2013)

Rang	Branche	EPT	Valeur ajoutée (CHF mio)	Valeur ajoutée/EPT (CHF)
1	Production et distribution d'électricité et d'eau	3 563	957,5	268 722
2	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	10 927	2 733,8	250 195
3	Activités financières et assurances	15 658	3 584,1	228 896
4	Machines, instruments, horlogerie...	17 008	2 811,8	165 325
5	Commerce de gros et de détail, réparation...	45 796	7 087,7	154 768
6	Secteur secondaire	68 164	10 156,0	148 993
7	Secteur tertiaire	259 162	38 183,7	147 336
8	Transports, postes et télécommunications, édition	19 893	2 743,4	137 906
9	Administration publique, santé, éducation, sports...	94 709	12 069,1	127 434
10	Activités immobilières, services aux entreprises...	62 837	7 860,9	125 101
11	Alimentation, textile, cuir, bois, papier	10 603	1 308,8	123 431
12	Construction	26 063	2 344,1	89 938
13	Hôtellerie et restauration	15 626	857,7	54 891
14	Secteur primaire	9 071	480,4	52 958

Fig. 5

Sources: CREA, Office fédéral de la statistique

l'industrie manufacturière, qui compte 38 300 EPT. Il s'agit également d'un ensemble varié, qui va notamment de l'industrie alimentaire (6200 EPT) à l'industrie des machines, de l'électronique et des moyens de transport (13 600 EPT) en passant notamment par la chimie-pharma et les matières plastiques (6300 EPT) ou l'industrie du bois, du papier et des arts graphiques (plus de 4200 personnes). La deuxième branche du secondaire est la construction et le génie civil, qui totalise 26 100 équivalents plein temps. Enfin, le secteur primaire emploie environ 13 200 personnes (pour quelque 9100 EPT). Ces emplois concernent essentiellement la production végétale (céréales, cultures maraîchères, fruits et vigne) et animale.

PHARMA EN TÊTE DE LA PRODUCTIVITÉ

L'observation de l'économie vaudoise sous l'angle de l'emploi ou de la valeur ajoutée des branches donne des résultats similaires. En termes de productivité par EPT, les secteurs secondaire et tertiaire sont par contre au coude-à-coude. Dans le secondaire, la branche la plus productive est celle qui touche aux services industriels et à l'énergie. Cela s'explique par le fait qu'un nombre relativement restreint d'employés exploite des infrastructures lourdes.

Vient ensuite la chimie-pharma, dont chaque emploi représente 250 000 francs de valeur ajoutée. Certes modeste en termes d'effectifs dans la région, cette activité est l'un des fleurons de l'économie vaudoise. De plus, son volet pharma est la branche la plus productive du canton. Les activités financières arrivent en troisième position (229 000 francs par EPT). L'industrie des machines (165 000 francs par EPT) et le commerce de gros et de détail (155 000 francs par EPT) affichent également des productivités supérieures à la moyenne.

2 De canton agricole à terre de start-up

En un siècle et demi, le canton de Vaud a connu une profonde transformation. Alors qu'il était l'un des cantons les plus agricoles de Suisse en 1860, il s'est hissé au rang des plus tertiariés du pays. Ses racines industrielles sont cependant encore bien vivantes.

UN SIÈCLE ET DEMI DE MUTATIONS

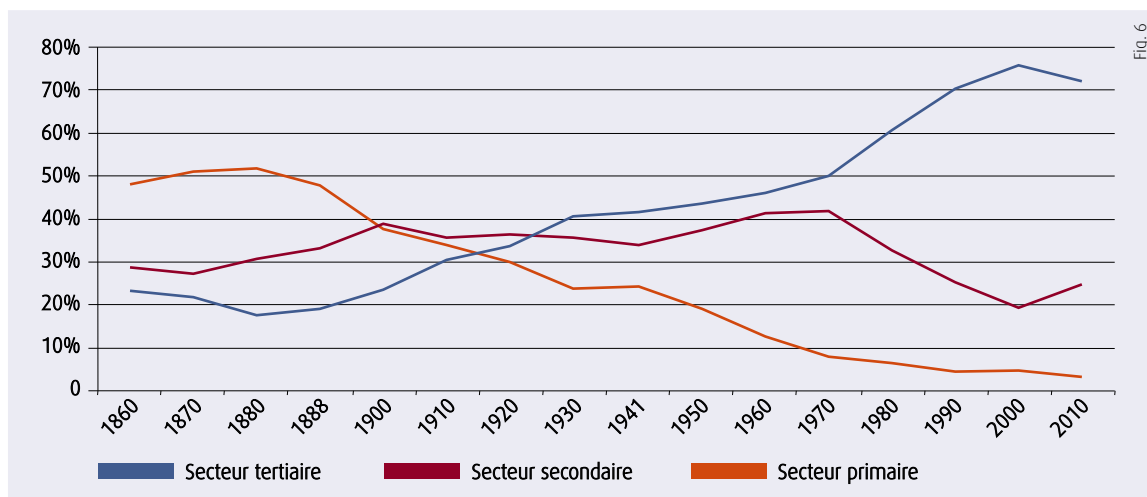
« On a un bien joli canton :
des veaux, des vaches, des moutons,
du chamois, du brochet, du cygne ;
des lacs, des vergers, des forêts,
même un glacier, aux Diablerets ;
du tabac, du blé, de la vigne. »

Le monde agricole et les richesses naturelles sont bien ancrés dans l'imagerie vaudoise, comme l'illustre en 1954 le poème de Jean Villard-Gilles *La Venoge*. Par contre, l'industrie ne faisait guère partie des clichés associés au canton. Non que, au milieu du 20^e siècle, Vaud en fut dépourvue, mais simplement du fait que

le canton a longtemps été à dominante clairement agricole et joué un rôle marginal dans l'industrialisation de la Suisse.

Du milieu du 19^e siècle au 21^e siècle, le canton a connu une mutation extrêmement profonde. En 1860, dans un pays partagé entre un sud agricole et un croissant industriel au nord-ouest, il faisait clairement partie du premier. Un siècle et demi plus tard, il est l'un des cantons dans lequel la part du tertiaire dans l'économie est la plus élevée et ses start-up obtiennent régulièrement des distinctions. Si Vaud figure aujourd'hui parmi les cantons les plus dynamiques de la Confédération, il lui était plus difficile de le prétendre il y a un siècle et demi.

Evolution de la part des trois secteurs dans la population active vaudoise



Source : Office fédéral de la statistique

Cette évolution est visible dans l'analyse des quelques recueils statistiques existant avant 1848 puis des recensements de la population effectués tous les dix ans depuis la naissance de l'Etat fédéral (et sur une base annuelle depuis 2010, avec une autre méthodologie). Le premier recensement utilisable est celui de 1860 et il faut composer avec les variations dues aux imprécisions inhérentes à ce type de relevé, ainsi qu'aux changements de méthodologies et de définitions utilisées par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Ces chiffres donnent cependant une vision relativement cohérente de l'évolution, sur 150 ans, de la structure de la population active des cantons en fonction des secteurs d'activité.

AGRICULTURE, VITICULTURE ET CHEPTEL

Dans la première moitié du 19^e siècle déjà, comme le montre en 1848 la « Nouvelle statistique de la Suisse » du conseiller fédéral Stefano Franscini, le canton de Vaud s'illustre plus par ses troupeaux d'animaux de rente et sa production végétale que par ses fabriques. Vaud est deuxième, derrière Berne, par la surface consacrée à l'agriculture et à la viticulture et troisième par son cheptel de bétail, derrière Berne et les Grisons. Par contre, le canton reste plutôt en marge des activités industrielles.

Sur le nord du plateau suisse, l'activité principale est liée au textile, que ce soit directement (filatures et fabriques d'étoffes de soie, de coton ou d'autres matières) ou indirectement (industrie des machines naissante, fabriques de pigments). Sur l'Arc jurassien, ce sont l'horlogerie et sa cousine, la fabrication de boîtes à musique, qui dominent. Aux alentours de 1840, on dénombre ainsi quelque 8100 ouvriers horlogers dans le canton de Neuchâtel, 5900 dans le Jura bernois, 2000 à Genève et quelque 1700 entre la Vallée de Joux et Sainte-Croix. Ajoutés à cela un peu d'horlogerie à Moudon, un peu de métallurgie à Vallorbe, de l'imprimerie à Lausanne, ainsi que du tissage de paille et des fabriques de tabac dans le canton: l'industrie vaudoise n'occupe que quelques

pour-cent de la population, nettement moins qu'en moyenne nationale ou dans d'autres cantons.

En ce qui concerne l'ensemble de la Suisse, « d'après nos calculs, la partie de la population proprement dite, industrielle ou artisans, ne s'élève qu'à un douzième de la population totale », résume Stefano Franscini. « La part industrielle de la population est plus élevée dans les cantons de Genève, Neuchâtel, Bâle, Zurich, Saint-Gall, Appenzell Rhodes-Extérieures, Glaris et Argovie. Le canton de Neuchâtel, sur 50 497 habitants, comptait en 1814 12 931 industriels des deux sexes, ce qui fait le quart de la population totale. C'est le canton suisse où le nombre des ouvriers et artisans est proportionnellement le plus grand. » Le statisticien estime qu'un autre douzième de la population est active dans les arts et métiers, de sorte « qu'un quart environ de la population s'entretient par le travail des fabriques ou des métiers. »

Il convient de noter que l'industrie helvétique de l'époque n'est pas directement comparable avec celle d'autres pays, comme le relève Jean-François Bergier dans son *Histoire économique de la Suisse*. Elle subit les désavantages traditionnels du pays, c'est-à-dire ceux d'un petit territoire dépourvu de matières premières ou d'un accès aisé à ces dernières. Sans charbon (dont les importations sont onéreuses), l'eau constitue la principale source d'énergie, d'abord sous forme mécanique puis transformée en électricité. Au contraire de la Grande-Bretagne ou de la France, le pays ne bénéficie pas d'un marché intérieur important. La production de masse n'est pas concurrentielle, de sorte que les manufactures doivent se tourner vers l'exportation et se concentrer sur des niches à haute valeur ajoutée, par exemple, à l'époque du règne du textile, les rubans à Bâle ou les broderies à Saint-Gall. Le réseau de fabriques n'affiche pas le même degré de concentration qu'en Angleterre ou dans le nord de la France, et le travail à domicile ne diminue que progressivement. Mais le pays peut compter sur une main-d'œuvre bien formée, en tout cas dans les régions de plaine, et, au milieu du 19^e siècle, encore relativement bon marché.

Part des trois secteurs dans la population active en 1860

Secteur primaire		Secteur secondaire		Secteur tertiaire	
VS	71%	AR	72%	GE	43%
GR	62%	GL	62%	BS	38%
OW	58%	BS	55%	UR	32%
FR	57%	NE	54%	LU	30%
SZ	55%	BL	50%	NE	25%
NW	54%	ZH	48%	ZG	25%
TI	52%	GE	48%	BE	24%
VD	48%	SG	45%	VD	23%
AG	48%	AI	45%	FR	23%
UR	47%	TG	41%	SH	23%
SH	43%	CH	37%	SO	23%
BE	43%	ZG	37%	CH	22%
SO	43%	AG	35%	BL	19%
CH	41%	SO	35%	SZ	19%
TG	41%	SH	34%	NW	19%
AI	40%	BE	33%	OW	18%
LU	39%	LU	30%	GR	18%
ZG	38%	TI	30%	TI	18%
SG	37%	VD	29%	TG	18%
ZH	34%	NW	28%	SG	18%
BL	31%	SZ	26%	ZH	17%
GL	23%	OW	24%	AG	17%
NE	21%	UR	21%	VS	17%
AR	16%	FR	20%	AI	15%
GE	9%	GR	19%	GL	15%
BS	6%	VS	13%	AR	12%

Fig. 7

Source : Office fédéral de la statistique

Population agricole

Carte figurant dans le rapport sur le Recensement fédéral de 1900, publié en 1907.

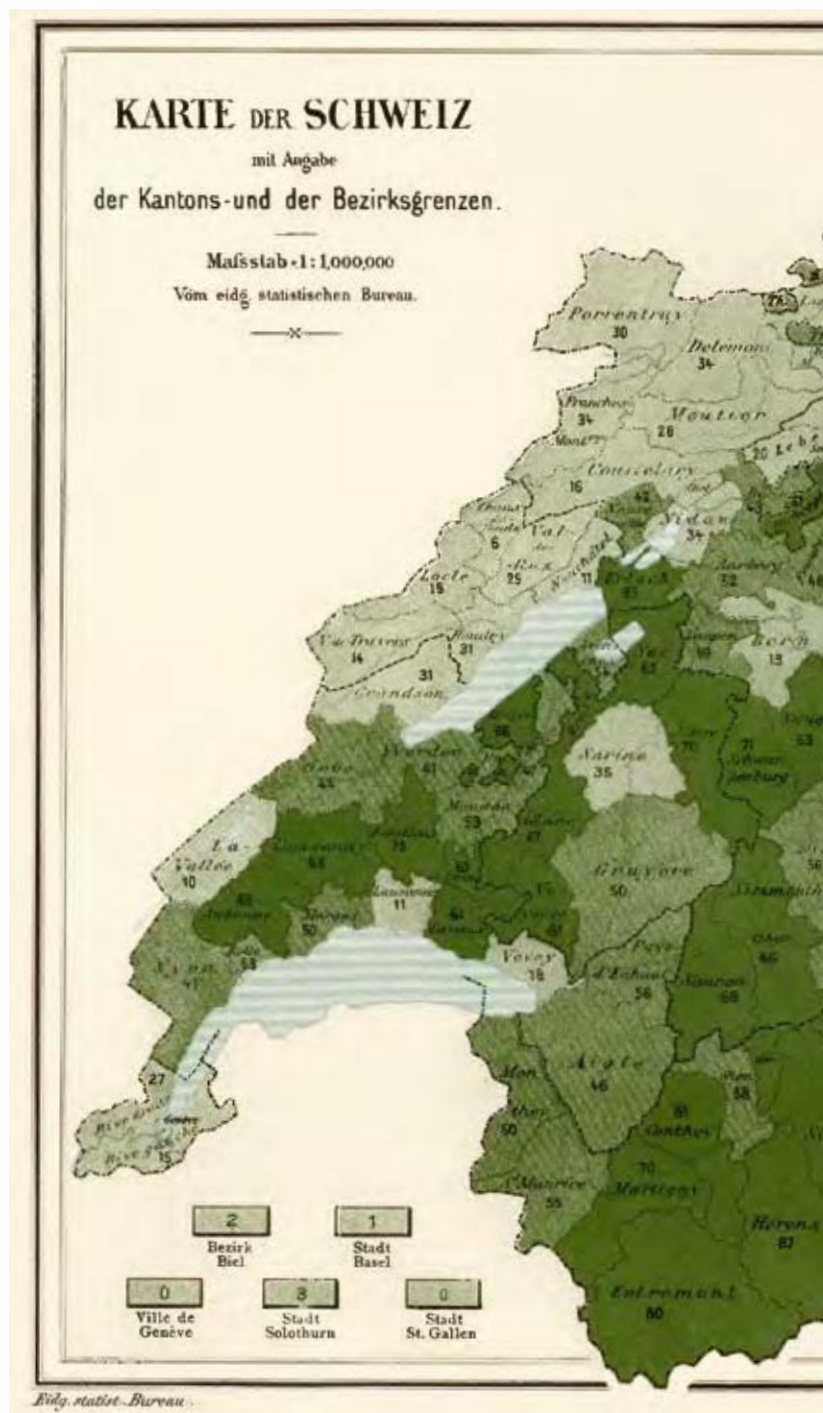
Légende

Part de la population agricole dans la population totale. Par district. D'après le Recensement de 1900.

 - 39
Prépondérance de l'industrie et de l'artisanat.

 40 - 59
Mixité d'activités agricoles et industrielles/artisanales.

 60 -
Prépondérance de l'agriculture.



Source: Office fédéral de la statistique



















Diffusion de quelques activités industrielles en Suisse

Carte figurant dans le rapport sur le Recensement fédéral de 1900, publié en 1907.

Légende

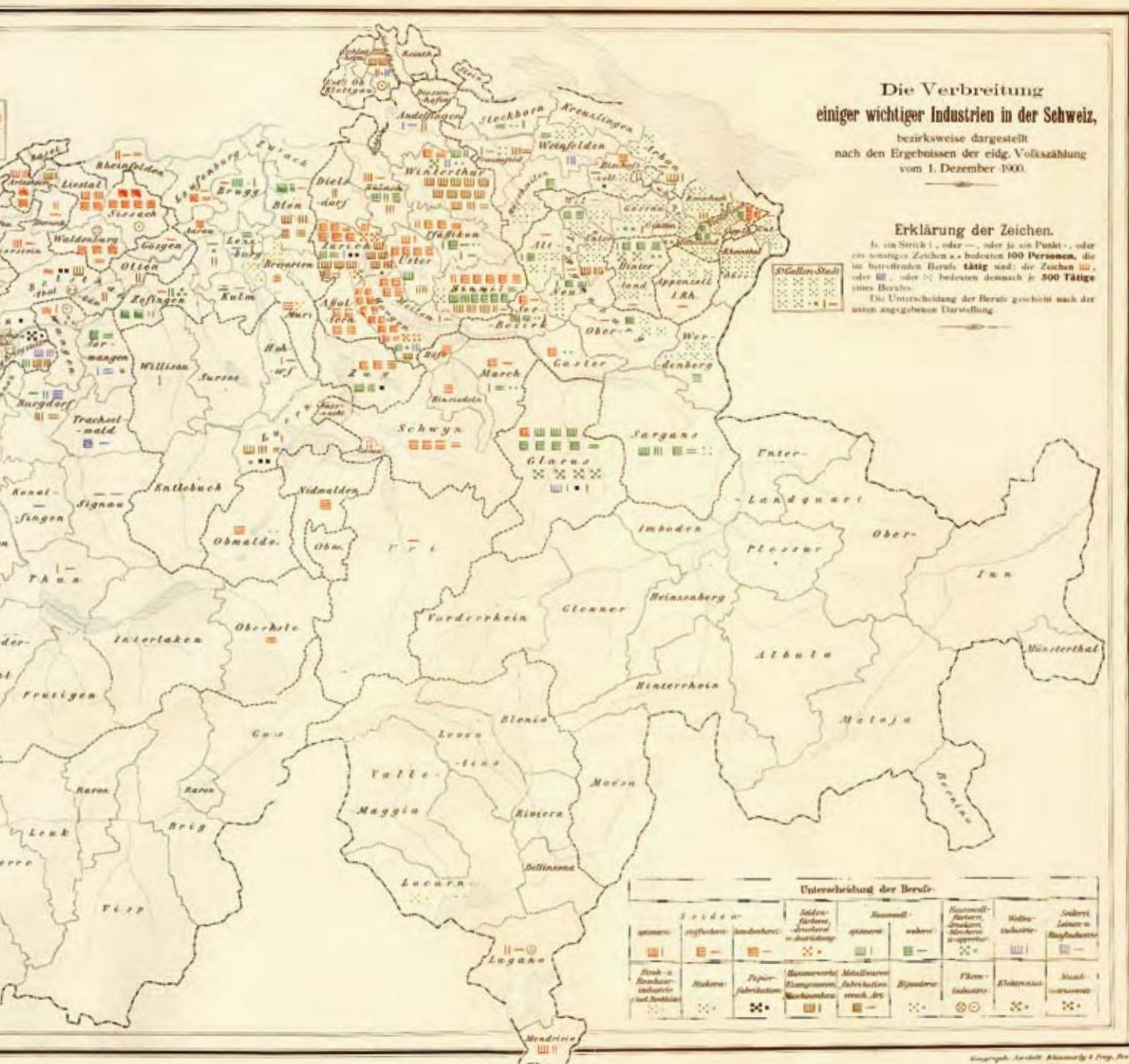
Personnes actives dans une sélection de métiers de l'industrie. Par district. D'après le Recensement de 1900.

Les signes (traits, points, etc.) isolés sont équivalents à 100 personnes. Les groupes de cinq signes sont équivalents à 500 personnes. Les métiers sont identifiés de la manière suivante :

-  Filature de soie
-  Tissage d'étoffes de soie
-  Tissage de rubans de soie
-  Teinture et impression sur soie
-  Filature de coton
-  Tissage de coton
-  Teinture et impression sur coton
-  Industrie de la laine
-  Corderie, lin et chanvre
-  Industrie de la paille et du crin
-  Broderie
-  Fabrication de papier
-  Forge, fonderie, fabrication de machines
-  Articles métalliques divers
-  Bijouterie
-  Horlogerie
-  Electricité
-  Instruments de musique



Source : Office fédéral de la statistique



1860: UN VAUDOIS SUR DEUX ACTIF DANS L'AGRICULTURE

Le recensement de 1860 fournit des données plus précises. Le secteur primaire occupe 41% de la population active suisse et même 48% dans le canton de Vaud. Ce dernier n'est dépassé ici que par le Valais (71%), les Grisons (62%), Obwald (58%), Fribourg (57%), Schwyz (55%), Nidwald (54%) et le Tessin (52%).

Si la situation évoluera par la suite, ce ne sera que très progressivement. Les cartes qui montrent la part de l'agriculture dans la population active et l'implantation des activités industrielles tirées du Recensement fédéral de la population de 1900 (voir pp.18 à 21.) illustrent bien ce qu'étaient auparavant la structure de l'économie suisse et la position du canton au sein de cette dernière.

En 1860, les cantons de la Suisse industrielle affichent déjà des parts de personnes travaillant dans le primaire peu élevées, inférieures à un quart. C'est notamment le cas de Bâle-Ville (6%) et de Genève (9%), mais aussi d'Appenzell Rhodes-Extérieures (16%), de Neuchâtel (21%) et de Glaris (23%). D'autres cantons industriels, tels que Bâle-Campagne, Zurich, Zoug, ou Saint-Gall, se caractérisent également par une part de leur secteur primaire inférieure à la moyenne.

Côté secondaire, la part moyenne de la population suisse active dans ce secteur se monte en 1860 à 37%. Vaud (29%) est sensiblement en dessous. Il n'est pas lanterne rouge: à l'exception du Tessin, les cantons ayant un secteur primaire proportionnellement plus développé affichent également un degré d'industrialisation plus bas. L'inverse est aussi vrai pour les cantons moins pourvus en secteur primaire. Là où Vaud se distingue quelque peu en 1860, c'est dans la part du secteur tertiaire dans son économie (23%), un peu plus élevée qu'en moyenne suisse (22%).

EXODE RURAL

L'évolution graduelle de la structure de l'économie vaudoise au cours des décennies qui vont s'égrener ensuite s'explique par plusieurs facteurs. Le premier est l'exode rural. Les campagnes ont besoin de moins en moins de bras. Les progrès dans les techniques agricoles permettent une hausse des rendements. Les céréales importées des colonies de grands pays européens font concurrence à la production locale. Et le nombre des habitants des campagnes qui recherchent du travail dans les autres secteurs augmente inexorablement – nombreux sont ceux aussi qui vont chercher une vie meilleure à l'étranger, la Suisse étant encore jusque vers la fin du 19^e siècle un pays d'émigration. En 2010, le secteur primaire ne mobilise plus que 3% de la population active du canton. Malgré l'augmentation de la population, et donc de la demande, le nombre de personnes actives dans le secteur primaire a diminué de près de 80%, d'environ 49 300 personnes à quelque 11 200. Cette évolution n'est pas propre au canton et s'observe partout en Suisse. Malgré cela, le taux d'auto-provisionnement du pays reste stable sur le long terme, aux alentours de 50% à 60%. De plus, Vaud est toujours un producteur agricole important au niveau national, le deuxième derrière Berne. Il est même numéro un dans la production végétale.

GRANDS TRAVAUX ET MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE

Mais Vaud n'en deviendra pas pour autant un territoire très fortement industriel. Comme les autres cantons qui ne font pas partie du croissant industriel du nord et de l'ouest, il ne suivra pas une trajectoire ressemblant à celle de ces derniers.

Comme déjà évoqué, au 19^e siècle, l'industrie helvétique est avant tout textile (horlogère sur l'Arc jurassien) et, du fait de la petitesse du marché intérieur, elle doit se spécialiser et exceller dans des niches à forte valeur ajoutée afin de rester concurrentielle sur

Part des trois secteurs dans la population active en 2010

Secteur primaire		Secteur secondaire		Secteur tertiaire	
AI	5%	UR	46%	GE	80%
AR	5%	GL	46%	ZH	75%
TG	5%	NE	44%	BS	74%
GR	4%	OW	42%	TI	74%
LU	4%	AI	42%	VD	72%
GL	4%	SG	40%	ZG	72%
BE	4%	TG	39%	BL	68%
FR	4%	SH	38%	NW	66%
UR	4%	SO	38%	CH	66%
SH	4%	FR	36%	GR	66%
OW	3%	BE	35%	VS	64%
NE	3%	SZ	34%	AR	64%
VS	3%	AG	34%	AG	63%
VD	3%	LU	33%	SZ	63%
SG	3%	VS	33%	LU	62%
CH	3%	NW	31%	BE	61%
SZ	3%	CH	31%	FR	60%
AG	3%	AR	31%	SO	59%
SO	2%	BL	31%	SH	58%
NW	2%	GR	30%	SG	57%
ZG	2%	ZG	26%	TG	56%
ZH	2%	BS	25%	OW	55%
TI	2%	VD	25%	AI	53%
BL	2%	TI	25%	NE	53%
GE	1%	ZH	23%	UR	50%
BS	1%	GE	19%	GL	49%

Fig. 10

Source : Office fédéral de la statistique

les marchés d'exportation. Au passage, on s'aperçoit ainsi que la Suisse avait déjà trouvé la recette qui assurerait son succès économique, et ce, aujourd'hui encore. De plus, vers la fin du 19^e siècle, la construction et les grands travaux comme la construction du réseau de chemins de fer mobilisent de plus en plus de bras. L'exode rural ne parvenant plus à satisfaire la demande de main-d'œuvre, celle-ci commence à se faire rare et les salaires augmentent. L'émigration ralentit et la Suisse va chercher hors de ses frontières les travailleurs dont elle a besoin. Par contre, le savoir-faire des régions industrielles ne peut pas être reproduit ailleurs simplement et rapidement, en tout cas à large échelle, du fait du degré de spécialisation élevé. De sorte que, malgré le manque de main-d'œuvre dans les régions industrielles, il reste difficile pour les autres de prendre le train en marche. Au final, on observe quand même, sur le long terme, une certaine convergence entre les différentes régions vers ce que la Suisse est actuellement, mais chacune ayant suivi un chemin qui lui est propre.

ALIMENTAIRE, MACHINES, MÉCANIQUE DE PRÉCISION

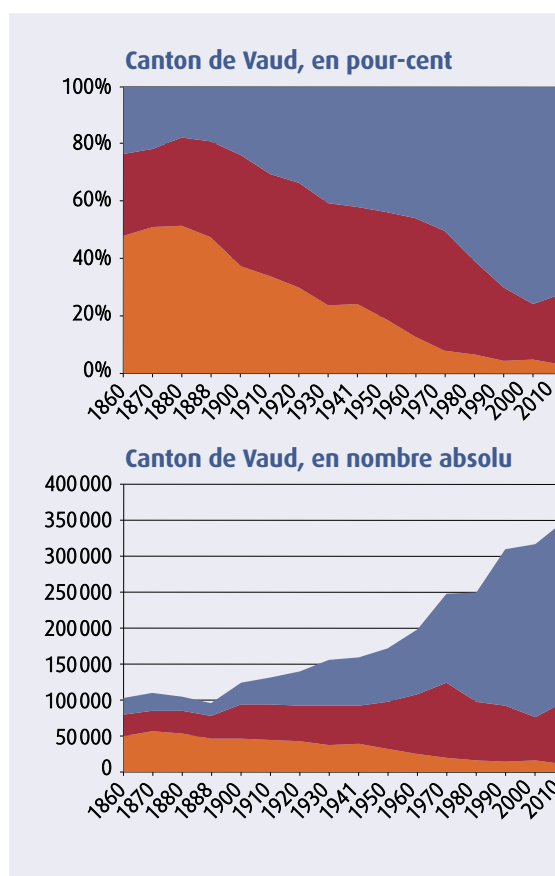
En ce qui concerne le canton de Vaud, cette évolution entre le milieu du 19^e siècle et aujourd'hui est notamment liée aux activités industrielles du Jura vaudois qui essaimeront dans la région d'Yverdon, mais surtout au développement des liaisons ferroviaires, des industries alimentaires et des machines, ainsi que de la production d'énergie hydroélectrique.

De manière plus globale, le secteur secondaire vaudois affiche un développement solide au cours du dernier siècle et demi, le nombre d'habitants du canton qui y travaillent étant multiplié par trois entre 1860 et 2010, d'environ 29 600 à 86 200 personnes. Si cette évolution est plus dynamique que celle observée dans les cantons industriels, du fait d'un effet de rattrapage, elle ne se distingue guère de celle de la Suisse considérée dans son ensemble. Ainsi, la part du canton de Vaud

dans l'ensemble de la population helvétique active dans le secondaire est relativement stable entre 1860 et aujourd'hui, aux alentours de 6% à 7%.

Au niveau des activités manufacturières proprement dites, le canton reste donc à l'écart de l'essor – puis du déclin – de l'industrie textile suisse. Par contre, à la fin du 19^e siècle, Vaud est l'un des principaux acteurs de l'industrie alimentaire sur le plan national, dont il représentait 15% à 19% des emplois, au coude-à-coude avec Zurich. Si cette position reflète

Evolution comparée de la part des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans la population active en Suisse

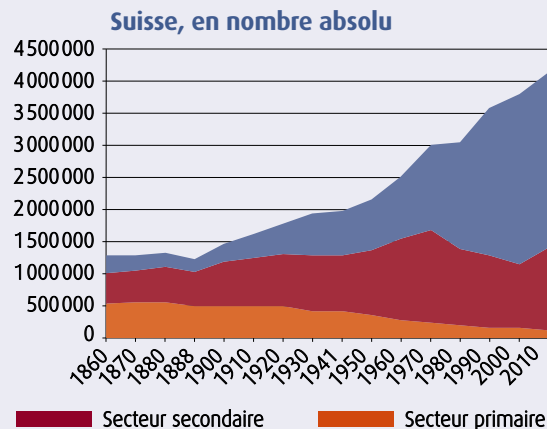
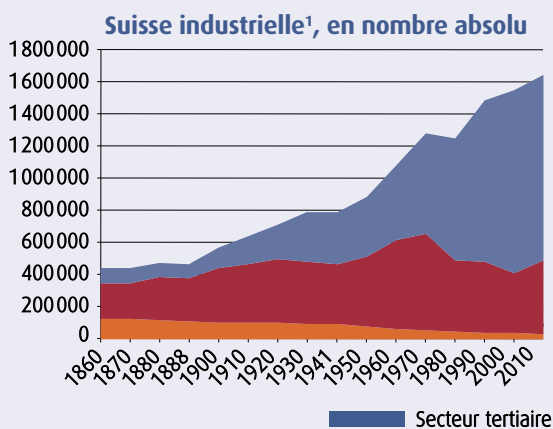
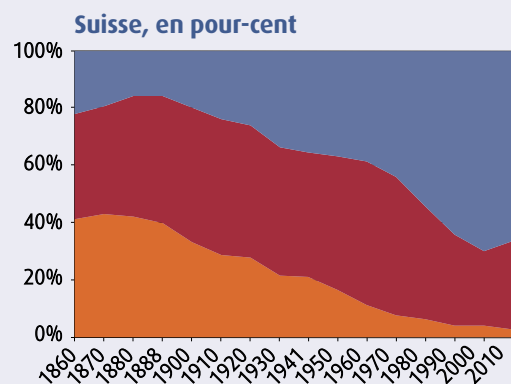
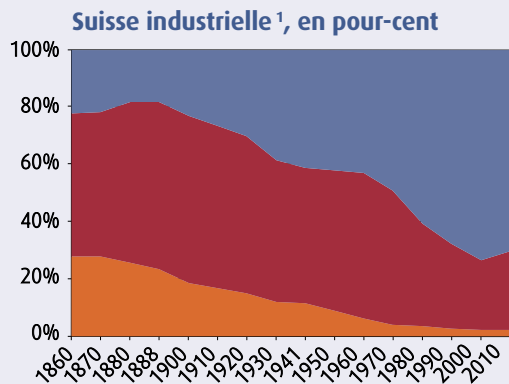


Source : Office fédéral de la statistique

notamment le développement du groupe Nestlé et des fabriques de chocolat qui fusionneront par la suite avec ce dernier, il ne faudrait pas pour autant négliger d'autres filières présentes dans le canton : fabrication de fromage ou viticulture. Au début du 20^e siècle, les localités d'Orbe, Moudon ou la région de la Riviera se distinguent dans la fabrication du chocolat ou le traitement du lait. L'emploi continue de se développer dans cette industrie, mais le canton rétrograde dans le classement, Zurich, Berne, Fribourg, Argovie ou Bâle-Ville se développant de

manière plus dynamique dans ce domaine. Cependant, Vaud reste aujourd'hui encore très présent dans cette branche, notamment grâce aux activités de transformation du café (Nespresso et Nescafé).

De plus, comme dans le cas du textile, l'industrie alimentaire vaudoise permet la naissance d'une industrie des machines. Le groupe Bobst (toujours indépendant) ou les anciennes SAPAL (Société anonyme des plieuses automatiques Lausanne) et Demarex, toutes deux intégrées aujourd'hui dans la



¹ Ensemble des cantons dont la part du secteur secondaire est supérieure à la moyenne suisse en 1860, c'est-à-dire AR, GL, BS, NE, BL, ZH, GE, SG, AI, TG

Fig. 11

division techniques d'emballage du groupe allemand Bosch, en sont l'illustration. Un autre pan de l'industrie des machines vaudoises se trouve au pied et sur les hauteurs du Jura, entre la région d'Yverdon, Sainte-Croix et la Vallée de Joux. Tirant son origine dans le savoir-faire horloger et les autres formes de mécanique de précision, l'industrie du Jura-Nord vaudois se distingue dans trois domaines qui connaîtront des destins fort différents. La fabrication de montres et la sous-traitance horlogère traversent avec succès le dernier siècle et demi, même si celui-ci n'est pas un long fleuve tranquille. Et, aujourd'hui, la fabrication de boîtes à musique se poursuit à Sainte-Croix. De même, la sous-traitance mécanique et horlogère reste présente dans la région.

Une autre activité connaît un formidable essor dans la région de Sainte-Croix et d'Yverdon, avant de s'effacer: la fabrication de phonographes, gramophones, postes de radio, tourne-disques, radios, machines à écrire ou caméras vendues sous des noms comme Paillard, Thorens, Hermes ou Bolex. Dans la catégorie fabrication d'« Instruments de musique, phonographes, appareils de radio, télévision » du Recensement des fabriques, Vaud est même le leader incontesté parmi les cantons suisses entre 1888 et 1964 (intervalle pour lequel des données sont disponibles), totalisant entre 38% et 77% de l'ensemble des emplois dans cette activité. De 1888 à 1929, les effectifs sont multipliés par six, de 300 à 1800. Si les effets de la crise de 1929 ne seront jamais pleinement compensés, la branche emploiera encore 967 personnes dans le canton en 1964, trois fois plus qu'au 19^e siècle. Concurrence asiatique, virages technologiques manqués, difficultés financières, rachats par des sociétés étrangères et enfin disparitions: les décennies qui suivirent se soldent par un lent déclin. Aujourd'hui, certaines de ces marques subsistent ou ont pu renaître de leurs cendres, mais la présence de l'industrie audio, vidéo et mécanographique du Jura-Nord vaudois fait partie du passé.

Autre activité méritant d'être mentionnée: entre la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, Vaud joue aussi un rôle important dans l'industrie du tabac, occupant la 2^e place (entre 1500 et 1900 personnes), derrière Argovie (2800 à 3200 personnes). Cette industrie déclinera ensuite dans le canton, au profit du Tessin, de Genève et de Neuchâtel. Cependant, avec le quartier général de Philip Morris International et les bureaux de British American Tobacco à Lausanne, le canton reste un acteur important du domaine.

Enfin, Lausanne s'illustre aussi dans une autre activité industrielle, plus moderne celle-ci: la production d'électricité. En 1882, la ville est pionnière en Europe en matière d'éclairage électrique. Des usines hydroélectriques se construisent dans le canton. En 1888, le tramway Vevey-Montreux-Chillon est la première ligne ferroviaire électrifiée de Suisse. En termes d'emploi, Vaud est numéro un dans la catégorie « électricité, gaz et eau » en 1888, avec... 92 personnes. Vaud restera ensuite un canton important dans ce domaine, mais se verra dépassé par deux autres grands cantons, Zurich et Berne, et plus tardivement par Bâle-Ville ou des cantons alpins comme les Grisons et le Valais.

VAUD, DESTINATION «ROMANTIQUE»

Cependant, là où Vaud s'illustre, c'est dans le développement de son secteur tertiaire. Avec les chemins de fer, d'abord, qui font partie de ce tertiaire (transports), mais qui jouent aussi un rôle de catalyseur pour d'autres activités. La Suisse s'intéresse au transport ferroviaire dès l'invention de la locomotive au Royaume-Uni en 1825, mais les querelles entre cantons puis la guerre du Sonderbund reportent à 1847 la construction de la première liaison, entre Zurich et Baden. Peu après, Morges et Yverdon sont reliées par le rail (1855), tandis que d'autres lignes permettent de rejoindre Genève (1858) ou la Suisse alémanique (1859-1860). Les luttes d'influences entre cantons, qui sont maîtres en la matière à

l'époque, les compagnies de chemins de fer et leurs investisseurs conduisent à une densification du réseau au cours des décennies qui suivent. Vaud est ainsi doté d'une deuxième liaison vers le nord, entre Lausanne et Berne, cette fois. Le canton est aussi relié à Paris via Vallorbe et Pontarlier. La vallée du Rhône est également accessible et la liaison vers l'Italie avec le tunnel du Simplon (1906) se dessine déjà. Elle permettra à Lausanne de devenir l'un des arrêts de l'Orient-Express.

Avant même la construction des liaisons ferroviaires, la région lémanique est déjà appréciée des voyageurs ou des premiers touristes de l'époque. Par exemple, Lausanne, chef-lieu, ville universitaire, ancienne ville épiscopale, est une étape des liaisons par diligences. Vevey connaît également un certain développement, tandis que la région de Montreux bénéficie de l'aura d'avoir servi en 1761 de décor à un passage de *Julie ou La nouvelle Héloïse* de Jean-Jacques Rousseau. C'est d'ailleurs lors d'un pèlerinage sur les traces des personnages de ce roman que Lord Byron, qui séjourne à Genève en compagnie des Shelley, découvre le Château de Chillon et le destin de François Bonivard, un patriote genevois du 16^e siècle connu pour y avoir été retenu prisonnier par les Savoyards durant six ans. Et c'est dans un hôtel situé sur le port de Lausanne que Lord Byron écrit en 1816 son poème *Le prisonnier de Chillon*.

Les Alpes et la région lémanique, avec leurs paysages accidentés et l'omniprésence de la montagne, répondent à la recherche de pittoresque ou de grandiose qui se manifeste à l'époque. La Suisse est à la mode. Cela ne concerne pas que les Préalpes vaudoises, mais aussi l'Oberland bernois et la Suisse centrale. En diminuant les distances, en réduisant le coût du voyage, le chemin de fer va permettre au nombre de visiteurs d'augmenter et à cette branche touristique de prendre son essor. Alors que l'emploi hôtelier était auparavant concentré dans les grandes

villes, les recensements de 1870 ou 1910 analysés dans l'*Historischer Strukturatlas der Schweiz* montre que la part des personnes occupées dans l'hébergement est relativement élevée sur la Riviera vaudoise, ainsi que dans le Chablais. Dans le canton, l'hôtellerie-restauration progresse fortement entre la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, pour être en 1910 l'une des activités tertiaires occupant le plus grand nombre de Vaudois (9700 personnes), aux côtés du commerce. Les autres branches importantes de ce secteur, les chemins de fer (3900), les activités financières (2400), l'enseignement (2719), la santé et l'hygiène (2700) ou les postes, télégraphe et téléphone (2700), sont sensiblement plus petites.

En termes d'emplois, le tourisme est cependant déjà proche de son apogée. Au cours du 20^e siècle, les deux guerres mondiales ainsi que la crise de 1929 freinent fortement son développement et le forcent à une cure d'amaigrissement. Les autres branches du tertiaire connaissent pour la plupart un développement plus uniforme.

DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE

Le commerce, notamment, appelé à devenir l'une des premières branches du canton, se développe régulièrement. Au 19^e siècle, si le canton est d'abord tourné vers l'agriculture, Lausanne fait déjà partie des villes affichant – pour l'époque – une densité d'activités commerciales relativement élevée, aux côtés de Genève, Zurich, Berne, Bâle ou Saint-Gall. Les districts agricoles ont moins besoin de commerce, les articles nécessaires au quotidien étant souvent de fabrication maison, tandis que le reste, par exemple le tissu, était acheté auprès de marchands ambulants. Mais au fil du temps, le poids du commerce augmente avec la croissance économique et démographique, la spécialisation croissante de la main-d'œuvre, le développement des échanges avec les nouveaux moyens de transports ou l'exode rural. Entre 1888 et 1960, selon le compendium

Statistique historique de la Suisse, le nombre de Vaudois actifs dans le commerce est multiplié par 6,5, tandis que la population active est à peine doublée.

PLACE FINANCIÈRE VAUDOISE

Les activités financières, quoique occupant moins de personnes, ont connu un développement encore plus dynamique, avec un nombre d'actifs multiplié par 9,7 entre 1888 et 1960. Le crédit est resté longtemps peu utilisé en Suisse, l'industrie se développant par réinvestissement des bénéfices et les moyens non mobilisés préférant s'investir à l'étranger. Dans le canton, certains voyaient dans cette réalité une explication du faible développement de l'industrie vaudoise en comparaison avec celle d'autres cantons. Pour y remédier, le canton se dote, comme d'autres, d'une banque cantonale en 1845. Suivront les créations de nombreuses autres banques et caisses d'épargne: Crédit foncier vaudois, Caisse d'épargne et de crédit, Caisse d'Épargne Cantonale Vaudoise, Union vaudoise de crédit, Banque vaudoise de crédit, ainsi que de multiples établissements locaux. Le 20^e siècle verra le marché se concentrer et la plupart des banques être absorbées. Subsistent principalement au 21^e siècle la banque cantonale, des filiales des deux grandes banques, les banques Raiffeisen, Postfinance (licence bancaire en 2012), quelques caisses d'épargne (Aubonne, Nyon, Riviera, Vallée de Joux), des filiales de banques de gestion de fortune, quelques banques du cru actives dans ce domaine, des intermédiaires spécialisés, le siège du numéro un du négoce en ligne en Suisse (Swissquote, né à la fin des années 1990) et des gérants indépendants.

Le canton de Vaud est aussi riche en compagnies d'assurances. En 1811, il se dote d'un Etablissement d'assurance contre les pertes résultant des incendies de bâtiments, le 11^e du genre en Suisse. En 1858, l'année suivant la fondation de la Schweizerische Rentenanstalt à Zurich, il voit la création de la

deuxième compagnie d'assurance-vie de Suisse et première de Suisse romande, La Suisse Assurances. En 1895 est fondée l'Assurance Mutuelle Vaudoise, tandis que, en 1907, l'Etat de Vaud crée la Caisse cantonale vaudoise des retraites populaires. De nombreuses compagnies d'autres cantons ou étrangères s'installent également en terres vaudoises. La branche connaît cependant le même phénomène de concentration que la banque et, aujourd'hui, le nombre d'enseignes s'est fortement réduit. Parmi celles qui ont leur siège dans le canton, il y a Vaudoise Assurances, Retraites populaires et l'Etablissement cantonal d'assurances (ECA). A noter aussi que les sièges des affaires vie de La Mobilière et celui des affaires non-vie de Generali Suisse sont à Nyon. Avec notamment Assura (créée en 1978), Vaud est également un acteur important de l'assurance maladie.

Au fil du temps, la place financière vaudoise a grandi pour devenir l'un des éléments constitutifs de l'économie du canton. Elle est passée de 1000 employés en 1888 à près de dix fois plus en 1960, 9900. Aujourd'hui, la place financière vaudoise est quatrième en Suisse, avec 17 500 emplois (15 700 EPT), devant le Tessin, juste derrière Berne et naturellement après Zurich et Genève.

SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC

Une autre branche majeure du tertiaire est celle de la santé. Représentant à peine 0,5% de la population active ou 500 personnes en 1850, elle s'est hissée au rang de troisième branche de l'économie vaudoise, derrière les services aux entreprises et le commerce. Elle représente aujourd'hui plus de 53 200 emplois (38 900 EPT) ou 12% du total dans le canton. Cette situation n'est pas propre à ce dernier. Le développement de la branche de la santé suit celui de la population, le vieillissement de cette dernière ainsi que les progrès de la médecine et s'observe partout en Suisse. Vaud fait cependant partie des cantons dans lesquels le système de santé est le plus développé,

du fait de la présence sur son territoire d'un hôpital universitaire et de plusieurs cliniques privées.

Le quatrième employeur vaudois est la branche de l'enseignement. Celui-ci représente en 1860 2100 personnes ou 2% de la population active. Aujourd'hui (données 2013), ce sont plus de 37000 personnes ou 9% des emplois (25 500 EPT ou 8% du total). Cette progression reflète l'augmentation de la population, la hausse du niveau d'éducation, ainsi que la présence dans le canton d'une université et d'une école polytechnique fédérale.

Au final, le secteur tertiaire passe entre 1860 et 2010 de 23% à 72% de la population. En 2013, Vaud est ainsi parmi les cinq cantons dans lesquels le tertiaire est le plus présent : 3^e selon la part dans le produit intérieur brut ou 4^e selon l'emploi.

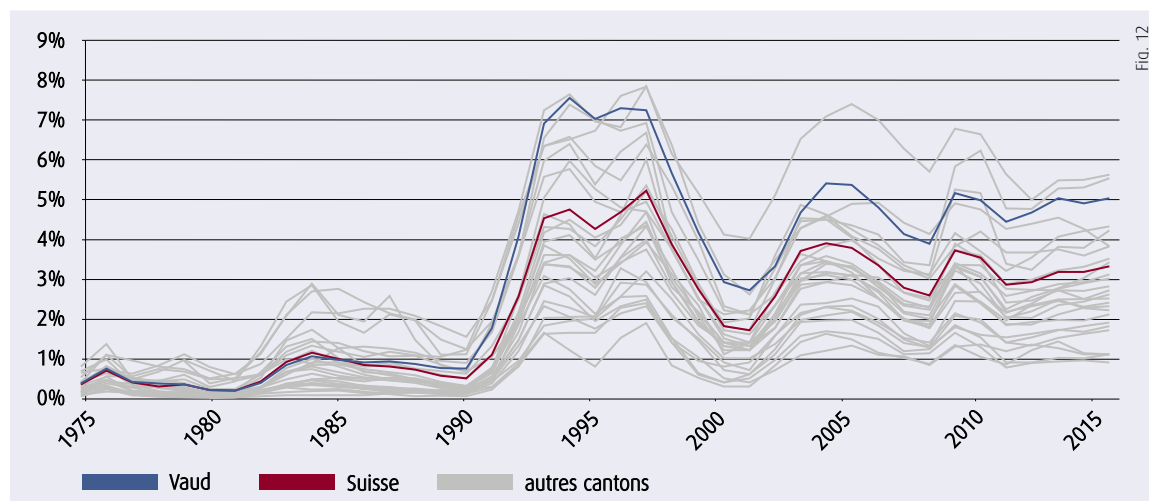
CRISE DES ANNÉES 1990

Durant ce siècle et demi, le canton change profondément, et il est confronté aux effets de plusieurs grandes crises sur le plan suisse, européen ou mondial. Parmi celles-ci, les deux guerres mondiales

du 20^e siècle, la crise de 1929, les chocs pétroliers de 1973 et de 1979-1980, l'éclatement de la bulle immobilière en Suisse dans les années 1990, l'éclatement de la bulle internet en 2000 ou la crise financière de 2008-2009 et ses multiples répliques (récession mondiale de 2008-2009, crise de la zone euro, etc.).

Tous ces événements ont naturellement des effets sur l'économie du canton, comme ils en ont sur l'ensemble de la Suisse. Ceux-ci sont difficiles à évaluer précisément, mais une analyse de l'OFS de l'évolution du chômage durant quelques-unes de ces périodes montre que le canton ne se distingue guère, avec un taux de sans-emploi en dessous ou similaire à la moyenne helvétique. De 1931 à 1938, le chômage moyen grimpe légèrement au-dessus de 3% en Suisse, tandis qu'il est voisin de 2,5% dans le canton. Durant la Deuxième Guerre mondiale ou entre 1976 et 1990, il reste sous la barre des 1%. Avec un bémol concernant les effets des chocs pétroliers : la Suisse a pu « exporter » une partie de son chômage en ne renouvelant pas des contrats de travailleurs saisonniers.

Evolution du taux de chômage par canton, 1975-2014



Note: contrairement à la majorité des cantons, Vaud recense les chômeurs en fin de droits, ce qui majore son taux de chômage de 0,6 point de pourcentage (décembre 2015). Source: Office fédéral de la statistique

Nombre de Suisses et d'étrangers dans la population active, par métier

Métier		1970	1980	1990	2000	2010	Variation 1970-2010, en %, cumulée	Contribution à l'évolution de la population active
Professions de l'agriculture, de l'économie forestière et de l'élevage	Suisses	18 282	15 664	11 344	7 521	7 973	-56,4%	-4,6%
	Etrangers	1 111	1 055	1 432	1 263	2 165	+94,8%	+0,5%
Professions de l'industrie et des arts et métiers (sauf construction)	Suisses	36 534	31 204	23 233	16 001	16 907	-53,7%	-8,7%
	Etrangers	17 366	14 091	12 924	8 038	9 672	-44,3%	-3,4%
Professions de la technique et de l'informatique	Suisses	10 905	12 752	15 430	14 475	20 657	+89,4%	+4,3%
	Etrangers	2 587	2 956	5 888	4 907	9 729	+276,1%	+3,2%
Professions de la construction et de l'exploitation minière	Suisses	9 294	10 676	8 434	6 151	7 448	-19,9%	-0,8%
	Etrangers	5 645	5 152	8 501	5 073	8 000	+41,7%	+1,0%
Professions commerciales et professions des transports et de la circulation	Suisses	32 685	32 289	32 217	26 363	31 340	-4,1%	-0,6%
	Etrangers	4 398	5 256	9 181	8 986	13 144	+198,9%	+3,9%
Professions de l'hôtellerie, de la restauration et des services personnels	Suisses	17 217	16 828	12 971	9 722	12 679	-26,4%	-2,0%
	Etrangers	10 164	9 659	12 659	10 188	18 137	+78,4%	+3,5%
Professions du management, de l'administration, de la banque et des assurances et professions judiciaires	Suisses	35 259	42 008	58 755	51 934	68 616	+94,6%	+14,8%
	Etrangers	3 885	5 590	10 279	10 650	21 890	+463,4%	+8,0%
Professions de la santé, de l'enseignement et de la culture et professions scientifiques	Suisses	16 799	25 795	33 270	37 149	54 857	+226,5%	+16,8%
	Etrangers	3 723	6 583	8 850	9 218	17 134	+360,2%	+5,9%
Indications non classifiables	Suisses	83	62	1 405	1 569	2 398	+2788,8%	+1,0%
	Etrangers	22	12	386	493	1 010	+4488,7%	+0,4%
Total	Suisses	177 058	187 278	197 059	170 885	222 875	+25,9%	+20,3%
	Etrangers	48 901	50 354	70 100	58 816	100 880	+106,3%	+23,0%
Total global		225 959	237 632	267 159	229 701	323 755	+43,3%	+43,3%

Fig. 13

Personnes actives occupées de 15 ans ou plus selon la Nomenclature suisse des professions. Source : Office fédéral de la statistique

Par contre, la situation vaudoise durant la crise des années 1990 est particulière. Le chômage grimpe à plus de 7% entre 1994 et 1997 et le canton dispute le record suisse avec Genève et le Tessin. Au plan national, la situation est moins tendue et le chômage fait une courte incursion au-dessus de la barre de 5% en 1997. L'éclatement de la bulle immobilière et ses effets sur la construction, le secteur bancaire ou la consommation coïncide avec d'autres évolutions structurelles, notamment dans l'industrie manufacturière. De plus, les recettes fiscales sont sous pression, l'endettement augmente et le canton doit trouver un nouvel élan. C'est ce qu'il fera, comme le montrent les chapitres 4 et 5.

LES ÉTRANGERS ET LES ACTIVITÉS À VALEUR AJOUTÉE

Ces crises ont aussi eu un effet sur l'immigration. Alors que la part des ressortissants étrangers dans le canton était passée de 2,2% de la population totale en 1836/37 à 14,4% en 1910, les troubles de la première moitié du 20^e siècle l'ont fait redescendre à 6,0% en 1941, selon la «Statistique historique de la Suisse». Durant cette période, la part des étrangers dans la population vaudoise est similaire à celle qui s'observe en Suisse. A partir des années 1950 débute une nouvelle vague d'immigration, cette fois plus dynamique dans le canton qu'au plan national: la population étrangère augmente de 7,4% par an en moyenne jusqu'en 1970. Cette année-là, la part des étrangers dans la population se monte à 22,6%.

Avec les chocs pétroliers, le solde migratoire devient négatif. Durant les décennies qui suivront, l'immigration se poursuivra, mais à un rythme divisé par deux par rapport aux Trente Glorieuses. Elle sera aussi freinée durant la crise des années 1990, puis la population étrangère progressera à un rythme de 3,0% par an entre 2000 et 2010 et de 3,4% par an jusqu'en 2014.

Si la recherche de sécurité a été un motif d'immigration durant certaines périodes troublées, les arrivées d'étrangers ont principalement des motifs économiques. Les recensements de la population – sont utilisés dans ce passage ceux de 1970 à 2010, car ils permettent également d'observer les évolutions au niveau des professions – montrent que la part des étrangers dans la population active est similaire à leur part dans la population et évolue en parallèle, d'environ 21% en 1970 à quelque 31% en 2010. Ce qui signifie que, en termes absolus, la contribution des étrangers à la hausse de la population active est légèrement supérieure à celle des Suisses.

Au niveau des professions, on observe que, entre 1970 et 2010, le nombre d'actifs suisses diminue dans le primaire, la construction, l'hôtellerie-restauration, le commerce et les transports, alors que celui des étrangers augmente. De manière similaire, la baisse des personnes actives dans l'industrie est plus rapide chez les premiers que chez les seconds.

Les recensements montrent également que les Suisses se dirigent vers les professions à haute valeur ajoutée: management, administration, finance, professions judiciaires, santé, enseignement, culture et professions scientifiques. Mais ils mettent également en évidence que l'économie vaudoise est très gourmande en main-d'œuvre étrangère dans ces métiers. Si ce ne sont pas ceux dans lesquels le nombre d'actifs étrangers y est le plus élevé, celui-ci a été multiplié par cinq en quatre décennies, alors que celui des Suisses y a doublé. La progression a été plus rapide dans les métiers du management, de l'administration et de la finance (+463,4% entre 1970 et 2010) que dans les professions de la santé, de l'enseignement et de la culture et scientifiques (+360,2%).

La recherche de main-d'œuvre dans d'autres bassins de population n'est pas un phénomène récent.

La population agricole peut subvenir aux besoins en personnel supplémentaire tant que l'exode rural est suffisant. Mais à partir du moment où ce n'est plus le cas ou quand l'économie ne trouve pas dans le pays les compétences dont elle a besoin, elle va les rechercher à l'étranger. Au 19^e et au 20^e siècle, cette immigration a contribué à permettre à la Suisse de bâtir ses grandes infrastructures. Aujourd'hui dans une économie tertiaisée bénéficiant de la croissance de branches à haute valeur ajoutée, ce sont notamment ces dernières qui recherchent une main-d'œuvre, souvent très qualifiée, qui n'est pas disponible en quantité suffisante dans la population.

L'évolution des flux de pendulaires et de travailleurs frontaliers arrivant chaque jour dans le canton suit une logique similaire. En 1990, 92% des personnes travaillant dans le canton étaient des Vaudois, alors ceux-ci n'étaient plus que 82% vingt ans plus tard (cf Chapitre 5 en p. 70). Les Romands et autres Confédérés représentent les deux tiers de cette population de près de 56 000 personnes (données 2010) et les frontaliers l'autre tiers. Mais Vaud n'est pas seul à rechercher de la main d'œuvre : en 1990, 96% des actifs vaudois travaillaient dans leur canton. En 2010, ils n'étaient plus que 86%. Les 14% restants, environ 40 000 personnes travaillaient dans un autre canton, dont plus de la moitié à Genève. Pour Vaud, les flux de Confédérés venant travailler sur son territoire et de Vaudois se rendant dans un autre canton sont presque équilibrés. C'est par le travail des frontaliers que le canton peut bénéficier d'une main-d'œuvre supplémentaire.

Sur le long terme, les mouvements de population ont ainsi été l'une des facettes du développement de l'économie vaudoise. Notamment, ces dernières décennies, en particulier, ils ont constamment accompagné la croissance des activités à haute valeur ajoutée dans le canton.

3 Le primaire et l'ouverture du marché

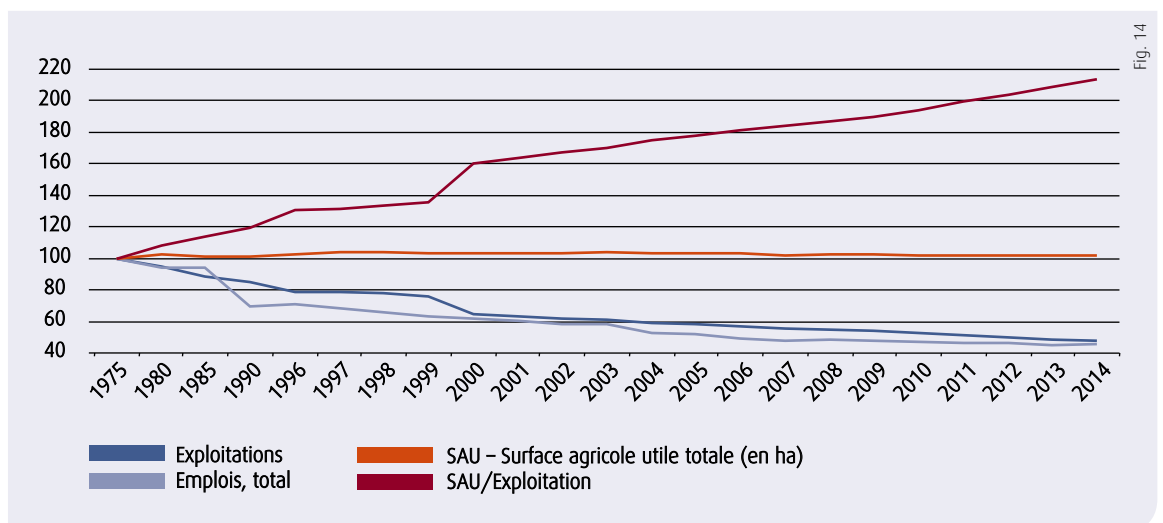
L'ouverture du marché agricole dans les années 1990 a accéléré la restructuration de la branche. En termes d'emploi, le repli est plus marqué dans les filières céréalière, fruitière, bovine et porcine. Dans la production maraîchère, l'emploi s'inscrit en territoire positif.

DES MESURES DE SOUTIEN AUX PAIEMENTS DIRECTS

Les 30 dernières années ont vu une accélération de l'évolution qui s'observait déjà dans le secteur primaire au 19^e siècle. Alors que, sur le long terme, le recul de la part de la population active dans ce secteur était proche de 1% par an, la baisse du nombre d'emplois a atteint 2,8% par an entre 1985 et 2013. La raison de cette accélération: l'ouverture du marché agricole suisse consécutive à la libéralisation des échanges au plan mondial.

Sur fond d'écroulement de l'Union soviétique et de négociations visant à intégrer l'agriculture dans les accords de libre-échange (cycle de négociations dit d'« Uruguay » dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT), la Confédération a alors commencé à réformer en profondeur sa politique agricole. Héritées des troubles du 20^e siècle, les deux guerres mondiales, la crise de 1929, la Guerre froide (et les conflits régionaux qui l'accompagnent) ou les tensions au Moyen-Orient, les garanties de prix et d'écoulement et les mesures de soutien au marché ont été supprimées

Evolution du nombre et de la taille des exploitations agricoles



Indices, 1975 = 100. Source: Office fédéral de la statistique

et remplacées par des paiements directs. Ces derniers visent à compenser partiellement la baisse des revenus induite par la libéralisation du marché agricole en rémunérant des prestations d'intérêt général fournies par le secteur (entretien du paysage et du territoire, sécurité de l'approvisionnement).

De 20 200 EPT en 1985, les effectifs du primaire sont passés à 9100 EPT en 2013, soit un recul de 55,2% ou de plus de 11 000 EPT. En parallèle, le primaire a poursuivi sa restructuration. Pour une surface agricole relativement stable, le nombre d'exploitations a continué de baisser, tandis que la surface moyenne par exploitation a, quant à elle, continué d'augmenter. Au gré des successions ou des cessations d'activité, des domaines ont été repris par d'autres, expliquant la hausse de la surface par exploitation.

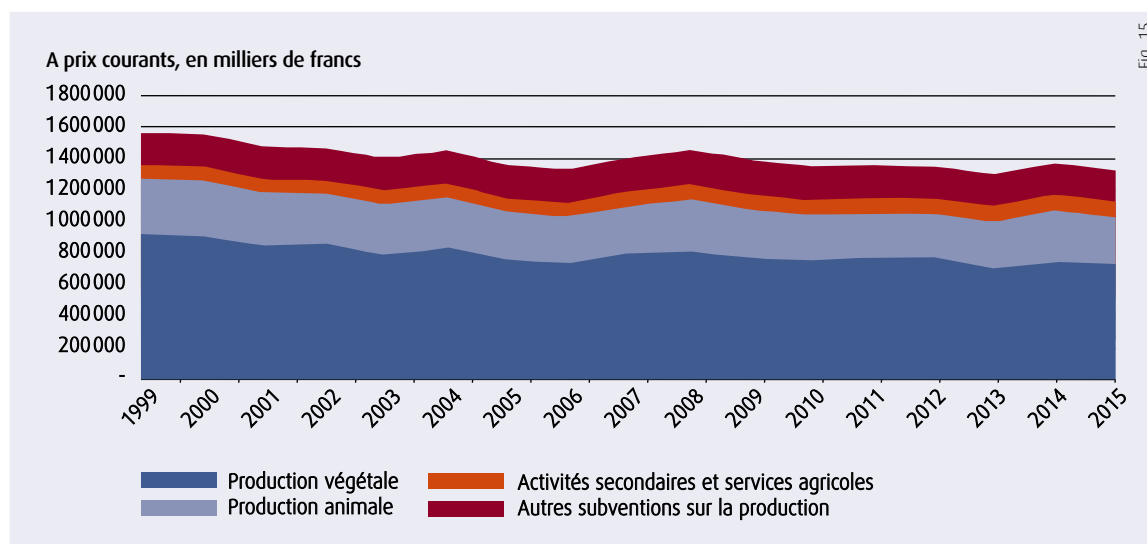
REPLI DES REVENUS DE LA PRODUCTION

Globalement, depuis le début des années 1990, l'agriculture suisse est parvenue à maintenir ou légèrement augmenter sa production et le degré d'auto-approvisionnement du pays est resté globalement stable

à environ 60% (ou 50% si l'on prend en compte le fourrage importé). Par contre, les prix et les revenus des exploitations ont fléchi et les paiements directs ont permis de limiter le manque à gagner.

Il n'existe pas de statistique sur l'évolution à long terme de la production et des revenus agricoles vaudois. Les données les plus complètes proviennent des Comptes régionaux de l'agriculture de l'Office fédéral de la statistique, qui remontent jusqu'à 1999. Selon ceux-ci, la valeur de la production a baissé de 19,1% en termes nominaux entre 1999 et 2013, soit un repli annuel de 1,5%, à 1,124 milliard de francs. Cela est essentiellement dû à la baisse des revenus tirés des grandes cultures (céréales, plantes industrielles, pommes de terre, -27,3%) et des cultures fourragères (-29,7%). Par contre, les cultures maraîchères ont relativement bien résisté (-7,9%), de même que la production animale (-13,0%) grâce au soutien de la volaille et des œufs. Les revenus annexes ont progressé de 17,3% et les subventions de 33,2%. De 21,2% en 1999, la part de ces dernières dans les revenus est passée en 2013 à 37,3%.

Evolution des revenus de l'agriculture vaudoise



Source: Office fédéral de la statistique

Les coûts de production n'ont pas baissé. Les dépenses liées à la consommation intermédiaire (engrais, semences, fourrages, services, etc.) ont progressé de 5,9%, tandis que les coûts de personnel ont fléchi de 3,3%. Cela a pesé sur la rentabilité, et le revenu net de la branche s'est replié de 45,7% à 273 millions en termes nominaux.

RÉSISTANCE DE LA PRODUCTION MARAÎCHÈRE

L'évolution des revenus de la branche se retrouve globalement dans le développement des effectifs: sur la période 1999-2013, le nombre d'EPT a baissé de 32,2% dans le primaire (-2,7% par an). Sylviculture et pêche, qui ne constituent qu'une partie limitée du secteur primaire, ont évolué dans ce sens, mais la contribution principale revient à l'agriculture. Au niveau des types de production, le repli en termes d'emplois est naturellement plus marqué dans la production de céréales (-16,7%) et de fruits (-34,9%) ou dans les filières bovine (-31,0%) et porcine (-41,0%), alors que la production de légumes s'inscrit en territoire positif (+7,2%).

Les contributions les plus importantes au repli des emplois dans l'agriculture ont concerné les districts de Morges, Nyon et la Broye-Vully. Les districts du Jura-Nord vaudois, d'Aigle, du Gros-de-Vaud, de Lavaux-Oron et de la Riviera-Pays-d'Enhaut ont été moins concernés. Peu agricoles, l'Ouest lausannois et Lausanne n'ont été que marginalement touchés par cette évolution.

TOUJOURS PREMIER EN PRODUCTION VÉGÉTALE

En 1985, le primaire représentait encore 7,8% des emplois dans le canton. En 2014, cette part avait reculé à 2,7%. Le secteur a aussi perdu en importance en termes de valeur ajoutée, sa part dans le PIB cantonal passant de 3,7% en 1992 (année pour laquelle des estimations nominales par secteur, mais pas par branche, sont disponibles) à 1,0%. Malgré cela, Vaud reste le deuxième canton agricole suisse et le premier en production végétale.

4 Le secondaire se concentre sur les activités à valeur ajoutée

La construction et les activités manufacturières ont connu un passage à vide dans les années 1990. Les raisons sont multiples : éclatement d'une bulle immobilière en Suisse, déprime économique et changements structurels. Depuis, certaines branches connaissent un renouveau, tandis que d'autres, à haute valeur ajoutée, affichent un développement réjouissant.

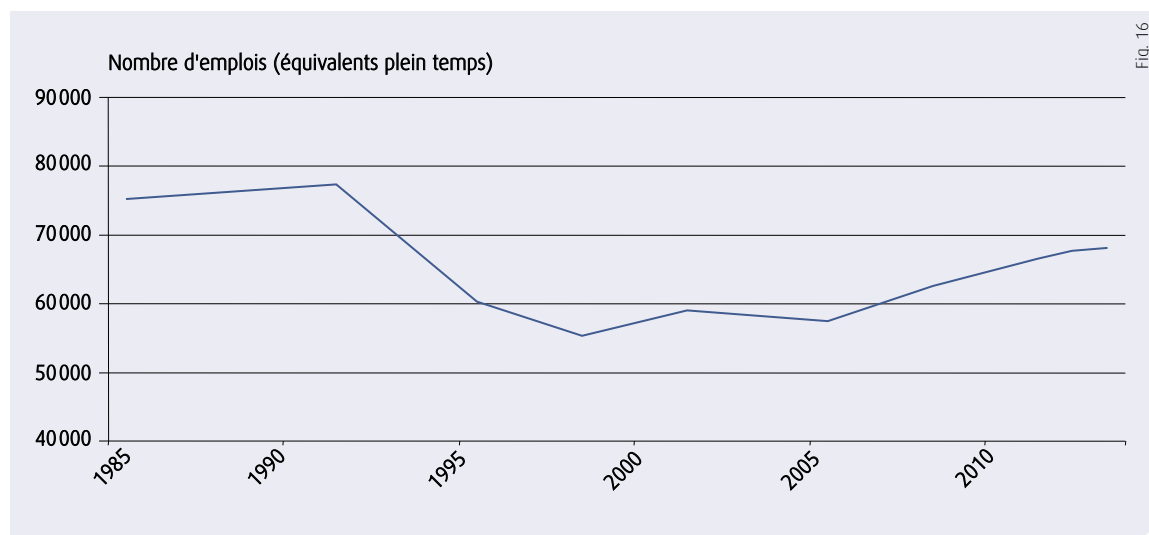
L'EMPLOI EN BAISSÉ

« Nous sommes confrontés à un processus de désindustrialisation. » Cette citation d'un dirigeant d'une société industrielle est tirée du *Nouveau Quotidien...* du 26 septembre 1992¹. Près de vingt-cinq ans plus tard, la formule retentit toujours, et même de plus en plus fréquemment depuis le 15 janvier 2015, jour de l'abandon par la Banque nationale suisse (BNS) du cours plancher du franc face à l'euro.

Qu'en est-il réellement ? Le canton de Vaud, dont l'économie est représentative de la Suisse en termes de diversification, perd-il vraiment sa substance industrielle ?

L'analyse des statistiques des branches économiques au cours des trente dernières années apporte trois réponses claires. En termes d'emplois (équivalents plein temps ou EPT), le secteur secondaire a diminué, passant de 75 200 collaborateurs en 1985 à 68 200 en

Evolution des emplois dans l'ensemble du secondaire



Source : Office fédéral de la statistique, CREA

¹ Source *Nouveau Quotidien* du 26.19.92, « Un processus de désindustrialisation », p. 15. Citation de Jean-Claude Vagnières, alors directeur des Câbles de Cortaillod

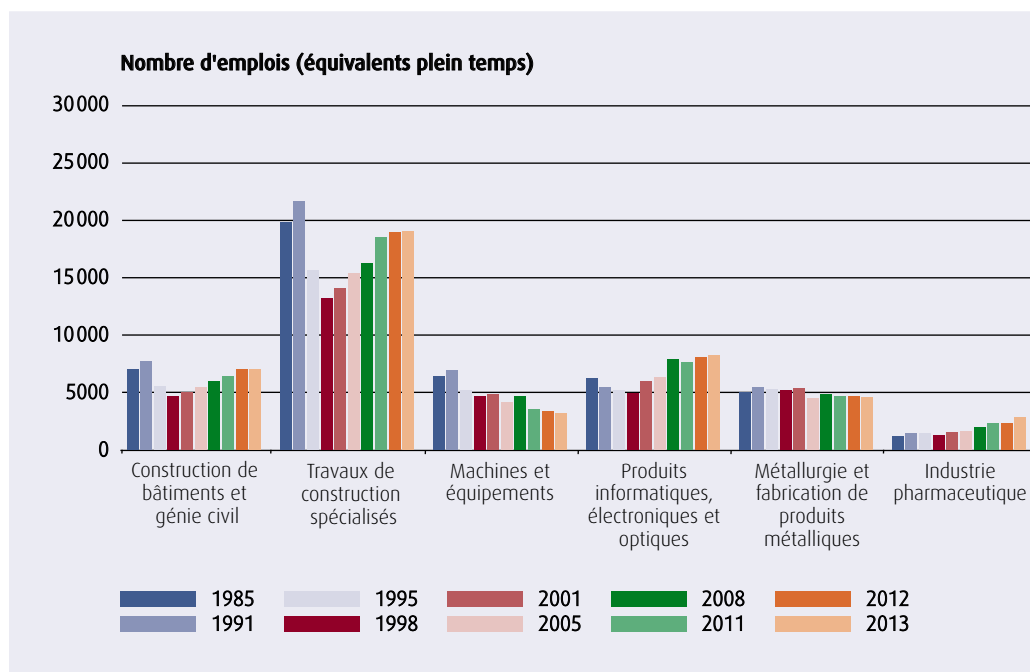
2013, soit un recul de 9,4%. Compte tenu de la croissance plus rapide des services, le poids de l'industrie en termes d'emplois est passé de 31,6% à 20,8% entre ces deux dates. Il y a donc effectivement perte d'importance de l'industrie dans son ensemble si l'on ne pointe le curseur que sur la main-d'œuvre.

L'indicateur de la création de richesse montre cependant une évolution différente. La valeur ajoutée nominale du secteur secondaire s'inscrivait en effet à 10,1 milliards de francs à la fin 2014, contre « seulement » 7,3 milliards en 1992. Passant de 25,3% en 1985 à 20,3% en 2014, le poids économique de la branche par rapport au total recule ainsi de manière beaucoup plus atténuée que pour l'emploi. La baisse est en outre très atténuée depuis le début des années 2000 et le recul de la part de l'emploi est limité à 1 point de pourcentage seulement en quinze ans. Autrement dit, la très forte tertiarisation du

canton de Vaud au cours des trente dernières années n'a pas – et de loin – conduit à une marginalisation du secteur secondaire.

Ce « processus de désindustrialisation » observé au niveau de l'emploi masque une profonde mutation structurelle du secondaire. Et c'est là la troisième réponse qu'apportent les statistiques. Certaines activités – essentiellement celles qui ne sont pas à haute valeur ajoutée – se sont fortement contractées tandis que d'autres ont réussi à se maintenir. D'autres encore ont même connu une solide croissance. Ces évolutions divergentes recèlent toutefois toutes plusieurs points communs: la poursuite et même l'accélération de la concentration sur des activités à haute, voire très haute valeur ajoutée. Cela se concrétise par un processus de spécialisation dans des domaines techniques pointus ou des niches d'activités, mais aussi par une constante amélioration de la productivité.

Evolution de l'emploi dans le secondaire par branche



Source: Office fédéral de la statistique, CREA

REBOND À PARTIR DE LA FIN DES ANNÉES 1990

La contraction de la place industrielle vaudoise – en personnel – n’a en outre pas été linéaire. Les effectifs recensés dans ce secteur étaient tombés à 55 300 équivalents plein temps en 1998, soit une diminution de 26,5% en l’espace de treize ans, avant de se redresser de 23,3% jusqu’en 2013. Depuis le creux de 1998 et jusqu’à 2013 et en dépit de deux récessions (2002-03 et 2009), on peut donc parler d’une forme de « réindustrialisation » puisque le secondaire a créé 12 900 EPT, soit pas bien loin d’un millier par an en moyenne.

L’observation des données statistiques montre un changement de visage de l’industrie vaudoise. Au début des années 2000, le pessimisme prévalait. Après dix ans de crises à répétition et de morosité, la disparition des Ateliers de construc-

tions mécaniques de Vevey (ACMV) restait encore bien présente. Fondé en 1842 par Benjamin Roy, ce groupe avait été l’un des symboles de l’industrie vaudoise : au 19^e siècle, il livrait des machines destinées à percer le tunnel du Gothard, puis plus tard des turbines hydroélectriques, des ponts polaires pour les centrales nucléaires françaises, des réservoirs de méthaniers aux Etats-Unis, des tracteurs agricoles, des trolleybus, mais aussi des charpentes métalliques.

Au début 2000, des usines comme le fabricant de collants Iril à Renens mettaient la clé sous la porte. Le fabricant de filtres à cigarettes Filtrona, également à Renens, suivait le mouvement deux ans plus tard, dans le sillage du démantèlement du groupe Baumgartner qui avait cédé cette usine auparavant. Kodak licenciat par vagues, également à Renens, jusqu’à sa fermeture définitive en 2006.

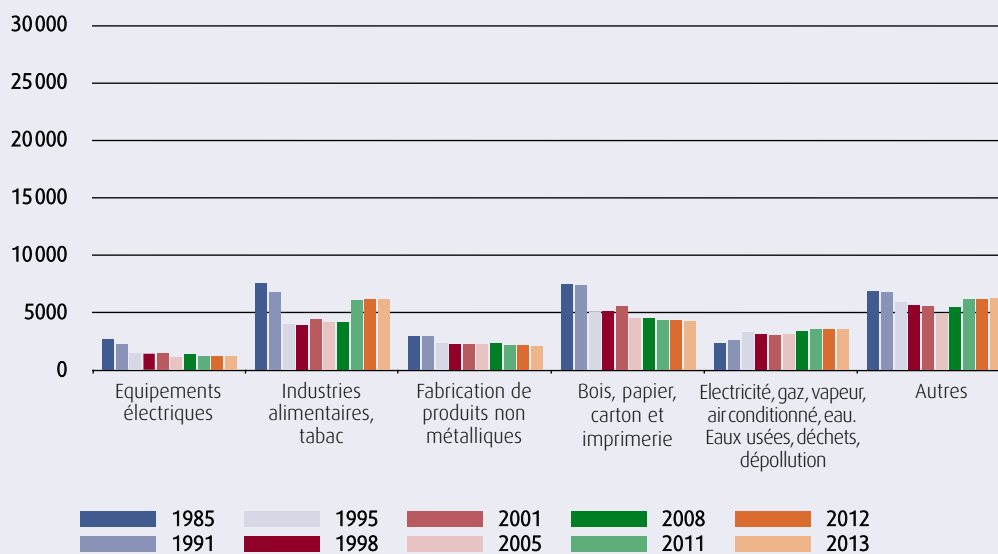


Fig. 17

L'Ouest lausannois devenait une friche industrielle alors que les emplois disparaissaient par centaines.

Rétrospectivement, on constate toutefois que ces disparitions très médiatisées, et qui donnèrent parfois lieu à des frictions entre partenaires sociaux, masquaient le début d'une nouvelle tendance. Des branches encore peu représentées il y a une trentaine d'années, comme la pharma, entamaient alors un puissant essor. Tout comme la construction. Ce pilier du secteur secondaire a largement tiré son épingle du jeu avec l'évolution démographique du canton de Vaud (croissance du nombre d'habitants de 22,6% entre 2000 et 2014). Historique dans l'Arc jurassien, l'horlogerie et ses sous-traitants se sont, quant à eux, également vigoureusement développés. A côté d'eux, des entreprises actives dans les composants électroniques, les instruments de laboratoires et les techniques médicales traçaient une nouvelle voie industrielle, s'appuyant sur un savoir-faire séculaire en matière de précision, d'Aigle à Lausanne, en passant par Nyon, Le Brassus, Sainte-Croix et Yverdon-les-Bains.

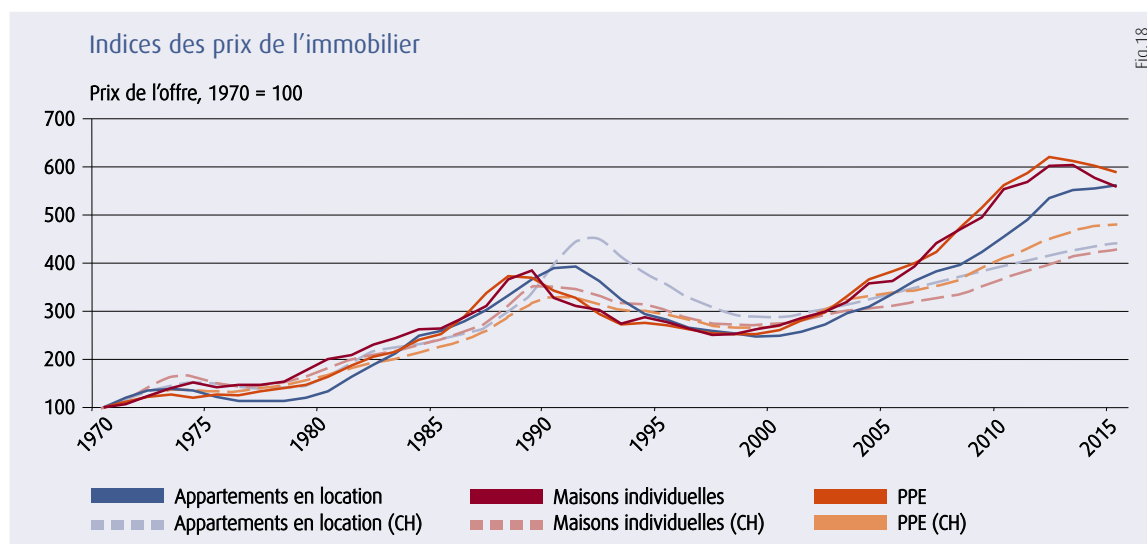
Autre industrie traditionnelle, le secteur des machines a en revanche connu une évolution opposée, du moins en termes d'emplois. Si certains fleurons ont passé le cap, en s'internationalisant et en concentrant en Suisse les activités les plus complexes, d'autres ont dû cesser leur activité. Le constat est le même pour la branche de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que de la fabrication de produits minéraux non métalliques. Pour les produits standards, le « swiss made » s'est constamment raréfié.

LE RENOUVEAU

1. La construction

Le secteur de la construction reflète l'évolution de l'économie vaudoise dans son ensemble, industrie et services confondus. Ne dit-on pas que « quand le bâtiment va, tout va » ? Pourtant, à première vue, en ne pointant le projecteur que sur l'emploi dans le secteur principal et le génie civil, les chiffres semblent moins affirmatifs : entre 1985 et 2013, le nombre d'emplois en équivalents plein temps est ainsi resté quasi stable, à 7100.

Evolution du marché immobilier et investissements dans la construction



Sources : Wüest & Partner, Banque nationale suisse

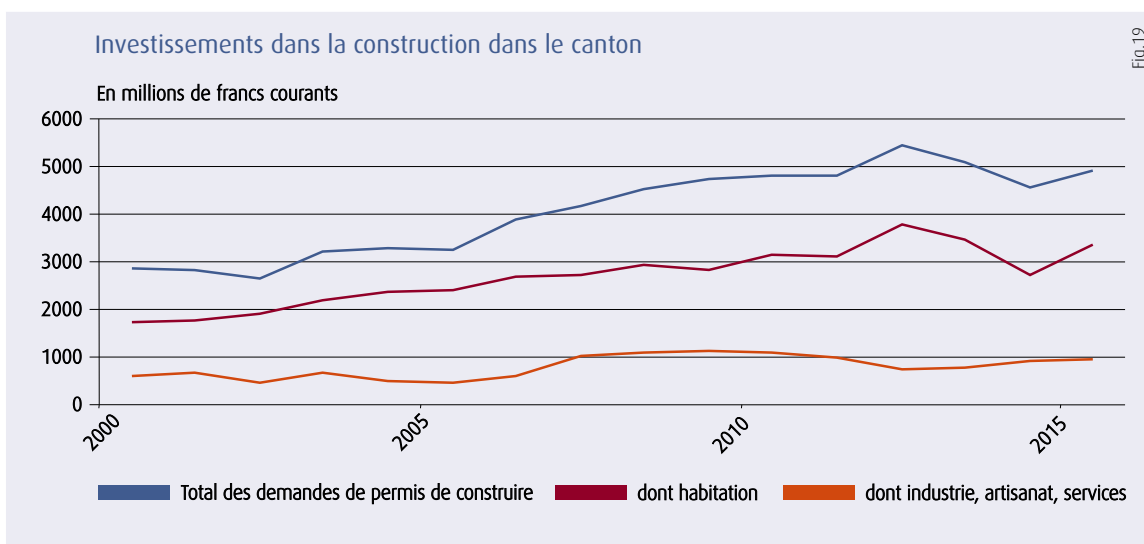
Mais s'en tenir à ces deux seuls points de repère ne fait guère sens : cela occulte totalement le fait que le secteur vaudois de la construction s'était écroulé au cours des années 1990, comme partout en Suisse d'ailleurs. L'origine de cette débâcle est à chercher dans le krach boursier de 1987, qui fut suivi d'une très forte expansion de la masse monétaire internationale. L'expansion fut encore plus accentuée en Suisse, la Banque nationale suisse (BNS) ayant mal apprécié les effets de l'introduction du Swiss Interbank Clearing System et de nouvelles prescriptions en matière de liquidités des banques. La spéculation prit rapidement le dessus sur le marché immobilier, avec des prix qui s'élevèrent de plus de 20% en l'espace de deux ans. L'inflation passant de 2% en 1988 à 5% l'année suivante, puis à 5,3% en 1991, la BNS freina brusquement l'accès au crédit en augmentant rapidement les taux d'intérêt. Le taux hypothécaire variable, qui était d'environ 5% en 1989 et auquel était liée la majorité des propriétaires à l'époque, grimpa en flèche. Il passa à 7% au début 1990, pour se fixer autour des 8% douze mois plus tard.

Le coup fut dur pour la place bancaire, qui connut un phénomène de concentration accéléré. Mais il fut encore plus dur dans la construction. Le nombre d'employés chuta de 33,6% (-3,1% par an) dans le canton, passant de 26 900 en 1985 à 17 900 en 1998. Les statistiques montrent ensuite une période de stabilisation, puis une reprise graduelle, d'abord timide entre 2000 et 2005, puis très dynamique. De 1998 à 2013, les effectifs sont remontés de 45,7% (+2,5% par an) à 26 100 EPT.

Deux facteurs concomitants expliquent cette forte montée en puissance : d'un côté, l'évolution démographique, très favorablement orientée dans le contexte de la diversification économique qu'a connu le canton, de l'autre, la baisse presque constante du loyer de l'argent depuis l'éclatement de la bulle technologique en 2001.

La branche se décompose schématiquement en trois activités : gros œuvre (construction de bâtiments), génie civil et travaux de construction spécialisés (démolition, installations électriques, plomberie,

Evolution du marché immobilier et investissements dans la construction (suite)



Source : Statistique Vaud

finitions et autres travaux). En ce qui concerne le gros œuvre et le génie civil, les effectifs ont reculé de 33,5% (-3,1% par an), de 7100 à 4700 EPT, entre 1985 et 1998. Avec un rebond de 50,6% (+2,8% par an) ensuite, à 7100 EPT, les effectifs ont retrouvé en 2013 leur niveau d'avant crise. En francs courants, la valeur ajoutée de la branche s'inscrivait en 2014 à 615 millions de francs. En termes réels, celle-ci affiche une hausse de 27,1% entre 1997 et 2014 (+1,4% par an en moyenne).

A l'intérieur de cette branche, le gros œuvre, qui représente environ 85% de l'activité, s'est remis plus rapidement que le génie civil. Ce dernier a connu une période beaucoup plus calme, voire morose. La valeur ajoutée de cette branche n'a commencé à réellement reprendre des couleurs qu'en 2010. Cela reflète sans doute l'effort consenti par le canton pour effacer sa dette, qui a culminé à 8,65 milliards de francs en 2004.

Dans les travaux de construction spécialisés, les effets de la crise des années 1990 ont été similaires: de 19 900 EPT en 1985, la branche est tombée à 13 200 EPT en 1998 (-33,6% ou -3,1% par an). Le rebond qui suivit fut également marqué: +44,0% (+2,5% par an) à 19 000 EPT. Durant cette période, les créations de postes dans ces PME ont néanmoins été constantes, avec plusieurs centaines d'emplois additionnels chaque année.

Cette branche rassemblait près de 27,8% des emplois du secondaire en 2013, contre 26,4% trente ans plus tôt. Après le passage à vide des années 1990 – malgré lequel ces activités ont constamment pesé pratiquement pour un quart dans les effectifs du secondaire – les travaux de construction spécialisés ressortent renforcés comme premiers pourvoyeurs d'emplois industriels dans le canton. Rapportés à l'ensemble des emplois vaudois, ils représentaient toujours 5,8% en 2013, contre 8,3%

en 1985 (et ce en dépit de la très forte hausse des services).

La vigueur de cette branche comptant plusieurs milliers de PME se remarque aussi sous l'angle de sa valeur ajoutée. De 1997 à 2014, celle-ci affiche en termes réels une hausse de 1,7% par an, pour s'inscrire (en francs courants) à 1,691 milliard. Cela représente 16,7% de la création de valeur industrielle totale, contre 14,6% en 1998. Rapporté à l'ensemble de l'économie, cela représente 3,4%, un niveau stable sur la durée.

La construction au sens large (gros œuvre, génie civil et activités spécialisées) pèse aujourd'hui 22,7% dans la valeur ajoutée du secondaire vaudois, soit un niveau légèrement supérieur aux 20,1% qui prévalaient en 1997. Ses entreprises représentent par ailleurs, ensemble, le plus grand employeur du secteur secondaire avec 38,2% des postes, contre 35,8% en 1985. Dans le domaine de la formation, elles se distinguent par un nombre important d'apprentis, avec toutefois des évolutions divergentes en fonction des activités. Les travaux de construction spécialisés faisaient état de 1700 apprentis, 12,5% du total, en 2013, contre 1200 environ (8,8% du total) en 1985. Dans le même laps de temps, le gros œuvre et le génie civil ramenaient le nombre de leurs apprentis de 600 à 200, soit à 1,3% du total (4,7% en 1985). On note surtout que pour 2013, 43,3% des places d'apprentissage du secondaire étaient proposées par des entreprises actives dans les travaux de construction spécialisés, contre 28,2% en 1985.

Petit secteur lié à la construction, les industries extractives, soit les gravières et sablières, occupaient en 2013 un peu plus de 200 personnes, contre 300 il y a 30 ans (-30,5% ou -1,3% par an). Leur valeur ajoutée se montait en termes nominaux à quelque 32 millions de francs en 2014. En termes réels, elle s'était contractée de 18,4% depuis 1997 (-1,2% par an).

2. L'alimentaire

Autre secteur « traditionnel » en pays de Vaud, les industries alimentaires, des boissons et du tabac. Historiquement importantes en raison du développement de Nestlé, mais également des sources d'eaux minérales, ainsi que de la culture et de l'industrie du tabac dans la Broye et le Nord vaudois, cette branche a connu une véritable renaissance dans les années 2000 après des années de pertes de terrain.

En 1985, le secteur occupait encore 7500 personnes (EPT) dans des entreprises allant de Nestlé et sa production de Nescafé (Orbe) à Protector (Lucens), qui fabrique des concentrés destinés aux aliments pour le bétail, société reprise depuis par le groupe américain Cargill, en passant par Henniez-Lithinée SA, aujourd'hui intégrée à Nestlé. A côté de cela, des entreprises de production de fromage, comme Fromco à Moudon, devenue une unité du groupe lucernois Emmi, ou les sites de production de lait UHT au Mont-sur-Lausanne et de fromage et poudre de lait à Lucens (tous deux aujourd'hui en mains de Cremo). Côté tabac, on peut signaler le fabricant des célèbres Meccarillos, Rinsoz & Ormond, à Vevey et à Corsier-sur-Vevey.

En 1998, l'ensemble du secteur « alimentaire, boissons et tabac » ne comptait plus que 3900 emplois au total (-48,4% ou -5,0% par an). Mécanisation des processus de production et amélioration de la productivité dans les deux premiers domaines, désaffection des consommateurs et processus de concentration au niveau mondial pour le tabac, les raisons de ce recul sont nombreuses et s'additionnent.

En effectifs, la branche se stabilise pourtant au tournant du millénaire, avant de se redresser à partir de 2010. Fin 2013, les industries vaudoises actives dans l'alimentation, les boissons et le tabac annonçaient 6200 collaborateurs (EPT), soit 58,7% (ou +3,1% par an) de plus qu'une quinzaine d'années auparavant. Une accélération qui doit beaucoup à l'essor de

Nespresso (voir encadré). Mais ce facteur n'est pas unique. La robustesse et la poursuite du développement de sociétés centenaires comme le fabricant de produits vinaigrés Reitzel & Poupon à Aigle ou le négociant en vins Schenk à Rolle permettent également d'expliquer la tendance.

La valeur ajoutée de l'industrie alimentaire, des boissons et du tabac a bondi en termes réels de 46,7% (+2,3% par an) entre 1997 et 2014, pour s'inscrire à 964 millions de francs (courants). La part la plus importante revient à la branche alimentaire, avec une valeur ajoutée de 741 millions de francs courants. En termes réels, la croissance s'inscrit à 2,4% par an. Elle s'est dynamisée à partir de 2005-06, au moment même où Nespresso dépassait la barre du milliard de francs de ventes. Dans les boissons, la progression en termes réels s'inscrit à 1,7% par an soit à 206 millions de francs (courants). Le tabac, a quant à lui, pratiquement doublé sa valeur ajoutée réelle (+3,8% par an), à 17 millions de francs courants, mais ce chiffre reste en deçà de l'importance de l'industrie du tabac pour le canton de Vaud, dont la capitale abrite le siège de Philip Morris International ainsi qu'une unité commerciale de British American Tobacco (BAT). Une partie des activités, celles qui concernent les services liés au commerce de tabac, sont toutefois comptabilisées dans le tertiaire.

NESPRESSO, LA START-UP DEVENUE GÉANT MONDIAL

Comment innover dans un marché mature ? Dans les biens de consommation ou l'alimentation, les nouveaux produits sont légion chaque année. Mais peu d'entre eux s'imposent auprès des consommateurs, et ceux qui résistent aux effets de mode, ou tout simplement à la concurrence d'autres nouveautés, sont encore moins nombreux. Une toute petite poignée seulement atteint le sommet décroché par Nespresso. La filiale du groupe alimentaire veveysan Nestlé est le témoin d'un renouveau industriel majeur dans une industrie traditionnelle. C'est la saga d'une start-up « in house », lancée dans une multinationale, devenue elle-même une multinationale à part entière. Même si elle reste une filiale du numéro un mondial de l'alimentaire.

Si l'idée des capsules de café à introduire dans une machine est née en 1970, avec un premier dépôt de brevet par Nestlé, les débuts de la commercialisation remontent qu'à 1986 lorsqu'est créé Nespresso SA, à Vevey. La phase de démarrage n'est pas immédiatement cousue de fil blanc. Nespresso vise dans un premier temps essentiellement les professionnels, cafés, bars et restaurants, avec des performances plutôt mitigées. Mais le succès commercial pointe à l'horizon dès le début des années 1990.

Nespresso innove d'emblée avec son concept « Le Club ». La société s'affranchit également dès ses origines de la grande distribution, en créant son propre réseau de vente. Elle se positionne ensuite rapidement sur Internet, dès les débuts de sa popularisation à large échelle dans le courant des années 1990. Elle offre la possibilité d'acheter en ligne dès 1998. Nespresso crée ensuite son propre réseau de boutiques à partir de 2000, avec son tout premier magasin à la rue du Scribe à Paris. Fin 2014, elle en comptait 410. Et il s'en ouvre en moyenne un toutes les deux à quatre semaines quelque part dans le monde. Préalablement, l'entreprise s'était mise à collaborer avec des fabricants de machines à café. Premier contrat avec Turmix en 1990, puis en 1995 avec Krüps. Viendront ensuite Magimix, Alessi, Philips, Siemens, De'Longhi...

Nespresso atteint le seuil de rentabilité en 1995. L'explosion date de la fin des années 1990. En 2000, le chiffre d'affaires de Nespresso n'était « que » de 210 millions de francs, avec 331 employés. Une paille comparée aux 81,4 milliards de chiffres d'affaires de Nestlé cette année-là. Fin 2015, les ventes sont estimées par les spécialistes à plus de 5 milliards de francs (Nestlé ne donne pas le chiffre d'affaires par filiales), pour une marge opérationnelle située autour de 30%, toujours selon des évaluations. Un niveau de rentabilité typique de l'industrie du luxe, créneau dans lequel se positionne justement la marque sur un marché très disputé, où les concurrents font tout pour séduire les consommateurs.

Nespresso est une démonstration du potentiel de régénération de l'industrie helvétique, à condition de viser certains marchés de niche. S'il est possible que des usines soient ouvertes à l'avenir dans d'autres pays pour accompagner la croissance, la production est aujourd'hui intégralement réalisée en Suisse. D'abord dans les usines d'Orbe, la société s'est étendue à Avenches en 2009, puis à Romont (FR) en 2015. Les investissements purement industriels dépassent le milliard de francs en dix ans. L'entreprise compte aujourd'hui plus de 1000 employés dans la production et un total de 10500 personnes dans le monde. Et le potentiel reste important : si Nespresso exporte dans plus de 62 pays, ses marchés principaux sont pour l'heure basés en Europe. Les Etats-Unis et l'ensemble des pays émergents restent largement à conquérir.

L'histoire de Nespresso n'a que peu d'équivalents dans les pays industrialisés. En Suisse, le groupe thurgovien Stadler Rail, par exemple, affiche lui aussi une puissante progression sur vingt ans, mais ses sites de production ne sont pas uniquement suisses. Dans le canton de Vaud, d'autres groupes industriels se sont fortement étendus, comme Medtronic ou Ferring, mais leur taille, sur notre marché, reste en deçà de celle de Nespresso.

HERMES PRECISA, VICTIME DE L'ÉLECTRONIQUE... IL Y A 40 ANS

Mardi 19 septembre 1989. Yverdon. Midi. Hermes Precisa International (HPI) annonce la fin de la production de ses imprimantes haut de gamme. 290 des 400 derniers collaborateurs de l'entreprise sont licenciés. HPI ne conserve qu'une unité de recherche et le développement de nouveaux produits pour Olivetti, propriétaire de la société vaudoise depuis 1981. Consternation dans le Nord vaudois.

En cette fin des années 1980, Hermes Precisa met un terme à une aventure industrielle qui aura duré 164 ans. Les ordinateurs remplacent depuis quelques années déjà les machines à écrire mécaniques, mais la société tentait une énième reconversion. Une partie de l'immobilier est vendue. L'usine yverdonnoise est cédée à un certain... Werner K. Rey, emblématique homme d'affaires de l'époque.

L'histoire d'Hermes Precisa remonte à 1814, année de la fondation à Sainte-Croix d'un comptoir horloger baptisé « Paillard & Fils ». La petite entreprise se « diversifia » assez rapidement dans les boîtes à musique, d'abord artisanales, puis produites dans une fabrique dès 1875. La société familiale, qui compte alors déjà plus d'une cinquantaine d'employés, suit l'évolution technologique au plus près. Elle propose des phonographes à rouleaux dès 1898. Des gramophones dès 1904.

Ce n'est que dans les années folles que l'entreprise se lance dans la production de machines à écrire. Paillard & Fils fait alors œuvre de pionnier, puisque la totalité des machines à écrire vendues en Suisse était importée. Les débuts furent difficiles, mais la mise sur le marché de l'Hermes Precisa, en 1935, marque le coup d'envoi de ce qui deviendra l'un des plus grands groupes industriels du Nord vaudois. En 1937, ce sont déjà plus de 1000 ouvriers qui œuvrent dans les usines de Sainte-Croix et d'Yverdon.

Au cours de cette même décennie 1930, Paillard & Fils se lance parallèlement dans les caméras avec

la marque Bolex. Des appareils de légende. Paillard se transforme en société anonyme au sortir de la guerre (1947). En 1962, la société absorbe le fabricant de tourne-disques Thorens SA, une autre légende.

Le début des années 1960 restera son âge d'or. Paillard SA possède alors des usines à Yverdon, Orbe, Säckingén, Beaucourt (territoire de Belfort) et au Brésil. En 1964, le groupe compte quelque 8000 employés, dont 4400 pour le Nord vaudois. La crise liée au premier choc pétrolier sera brutale: en 1974, année où la société se rebaptise Hermes Precisa International SA, elle ne compte déjà plus que 2000 employés. Elle manque ensuite, comme beaucoup, sa conversion à l'électronique. Ni sa prise de contrôle en 1981 par le géant italien Olivetti, un autre mythe qui équipe même la NASA à la fin des années 1960, ni sa transition vers les imprimantes n'empêchent sa disparition quelques années plus tard.

L'histoire d'Hermes Precisa reflète cependant les atouts de cet Arc jurassien industriel, depuis longtemps un pôle d'excellence en matière de mécanique de précision. Le savoir-faire local en matière horlogère a été transposé dans d'autres secteurs où la minutie est une condition essentielle, par exemple la machine-outil ou les techniques médicales. L'histoire de Maillefer à Ballaigues, devenue aujourd'hui Dentsply Maillefer, a débuté parce qu'un dentiste du lieu avait commencé à fabriquer lui-même, à la fin du 19^e siècle, les instruments dentaires qu'il ne trouvait pas. Le groupe aujourd'hui en mains américaines reste leader du secteur et constitue un stimulant contre-exemple à Hermes Precisa.

3. Medtech, électronique, précision et horlogerie

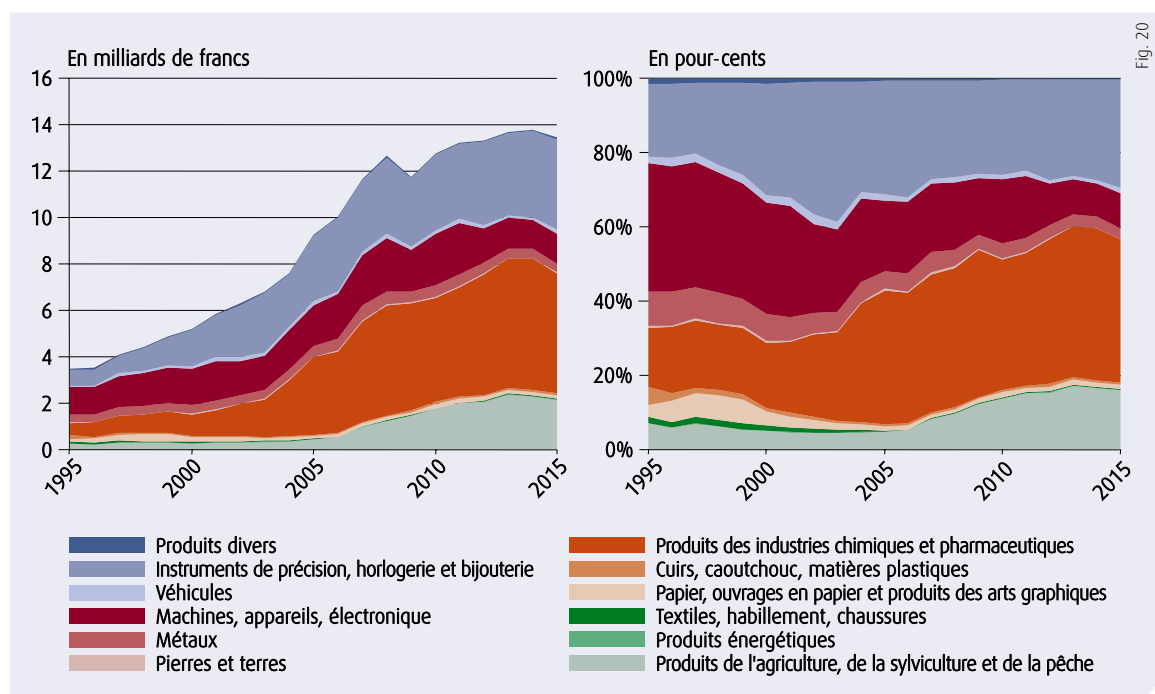
Autre branche à avoir connu un développement très positif: la fabrication de produits informatiques, électroniques, optiques et de précision. Cette catégorie au premier regard un peu fourre-tout regroupe l'horlogerie, les fabricants de composants et de cartes électroniques ou encore de matériel optique. On y retrouve des sociétés aussi différentes que le spécialiste des systèmes de cryptage Kudelski, à Cheseaux-sur-Lausanne, le leader mondial des pacemakers Medtronic, à Tolochenaz, le fabricant d'instruments de mesure Tesa (groupe Hexagon Metrology), à Renens, le concepteur de périphériques informatiques Logitech, basé dans le Parc de l'innovation de l'EPFL, le fabricant de connecteurs Fischer Connectors, à Saint-Prex, les maisons horlogères de la Vallée de Joux (Audemars Piguet, Breguet, Blancpain, les deux dernières faisant partie du groupe Swatch,

Jaeger-LeCoultre, en mains de Richemont), mais aussi les filiales d'horlogers actifs dans les composants (Vacheron Constantin, ETA – groupe Swatch, notamment) ou les sous-traitants horlogers, comme Dubois Dépraz, au Sentier, Piguet Frères au Brassus ou Gasser-Ravussin à Lucens.

Entre 1985 et 2013, la branche des medtech, de l'horlogerie et de l'électronique est passée de 6200 équivalents plein temps (EPT) à 8200, soit une progression d'un tiers (ou +1,0% par an). Importante, cette hausse reste néanmoins en dessous de la progression de la valeur ajoutée, qui a doublé en termes réels (+103,0% ou +4,3% par an) en l'espace d'une petite quinzaine d'années. En francs de 2014, celle-ci s'inscrit à 1,519 milliard.

L'évolution très dynamique des affaires de l'ensemble de ce secteur, en valeur, s'explique essentiellement

Evolution des exportations vaudoises



Source: Administration fédérale des douanes

par le boom des technologies médicales et de l'horlogerie. Les deux domaines sont parents en matière de main-d'œuvre, de savoir-faire et d'histoire. L'aptitude à être extrêmement précis, à l'échelle industrielle, dans des métiers de la soudure, de la mécanique, de la connectique, de la galvanoplastie – pour ne prendre que quelques exemples – est une nécessité dans les deux secteurs.

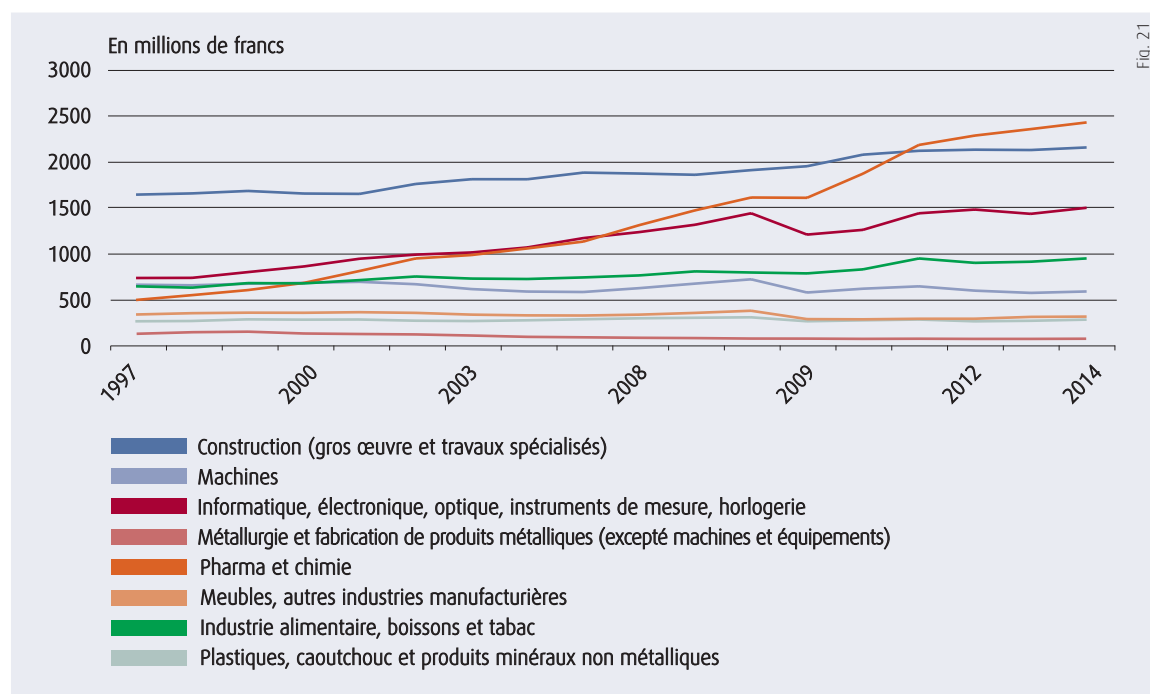
Déjà présent de longue date dans les technologies médicales avec des sociétés comme Dentsply-Maillefer à Ballaigues (à l'origine « Les Fils d'Auguste Maillefer SA », aujourd'hui intégré au groupe américain Dentsply et numéro un mondial de l'orthodontie), le canton de Vaud s'est encore plus positionné dans ce secteur de pointe. Medtronic, dont l'implantation du siège européen à Tolochenaz remonte à 1996, illustre bien cette évolution. Le groupe américain ambitionnait alors d'y employer quelque 250 personnes

lorsque son site de production tournerait à plein régime. Les effectifs sont aujourd'hui de quelque 800 collaborateurs.

Derrière ces sociétés établies, de nombreuses start-up se sont lancées dans ce créneau : Abionic, Sensimed ou Aleva Neurotherapeutics sur le campus de l'EPFL, Yttermed ou Awaiba sur le parc de l'innovation yverdonnois Y-Parc. Aussi importantes soient-elles pour le renouvellement du tissu industriel, les jeunes pousses pèsent cependant peu en termes d'emploi. De plus, certaines sont recensées dans le tertiaire, dans la catégorie « Recherche et développement ».

En outre, l'évolution en termes de création de valeur du secteur analysé ici reflète également la montée en gamme constante de l'horlogerie suisse depuis deux décennies. Ce positionnement sur les segments

Valeur ajoutée réelle d'une sélection de branches du secondaire



Sources : Office fédéral de la statistique, SECO, CREA

de marché les plus élevés s'est traduit par un doublement de la valeur des exportations horlogères totales depuis l'an 2000, notamment grâce à l'expansion du marché chinois. En 2000, les fabricants de montres suisses exportaient pour 10,3 milliards de francs dans le monde, dont seulement 45 millions de francs à destination de la Chine, mais déjà 1,4 milliard vers Hong Kong. Fin 2014, les exportations totales se montaient à 22,3 milliards de francs, dont 1,4 milliard à destination de la Chine et 4,1 milliards à Hong Kong. Si l'élan a fléchi en 2015, les exportations horlogères continuaient de s'inscrire à un niveau élevé.

Positionné exclusivement dans le haut, voire très haut de gamme, le secteur horloger vaudois est avant tout une spécificité comblée, quoique non exclusive. Il rayonne en effet jusque dans la région lausannoise (taille de pierres) et dans la Broye en ce qui concerne la sous-traitance, mais également vers Nyon, avec Hublot, pour la manufacture de garde-temps, ou encore Lussy-sur-Morges, avec Hysek.

Comme pour la construction ou l'industrie alimentaire, les statistiques montrent une renaissance des branches de l'électronique, optique, informatique et horlogerie à partir de la fin des années 1990. En 1998, le nombre de personnes occupées à plein temps était tombé sous la barre des 5000. Quinze ans plus tard, grâce à une hausse de 3,5% par an, les effectifs étaient ainsi pratiquement de deux tiers plus élevés.

Avec leurs plus de 8200 EPT, soit 12,1% de tous les emplois industriels, medtech, électronique et horlogerie sont la deuxième branche industrielle la plus importante en termes d'emploi. Le gros œuvre et le génie civil, qui trahissaient le second rang jusqu'à la fin des années 1990, ont concédé une place depuis lors.

4. La pharma

Après la croissance constatée dans les medtech et l'horlogerie, le développement de l'industrie pharmaceutique constitue l'autre facette du nouveau positionnement industriel vaudois dans le secteur de la santé. Elle est même devenue la principale branche exportatrice du canton.

Historiquement, cette branche n'a pas une grande tradition dans le canton, à la notable exception de Zyma, fondée en 1917 à Nyon, rachetée plus tard par Ciba, fusionnée ensuite dans Novartis lors du mariage avec Sandoz, puis intégrée à une coentreprise créée avec le britannique GlaxoSmithKline en 2015.

Le « phénomène » pharma vaudois observé depuis une quinzaine d'années peut être analysé sous deux angles. D'un côté, l'emploi : les entreprises de la branche occupent aujourd'hui près de 2800 EPT, contre 1200 en 1985. La hausse s'inscrit ainsi à 134,2% ou 3,1% par an. Les chiffres montrent une stagnation au cours des années 1990, le décollage n'intervenant qu'à la fin de la décennie, avec 1600 emplois en 2001 puis 2000 en 2008. L'histoire récente est jalonnée par une suite d'implantations et d'investissements d'envergure, Serono (racheté par le groupe allemand Merck dont il a repris le nom) s'était établi à Aubonne et à Coinsins dès 1984, mais ce n'est qu'en 1999 que le groupe a ouvert son laboratoire de Corsier-sur-Vevey. Le site a été agrandi en 2008. Si Merck a fermé le site genevois en 2012, il a renforcé sa présence dans le canton de Vaud. Aubonne a notamment été modernisée en 2014. Merck a pour stratégie de produire prochainement des biosimilaires en Suisse.

Le suédois Ferring s'est installé à Saint-Prex en 2006 et y occupe aujourd'hui 600 personnes. Des sociétés comme B. Braun Medical à Crissier, avec plus de 300 employés, ou Debiopharm, dont le siège est à Lausanne, complètent le tableau. Sans oublier les start-up

actives dans le secteur (comme AC Immune ou Sophia Genetics), mais qui apparaissent aujourd'hui dans les statistiques sous « recherche et développement » (voir encadré en p. 63).

Deuxième angle d'observation: la valeur ajoutée. Celle-ci a été multipliée par cinq et demi en termes réels entre 1997 et 2014 (+469,1% ou +10,8% par an) dans le secteur, pour s'inscrire (en francs courants) à 1,713 milliard en 2014. Le poids de la pharma dans l'industrie se monte désormais à 16,9%, soit pratiquement le même niveau qu'au plan national (18% en 2010), contre seulement 6,3% en 1997. Avec une poignée d'entreprises – on en recense un peu plus de 20 dans le canton – cette branche a surpassé le secteur regroupant medtech, électronique et horlogerie à partir de 2007, renforçant chaque année sa prédominance. La branche est caractérisée par une productivité élevée: selon une étude de l'institut BAK Basel Economics publiée en 2015, celle-ci était de quelque 627 000 francs par emploi en Suisse en 2014, soit quatre fois supérieure à la moyenne de l'économie suisse et plus de deux fois supérieure à celle des banques².

La pharma est désormais le deuxième plus important secteur industriel du canton en termes de valeur ajoutée, derrière la construction prise dans son ensemble. Mais si l'on décompose cette dernière, la pharma dépasse les travaux de construction spécialisés, le plus grand employeur du secondaire, et se positionne comme la branche industrielle qui crée la plus forte plus-value. En 1997, elle était encore derrière l'industrie des machines, derrière le secteur électronique, optique et horlogerie et derrière la production et la distribution d'électricité et de gaz.

5. La chimie

L'industrie chimique vaudoise a connu elle aussi un développement important, faisant passer ses effectifs de près de 700 personnes en 1985 à 1500 en 2013

(+127,6% ou +3,0% par an). En termes de valeur ajoutée, la croissance est également remarquable: +102,1% entre 1997 et 2014 (+4,2% par an), pour une valeur ajoutée nominale de 242 millions en 2014. Le décollage n'est toutefois intervenu qu'à partir des années 2000, les années précédentes étant caractérisées par une stagnation des emplois et de la création de valeur.

Parmi les entreprises actives dans ce secteur figure notamment Sicpa, basé à Prilly, le spécialiste des encres de sécurité, mais aussi les Salines de Bex. On peut noter que l'implantation en 2010 à Rolle du siège mondial du groupe d'origine britannique Ineos a contribué à raffermir ce secteur d'activité dans le canton de Vaud.

6. Fabrication de matériel de transport

L'industrie active dans la fabrication de matériel de transport constitue une autre niche témoignant d'un essor important, à son échelle. En 1985, l'ensemble de la branche occupait un peu moins de 600 personnes à plein temps, un effectif resté stable au cours des deux décennies suivantes. On y remarque des sociétés comme les ateliers CFF d'Yverdon, Matisa à Crissier ou encore le site de Villeneuve actif dans la fabrication de trams des Ateliers de constructions mécaniques de Vevey (site aujourd'hui en mains du canadien Bombardier). A partir de 2005, la progression a ensuite été importante jusqu'en 2011, année où le cap des 1000 collaborateurs a été atteint, avec une augmentation toujours présente les années suivantes, quoique atténuée. Sur trois décennies, la progression s'inscrit à 81,1% ou 2,1% par an.

La montée en puissance de ce secteur s'explique sans aucun doute par la stratégie de Bombardier. Après le rachat en 2001 du groupe allemand Adtranz, qui possédait un site de fabrication à Pratteln (BL), le groupe canadien a décidé de concentrer sa production en Suisse sur le site de Villeneuve. En 2010, la

² Importance de l'industrie pharmaceutique pour la Suisse, Bak Basel economics, novembre 2015

http://www.bakbasel.ch/fileadmin/documents/reports/Importance_de_l_industrie_pharmaceutique_2015_Interpharma.pdf

société recevait ensuite sa plus grande commande des CFF pour fabriquer les Twindexx Swiss Express.

En termes de création de valeur, cette branche a connu une croissance de 90,6% entre 1997 et 2014 (+3,9% par an), pour une valeur ajoutée nominale de 133 millions en 2014. Elle représente désormais 1,2% du secteur secondaire.

LES SECTEURS EN ADAPTATION

1. Les machines

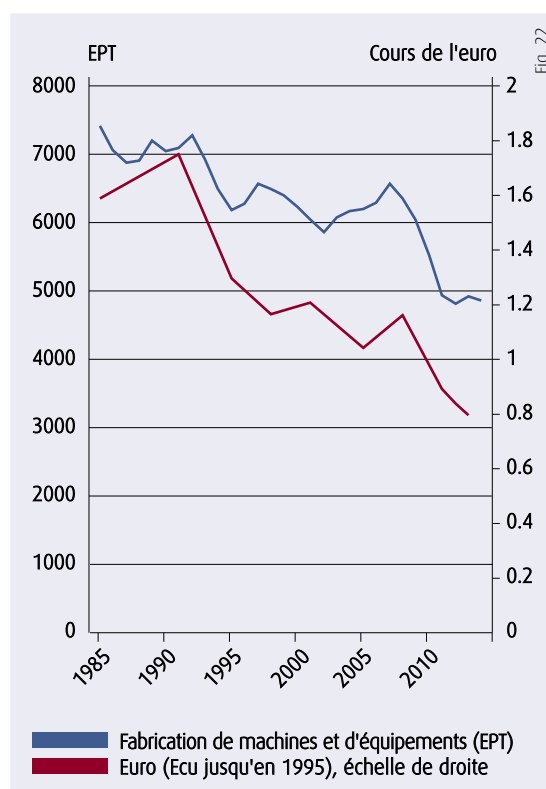
L'industrie des machines fait partie des branches qui ont le plus perdu d'emplois depuis 1985. Classé dans les valeurs cycliques par les investisseurs, ce secteur a connu une évolution plutôt volatile, mais avec une tendance constante à la contraction. Le nombre d'emplois à plein temps est passé de 6400 en 1985 à 3200 en 2013 (-49,9% ou -2,4% par an). Le choc le plus violent a eu lieu dans les années 1990, lorsque les effectifs sont tombés de 7000 EPT en 1991 à 4700 en 1998, soit une chute d'un tiers en sept ans. L'industrie des machines représentait encore 9,1% des emplois du secondaire en 1998, mais plus que 4,7% en 2013.

Les entreprises du secteur n'en demeurent pas moins combattives. Elles sont par ailleurs plus formatrices aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a une trentaine d'années. En 2008, elles faisaient en effet état de 569 apprentis, contre 488 en 1985.

La branche s'est repositionnée sur des produits à plus forte valeur ajoutée. De par sa taille, sa position de leader mondial dans les machines pour l'industrie d'emballage, le groupe Bobst (voir encadré) a eu et continue d'avoir une influence majeure sur l'évolution cantonale de cette industrie. Pour faire face à la montée en puissance de la concurrence, notamment asiatique, la société s'est redimensionnée sur son terrain historique, produisant davantage en Extrême-

Orient. Une stratégie qui lui a permis de maintenir un ancrage vaudois fort en même temps que son rang de leader mondial du secteur. En dehors de Bobst, l'industrie vaudoise des machines n'en a pas moins une longue tradition dans certaines régions, comme l'Ouest lausannois, qui abrite Maillefer ou encore Sapal (aujourd'hui intégré au secteur techniques d'emballage du groupe allemand Bosch), tous deux à Ecublens. Le Nord vaudois reste l'une des terres d'accueil historique de cette industrie, avec par exemple The Machine Yvonand, mais on trouve aussi des sociétés presque centenaires dans le Chablais, comme Plumettaz à Bex.

Evolution de l'emploi dans les machines et du franc



Sources : Office fédéral de la statistique, Banque nationale suisse, CREA

BOBST, 125 ANS D'INNOVATION

Bobst, le nom est connu de tous les Vaudois, de tous les Romands. Avec ses ventes annuelles de 1,3 milliard de francs, ses plus de 4800 employés dans le monde, dont 1800 à Mex, le leader mondial des équipements et des services destinés aux fabricants d'emballages et d'étiquettes des industries de la boîte pliante, du carton ondulé et des matériaux flexibles, est l'une des sociétés emblématiques de l'industrie vaudoise. Particularité, le plus grand fabricant de machines de Suisse romande reste contrôlé majoritairement par les descendants des familles fondatrices. Son directeur actuel, Jean-Pascal Bobst, est l'arrière-petit-fils du fondateur de l'entreprise.

Bobst a fêté ses 125 ans d'existence en 2015. En 1890, Joseph Bobst, Soleurois venu en 1883 à Lausanne pour y apprendre le français, fonde un commerce de fournitures pour l'imprimerie. En 1908, il ouvre un atelier de réparation et fabrique dès 1912 des machines pour l'industrie graphique. C'est en 1918 qu'il crée la société anonyme J. Bobst & Fils, avec ses deux fils, Otto et Henri.

Les années 1920 resteront les plus difficiles jamais vécues par la société. Le secteur cartonnage est cédé à une société parisienne, la maison Marinoni, en 1924. Otto et Henri vont travailler à Strasbourg... Retournement de situation dans les années 1930. Le fabricant renoue avec le succès. Un an après la mort de son père, Henri Bobst peut alors racheter le secteur emballage en 1936 à Marinoni, à son tour en difficultés. Deux ans plus tard, l'usine de Prilly est construite. Le chiffre d'affaires passe de 1,3 million de francs en 1937-38 à 7 millions en 1949-50. Dans le même temps, les effectifs sont multipliés par trois à 239 collaborateurs. La barre des 200 millions de francs de chiffre d'affaires est atteinte en 1974. La fabrique compte alors 2100 employés. Le site de Prilly devient trop exigu pour la société, qui s'étend à Mex, où seront finalement regroupées toutes les activités en 2013.

Ce succès ne doit rien au hasard. Marqué par les années 1920, Henri Bobst instaure une gestion très

rigoureuse, notamment en termes de liquidités, tout en développant une gestion du personnel considérée comme exemplaire. La société mise sur la formation en interne, avec sa propre école pour ses apprentis, et investit dans la recherche et le développement. En 1978, le groupe y consacrait 10% de son chiffre d'affaires, soit 28 millions de francs. En 2014, il investissait toujours 74,2 millions dans l'innovation, soit 6% de son chiffre d'affaires. Il détient près de 1400 brevets.

Bobst a conquis de longue date les marchés internationaux, exportant plus de 90% de sa production. De plus, l'entreprise se transforme en multinationale dans les années 1980, avec le rachat des entreprises Martin en France, Peters GmbH en Allemagne et d'une participation de 50% dans le fabricant de machines italien Schiavi. La société vaudoise prend le premier rang des constructeurs mondiaux d'équipements pour l'industrie du carton ondulé et entre dans le marché des emballages souples. En 1990, Bobst ouvre un site en Allemagne puis crée des succursales en Malaisie, en Thaïlande, à Taiwan, en Indonésie ou en Inde. Il exploite aussi des usines en Chine et au Brésil. Des représentations sont ouvertes en Europe centrale et en Russie. En 2004, Bobst se renforce dans les emballages souples avec le rachat d'une division du groupe finlandais Metso.

La crise économique et financière de 2008-09 a été un séisme. Bobst a dû composer avec un chiffre d'affaires en chute d'un tiers en 2009. Pour passer le cap, le groupe a dû se redimensionner à Mex et davantage s'internationaliser. Franc fort et concurrence accrue expliquent cette évolution... qui perdure. Mais Bobst est sorti peu à peu de la zone de turbulences, jusqu'à l'abandon du cours plancher du franc par rapport à l'euro par la Banque nationale suisse (BNS) en janvier 2015. Début 2016, la situation semblait stabilisée, mais les années suivantes se profilent comme des années cruciales. A nouveau.

Source: <http://www.davel.vd.ch/qfpdavel/0/D3252.pdf>, Dictionnaire historique de la Suisse, L. Tissot, E. Paillard & Cie, SA, 1987

En termes de création de valeur, l'industrie des machines a fléchi de 11,0% (-0,7% par an) en termes réels entre 1997 et 2014. Avec une valeur ajoutée de 569 millions en 2014 (en francs courants), la part totale de cette industrie dans l'ensemble de l'économie est tombée de 1,9% à 1,1%. Pour ce qui est de son poids dans le secondaire, cette part a reculé à 5,6%, contre 8,3% en 1997. Hormis un léger soubresaut au milieu de la première décennie 2000, le recul a été constant. Ce qui n'a pas empêché l'émergence de certaines sociétés très spécialisées, comme APCO, à Aigle, active dans l'aérospatial et le nucléaire.

En comparaison avec l'ensemble de la Suisse, le canton de Vaud est moins présent dans l'industrie des machines. En termes d'évolution des affaires, les entreprises vaudoises ne se distinguent en revanche pas particulièrement de la tendance nationale, cette branche faisant face à des vents contraires depuis 1997.

2. Produits en plastique et « autres produits minéraux non métalliques »

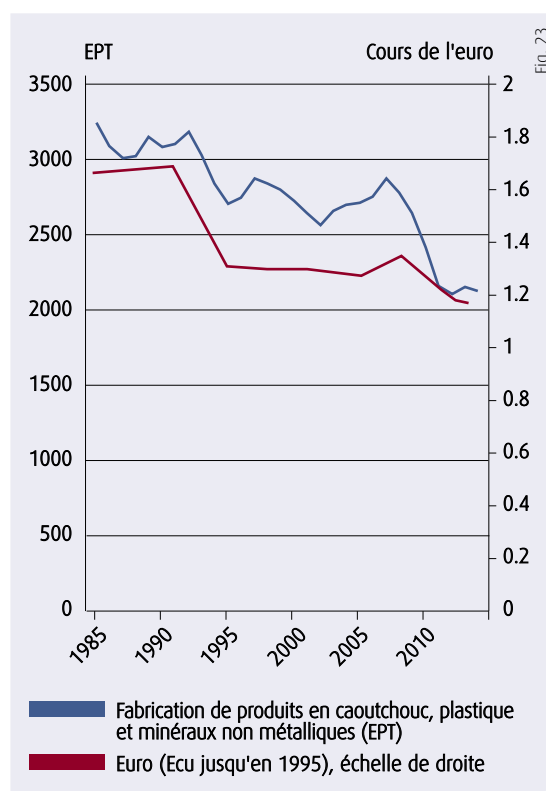
Le canton de Vaud abrite de longue date des petites PME et de plus grandes entreprises actives dans la fabrication industrielle de produits en caoutchouc et en plastique. Exemples: Vallotech, à Vallorbe, dont l'origine remonte à 1904 sous le nom de Clématite, Plastitech, à Eysins, qui a repris en 2001 les activités de Somo SA, ou encore Stalder Extrusion à Eclepens (anciennement Plastag). La particularité de chacune de ces industries est la spécialisation sur des niches d'activité.

Dans la production de matériaux minéraux non métalliques, la palette des sociétés actives va du fabricant de bouteilles Vetropack (Verrerie de Saint-Prex) à Creabeton, anciennement Desmeules Frères SA à Granges-Marnand, en passant par Isover à Lucens ou Holcim à Eclepens. Plus récemment fondée, Glass-concept à Penthalaz, avec ses produits innovants en

matière de vitres/verrières, est représentatif des tendances récentes dans les matériaux de construction.

L'évolution des effectifs de ces deux domaines (plastiques et matériaux minéraux) présente une forte régression au cours des trente dernières années. De 2900 emplois en équivalents plein temps en 1985, il n'en ressort que 2000 en 2013 (-29,7% ou -1,2% par an). Mais l'essentiel de la chute a eu lieu il y a plus de 20 ans, au début des années 1990, en raison de la crise économique et immobilière qui sévissait à l'époque. Entre 1991 et 1995, les effectifs chutaient de 700 EPT, pour stagner ensuite

Evolution du franc et de l'emploi dans la fabrication de produits en caoutchouc, plastique et minéraux non métalliques



Sources : Office fédéral de la statistique, Banque nationale suisse, CREA

jusque vers 2010, avant de recommencer à baisser. Probablement en raison du franc fort, qui rend plus avantageux les prix des fournisseurs étrangers de ces produits, qu'ils soient en plastique, en béton ou en verre. La stagnation des années précédentes pourrait en revanche s'expliquer par la surévaluation du franc par rapport à l'euro.

Côté création de valeur ajoutée, cette branche est de taille relativement restreinte, pesant 313 millions de francs (courants) en 2014. Entre 1997 et 2014, elle a connu une croissance réelle de 5,2% (+0,3% par an).

3. Articles en bois, industrie du papier et du carton, imprimerie

Trois secteurs, deux évolutions. L'imprimerie ne cesse de perdre du terrain depuis le début des années 2000, avec son pic de valeur ajoutée à 215 millions de francs atteint en 2001. Depuis lors, cette industrie régresse continuellement, exception faite des années 2007 et 2008, soit au moment où la conjoncture battait son plein et juste avant que la crise financière ne provoque une récession mondiale.

Cette branche n'a produit que 142 millions de francs de valeur ajoutée en 2014, ou 19,6% (-1,3% par an) de moins en termes réels qu'à la fin des années 1990. Les causes: l'électronique remplace de plus en plus souvent les imprimés pour les échanges les plus courants, tandis que les imprimeries ont amélioré leur productivité avec de nouvelles machines. Dans la presse, le lectorat migre – lentement, mais avec constance – vers les supports électroniques. Last but not least, la cherté du franc favorise la concurrence étrangère. Dernier exemple de disparition d'imprimerie, les IRL (Imprimeries Réunies Lausanne) à Renens, qui ont désormais fermé leurs portes, malgré une tentative de sauvetage appuyée par l'Etat de Vaud en 2012 suite au retrait de leur propriétaire Swissprinters (coentreprise des éditeurs Ringier et NZZ-Mediengruppe).

Fin 2013, l'imprimerie ne pesait plus que 1,4% dans l'ensemble du secondaire vaudois contre 3,1% à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Le secteur de l'industrie du papier et du carton suit logiquement la même tendance que les imprimeries. Pour les mêmes raisons. Il s'est contracté de 39,8% en termes réels (-2,9% par an) entre 1997 et 2014, la valeur ajoutée tombant à 25 millions (en francs courants). En 2005, la fermeture de la fabrique de filtres à cigarettes Filtrona à Crissier par la multinationale anglaise Bunzl (qui avait racheté ce site à Baumgartner Papier deux ans auparavant) a fait plonger la production de produits en papier de fabrication vaudoise, laquelle n'a jamais redécollé depuis. D'autres acteurs actifs sur des segments très particuliers, comme certains types d'emballages, subsistent toutefois, à l'instar de Model à Moudon ou Sanpac à Yverdon-les-Bains.

Contrairement au papier et à l'imprimerie, le secteur de la fabrication d'articles en bois a en revanche prospéré au cours de la dernière décennie, porté par le boom du secteur immobilier. Cette branche comprend des scieries, des producteurs de profils en bois pour la construction, des menuiseries, des cuisinistes, mais également les entreprises actives dans les charpentes ou encore la fabrication de fenêtres. La valeur ajoutée de ce secteur a progressé de 23,4% entre 1997 et 2014 (+1,2% par an) et s'inscrivait à la fin de cette période (en francs courants) à 208 millions. Depuis le début de la crise financière, la valeur ajoutée a subi un repli de 9,7% en termes réels, sans doute en raison de la pression de la concurrence étrangère, qui profite de cours de change défavorables aux industries locales. Illustration de cette situation, le groupe thurgovien AFG Arbonia-Forster, propriétaire de la société EgoKiefer à Villeneuve, qui produit des fenêtres, a annoncé à l'été 2015 qu'il abandonnerait la production sur son site vaudois dans le courant 2016, celle-ci étant délocalisée en

Slovaquie. Malgré cet épisode récent, on constate toutefois que l'industrie active dans l'ouvrage du bois a maintenu son poids en termes de valeur ajoutée dans le secondaire au fil des ans. Avec un peu plus de 2%, elle était en 2014 au même niveau qu'en 1997.

Pour l'ensemble de la branche (imprimeries, papier et bois), les statistiques montrent une très forte contraction. On comptabilisait 7400 emplois à plein temps en 1985, un peu moins de 4200 en 2013, soit un plongeon de 43,6% (-2,0% par an). Plus de 2300 EPT ont disparu entre 1991 et 1995, puis globalement un millier supplémentaire au cours des quinze années suivantes. Ces branches pesaient 375 millions de francs (courants) de valeur ajoutée en 2014 et ont connu entre 1997 et 2014 un repli en termes réels de 4,3% (-0,3% par an).

4. Fabrication d'équipements électriques

La branche regroupant les entreprises actives dans la fabrication d'appareils électriques a connu la même évolution que le secteur de l'imprimerie, avec une chute encore plus massive des effectifs globaux. De près de 2600 postes recensés en 1985, on est tombé à 1100 en 2013, soit une diminution de 56,8% (-3,0% par an). L'essentiel de la chute a eu lieu au début des années 1990, les effectifs de toutes les entreprises du secteur étant alors tombés à 1400 EPT en 1995. Les difficultés de sociétés comme Leclanché, à Yverdon-les-Bains, qui occupait encore plus de 800 personnes à la fin des années 1970 (contre une cinquantaine aujourd'hui) ne sont pas étrangères à cette évolution.

Le nombre d'apprentis formés a été divisé par quatre entre 1985 et 2008, passant de 120 à 28 jeunes formés par an entre ces deux dates.

Le recul est moins spectaculaire en termes de valeur ajoutée: entre 1997 et 2014, cette dernière a reculé de 9,5% en termes réels entre 1997 et 2014 (-0,6% par

an). Avec une valeur ajoutée de 164 millions de francs en 2014, sa part dans le secondaire (1,6%) était deux fois plus basse qu'en 1997. Depuis 2006, la branche semble avoir trouvé un nouvel élan, avec notamment l'installation à Morges en 2007 du siège Europe, Moyen-Orient, Afrique (EMEA) du géant mondial des solutions énergétiques Eaton, lequel avait toutefois déjà pris pied dans le canton de Vaud en 1998 en rachetant Rheodata SA, au Lieu dans la Vallée de Joux.

5. Textile et habillement

Petite niche d'activité en terres vaudoises, le secteur textile a fortement régressé au cours des trente dernières années. Alors que les entreprises de la branche (fabrication de textiles, industrie de l'habillement et industrie du cuir et de la chaussure) comptaient encore 1800 employés à plein temps en 1985 et 1200 en 1998, il y en avait moins de 300 en 2013. Soit une baisse de 85,2% (-6,6% par an). La valeur ajoutée de ces activités s'est contractée de 74,4% entre 1997 et 2014 (-7,7% par an) et s'inscrivait en 2014 à 17 millions de francs (courants).

LE STATU QUO

1. Les produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements

La branche de l'industrie métallique fait partie de ces secteurs « traditionnels » qui ont réussi à maintenir leur position, grâce à une conjugaison de facteurs qui vont de la bonne santé de la construction au cours des quinze dernières années au développement des medtech, en passant par la modernisation des sites industriels vaudois au cours des dernières années. Globalement, la branche est passée de 5000 emplois à plein temps en 1985 à 4600 en 2013. Soit un recul assez limité, de 7,6% (-0,3% par an). La branche reste importante dans le domaine de l'apprentissage, puisqu'elle annonçait 300 jeunes en formation en 2008, soit une bonne cinquantaine de plus qu'en 1985. En termes réels, sa valeur ajoutée a connu un

repli de 17,7% (-1,1% par an) entre 1997 et 2014. En termes nominaux, celle-ci a oscillé autour de la barre symbolique de 500 millions de francs. Un niveau qui correspond à 4,9% de l'ensemble du secondaire.

Cette évolution contrastée découle du fait que le secteur englobe autant des sociétés traditionnelles, comme Zwahlen & Mayr à Aigle, qui fournit des éléments métalliques pour les bâtiments, ou des tôleries (Tôlerie industrielle Etagnières) que des fabricants de composants médicaux (Heraeus à Yverdon) ou d'outils pour différents secteurs (Usines Métallurgiques de Vallorbe). Cependant, pour l'ensemble des activités, une tendance à la baisse s'est manifestée à partir de 2009 et de la récession mondiale. La métallurgie a été beaucoup plus fortement frappée que la fabrication de produits métalliques, ce qui s'explique certainement par la disparition de fonderies, à l'instar des Fonderies de Moudon (FMG SA) en 2013. La mutation de ce secteur industriel remonte à la crise pétrolière du début des années 1970. Il n'en subsiste pas moins aujourd'hui encore des sociétés actives dans le secteur, comme First Industries, à Crissier.

2. Meubles, autres industries manufacturières, réparation et installation de machines

Ce groupe à première vue un peu disparate représentait 3500 emplois à plein temps en 1985. Il en recensait toujours 3200 en 2013 (-7,6% ou -0,3% par an). Mais la décennie de crise que furent les années 1990 avait laissé des traces puisque les effectifs avaient alors chuté à 2800 en 1995-98, ce décrochage continuant jusqu'à un plus bas à 2700 en 2005. En termes d'emplois, on peut donc clairement parler de redéploiement à partir de ce moment-là. La valeur ajoutée a suivi un mouvement similaire avec un rebond à partir de 2010. Sur la période 1997-2014, elle affiche toutefois un fléchissement en termes réels de 6,6% (-0,4% par an) pour une création de valeur nominale de

325 millions en 2014. L'évolution s'est manifestée de manière différente selon la branche. La valeur ajoutée a affiché une progression en termes réels de 14,2% entre 1997 et 2014 (+0,8% par an) pour les autres industries manufacturières (valeur ajoutée en francs courants : 215 millions en 2014), tandis qu'elle a reculé de 23,3% (-1,6% par an) dans les meubles (valeur ajoutée en francs courants : 39 millions en 2014) et de 37,7% (-2,7% par an) dans la réparation de machines et d'équipements (valeur ajoutée en francs courants : 71 millions en 2014).

Dans les meubles, on observe une orientation générale sur des produits haut de gamme, comme le fabricant de lits Elite, à Aubonne, ou Ginox, spécialiste des cuisines industrielles à Montreux. Mais les « autres industries manufacturières » ne sont pas en reste, avec l'émergence et la montée en gamme de sociétés opérant dans des domaines exclusifs, à l'image de JMC Lutherie, au Brassus, qui commercialise notamment des haut-parleurs en bois. Les PME regroupées dans ce secteur sont toutefois forcément très hétérogènes : on y observe des fabricants de stores, des sociétés actives dans le médical (comme Valtronic Technologies aux Charbonnières), le fabricant de boîtes à musique Reuge, à Sainte-Croix, ou encore le spécialiste des snowboards Nidecker à Rolle. Un inventaire à la Prévert...

LES CAS PARTICULIERS

1. Production et distribution d'énergie

Le domaine de la production et de la distribution d'énergie se distingue par la remarquable stabilité de ses effectifs : un peu moins de 2000 collaborateurs à plein temps en 1985 et un peu plus en 2013 (+3,6% ou +0,1% par an). On observe une tendance à la baisse à la fin des années 90, avec la disparition de 400 postes, puis une reprise par la suite. Le nombre d'apprentis est resté stable sur la durée, autour de 100.

En termes de valeur ajoutée, la situation est toutefois clairement à la baisse au fil des ans, malgré des rebonds: -20,7% en termes réels entre 1997 et 2014 (-1,4% par an). Au final, ce secteur, qui représentait encore pratiquement 15% du secondaire vaudois en création de valeur en 1997, est tombé aujourd'hui à 7,8% (795 millions). Le passage sous la barre des 10% étant intervenu en 2003.

Cette branche rassemble toutes les sociétés industrielles (SI) du canton (Lausanne, Vallée de Joux), Romande Energie, Holdigaz ainsi que de plus petits producteurs, à l'image des Salines de Bex, qui fournissent de l'électricité hydraulique.

2. Production et distribution d'eau, gestion des déchets

Le secteur de la production et distribution de l'eau ainsi que de la gestion des déchets présente une évolution à la hausse depuis le milieu des années 1990, avec un peu plus de 1500 EPT en 2013, contre 1100 en 1995 (chiffres peu fiables avant, +36,9% ou +1,8% par an sur la période). Par contre, la valeur ajoutée a reculé, de 30,6% (-2,1% par an) en termes réels entre 1997 et 2014. L'évolution a cependant été contrastée, avec une légère hausse dans le captage et la distribution d'eau (+7,2% ou +0,4% par an), une stagnation dans le traitement des eaux usées (+0,9% ou +0,1% par an) et une baisse dans la collecte, le traitement et l'élimination des déchets (-42,9% ou -3,2% par an). La valeur ajoutée totale de ce secteur était de 185 millions de francs (courants) en 2014.

5 Accélération de la croissance dans le tertiaire

Les activités de services ont connu un développement continu depuis 1985. La croissance s'est globalement accélérée après le tournant du millénaire. De multiples domaines des services aux entreprises, ainsi que l'enseignement et la santé, font partie des branches qui se sont le plus développées en trois décennies.

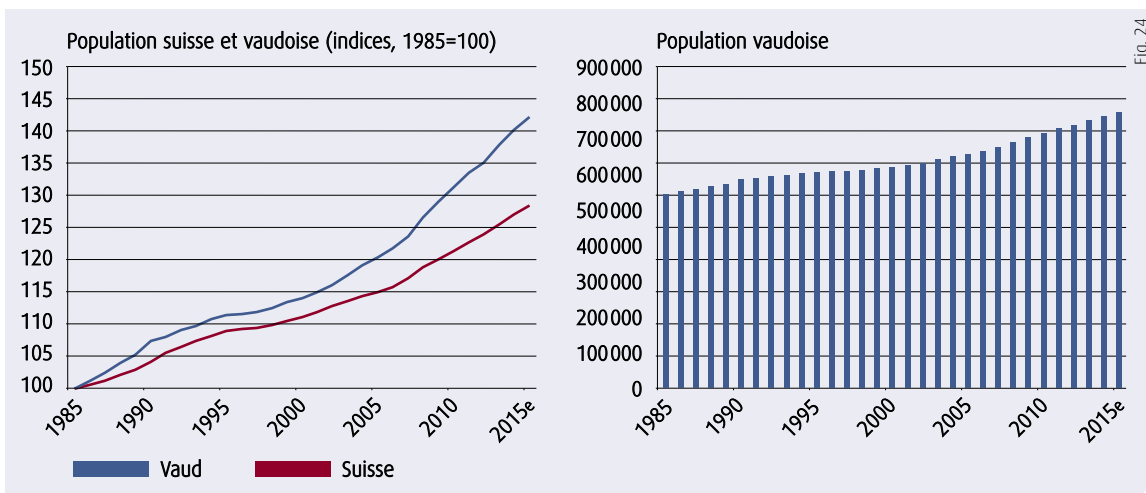
UN SUCCÈS EMBLÉMATIQUE

Le succès d'Adia Interim, société de travail intérimaire fondée en 1957 à Lausanne par le Vaudois Henri-Ferdinand Lavanchy et ayant depuis fusionné pour devenir Adecco, le leader mondial du travail temporaire et des services en ressources humaines, est emblématique du développement du secteur tertiaire vaudois, qui est passé de 204 100 emplois (162 800 équivalents plein temps, EPT) en 1985 à 335 400 emplois (259 200 EPT) en 2013, soit une progression de 59,2% en trois décennies (selon les EPT). Ce faisant, de 63,0% en 1985, la part du tertiaire dans le total des emplois du canton est passée à 77,0% en 2013.

Certes, le groupe Adecco n'est plus tellement vaudois : bien que son siège social soit toujours à Chésereux, il est aujourd'hui géré depuis Glattbrugg dans la banlieue zurichoise. Cependant, et même si toutes les sociétés du tertiaire vaudois ne sont pas leaders mondiaux, le développement de ce groupe dans les services aux entreprises est un exemple de la croissance dans ce domaine.

Globalement, les services se décomposent en trois catégories : les services aux entreprises, les services aux personnes et les services publics et parapublics. La distinction n'est pas toujours claire, certaines

Evolution de la population vaudoise – En comparaison avec la Suisse et en termes absolus



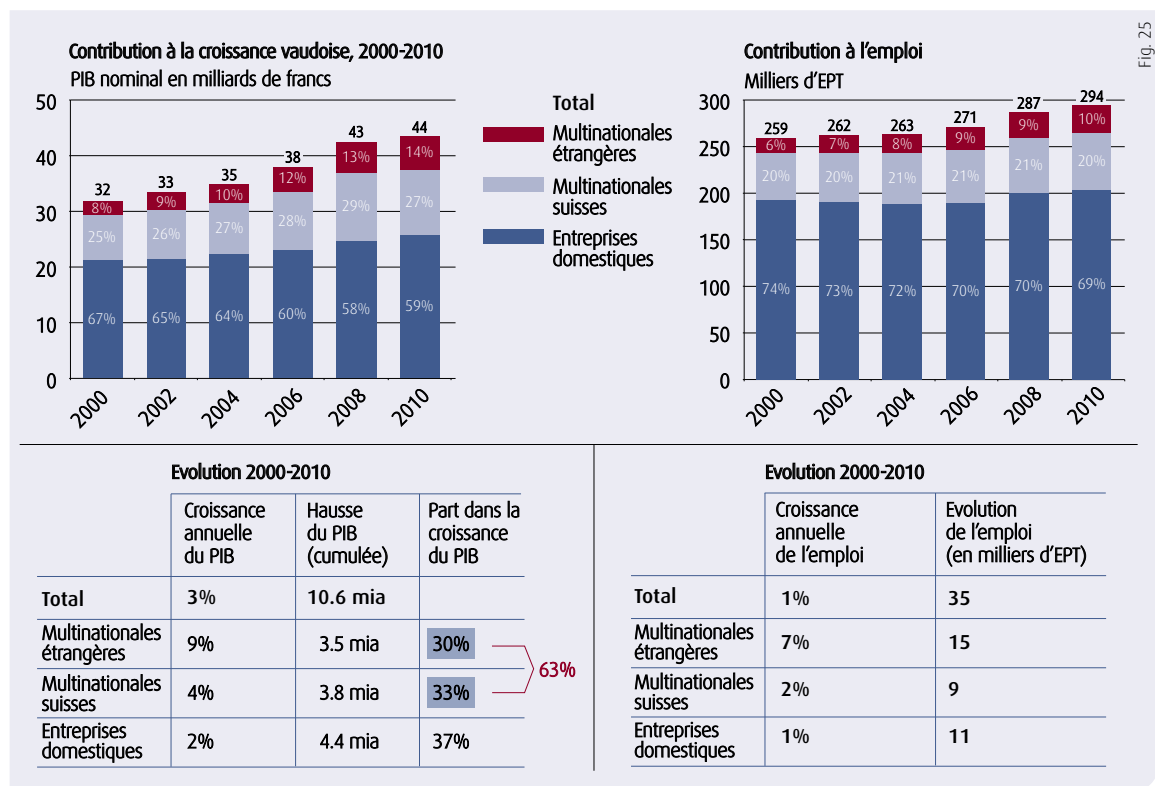
Source : Office fédéral de la statistique

branches, telles que les services financiers, les transports ou les activités juridiques, par exemple, pouvant aussi bien s'adresser aux personnes qu'aux sociétés. De même, certains intermédiaires peuvent mettre en relation des personnes morales et des particuliers. Il est donc hasardeux de chercher à tracer des frontières nettes entre les différentes catégories pour les étudier séparément. Par contre, il est possible d'identifier certains sous-domaines qui s'adressent plus clairement aux particuliers ou aux entreprises. Dans ces derniers, la croissance de l'emploi a été particulièrement dynamique et sensiblement supérieure à la moyenne: services informatiques, activités juridiques et comptables, activités des sièges sociaux et conseil de gestion, activités liées à l'emploi et aux ressources humaines, infor-

matique et télécommunication, gestion et nettoyage des bureaux et ateliers ou autres activités de soutien aux entreprises.

Cela s'explique par plusieurs facteurs. Il y a naturellement la dynamique économique, en particulier depuis le début des années 2000. A cela s'ajoute la propension grandissante des entreprises à soustraire des tâches hors de leur domaine d'activité. De plus, le canton a connu un important essor des activités de siège, lié à l'installation sur son territoire de quartiers généraux d'entreprises industrielles ou de service, souvent internationales. Certaines y ont également implanté ou développé des sites de production. Tout cela a induit une demande de services.

Le poids des multinationales dans la croissance vaudoise



Sources: Banque nationale suisse, Office fédéral de la statistique, BAK Basel Economics, Handelszeitung, Base de données ORBIS, Boston Consulting Group

Plusieurs études ont été consacrées à l'apport des entreprises multinationales à l'économie vaudoise : il en ressort un impact positif sur l'emploi et les finances publiques. De plus, si l'arrivée de quartiers généraux d'entreprises internationales a enrichi le tissu économique vaudois, la contribution des multinationales vaudoises ou suisses à la croissance cantonale a été plus importante, grâce à l'accroissement de leurs activités dans la région, comme l'illustre le chapitre précédent.

Cette thématique ne peut pas être séparée de celle de l'intégration croissante de la Suisse à l'économie internationale depuis de nombreuses décennies. Face à un phénomène de globalisation de l'économie qui s'accélérait, le pays a mis en place dès 1990, via l'accord sur le transport de marchandises, une simplification des contrôles et des formalités douanières dans les échanges de biens entre la Suisse et l'Union européenne (UE). La coopération aux postes frontières a été coordonnée. Il s'agissait d'une avancée substantielle, vingt ans après l'accord de libre-échange de 1972. En outre, à la suite du refus de l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) en 1991, la Suisse et l'UE ont développé une approche bilatérale, en vigueur depuis la fin des années 1990 et dont les effets sont également jugés positifs par plusieurs études. Le canton a aussi su utiliser avec efficacité les possibilités d'allègements fiscaux permises par l'arrêté fédéral du 6 octobre 1995 en faveur des zones économiques en redéploiement, arrêté remplacé par la Loi fédérale sur la politique régionale, entrée en vigueur en 2008.

Enfin, dans le domaine des services aux personnes, la croissance de l'emploi est moins spectaculaire, et ce malgré la hausse de la population vaudoise (+41,1% entre 1985 et 2014). Dans le commerce de détail, il y a même une légère érosion. Par contre, les secteurs de la santé et de l'enseignement ont affiché des progressions solides.

LES TRACES DE LA CRISE DES ANNÉES 1990

La croissance des activités tertiaires s'est globalement accélérée après le tournant du millénaire. Certes, ce constat ne s'applique pas de manière uniforme, certaines branches ayant davantage progressé avant l'an 2000, mais il décrit bien la dynamique dans ce secteur qui représente, selon la mesure (emplois, équivalents plein temps, valeur ajoutée) entre les trois quarts et les quatre cinquièmes de l'économie vaudoise. Cela dit, même si la croissance du tertiaire a été plus rapide que celle du secondaire, l'évolution de la productivité a été à l'avantage de ce dernier. Certes, l'emploi a décliné dans le secondaire, mais la valeur ajoutée y a progressé et la valeur ajoutée par équivalents plein temps a finalement augmenté plus rapidement que dans le tertiaire.

La mise en parallèle des évolutions de l'emploi et de la valeur ajoutée est cependant quelque peu délicate du fait que les données relatives aux valeurs ajoutées dans le canton remontent au milieu des années 1990 et que les changements dans la nomenclature des activités économiques (NOGA) rendent difficile la construction de séries sur le long terme.

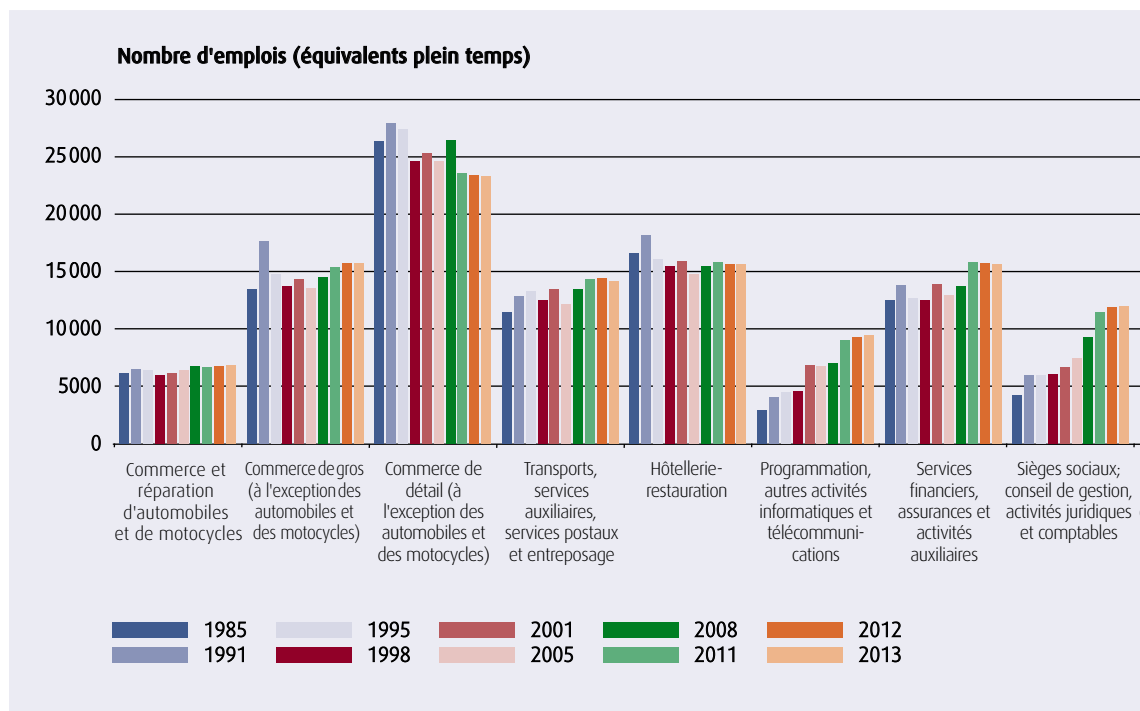
L'évolution du PIB suisse n'en montre pas moins que les années de 1985 à 1990 ont été une période d'essor. L'évolution de l'emploi au niveau national indique que le secteur tertiaire en a sensiblement plus profité que le secondaire. Les données pour le canton de Vaud vont dans le même sens. Les années suivantes, de 1990 à 1997, ont été moins prospères. Comme la Suisse, le canton a dû digérer les effets de l'éclatement de la bulle immobilière survenu à partir de 1991. Les finances publiques ont été sous pression : augmentation de l'endettement, hausse des déficits budgétaires et multiplication des programmes d'économies. Cette période a aussi été celle de la décartellisation et de la libéralisation sur le marché intérieur. Le chômage a augmenté, pour culminer à 7,5% en 1994 dans le canton. Si le secteur

secondaire, et en particulier la construction, a été affecté, l'ensemble de l'économie a été touché et la croissance des activités tertiaires a ralenti. Cette évolution est visible dans les données relatives à l'emploi en Suisse et dans le canton ainsi que dans le PIB suisse.

A partir de 1997, il est possible de mettre en parallèle l'évolution du PIB vaudois calculé par le CREA. Cette année correspond aussi au début de l'amélioration de la situation, avec des déficits qui entament leur baisse et un chômage qui commence à décroître. La période allant de 1997 à 2013, dernière année pour lesquelles les estimations détaillées de la Statistique structurelle des entreprises sont disponibles, a globalement été bonne, avec un PIB vaudois qui affiche une hausse de 2,4% par an en termes

réels, soit une progression cumulée de 45,5%. Elle a cependant été contrastée et a commencé avec un rebond de la croissance jusqu'en 2001. Ont suivi en 2002 et 2003 deux années maigres à la suite de l'éclatement de la bulle internet et des attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. De 2004 à 2008, l'économie vaudoise a connu d'excellentes années, portées notamment par une conjoncture mondiale en forme éclatante. Les nuages ont cependant commencé à s'accumuler en 2008 avec la grande crise financière mondiale, la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers et la grande récession mondiale qui a suivi. Alors que de nombreuses économies ont vu leur niveau d'activité chuter de plusieurs points de pourcentage, le canton s'est distingué par sa résistance avec un repli de son PIB limité à une légère érosion.

Evolution de l'emploi dans le tertiaire par branche



Les années suivantes ont permis à la croissance vaudoise de rebondir, malgré la crise de la dette dans la zone euro et un environnement conjoncturel international globalement peu porteur. Le franc suisse avait cependant commencé à s'apprécier à partir de 2008, en particulier face à l'euro. En septembre 2011, la Banque nationale suisse (BNS) a interrompu ce mouvement en introduisant un cours plancher de 1,20 franc pour un euro.

Elle a cependant abandonné cette politique en janvier 2015, conduisant à une nouvelle appréciation du franc. A l'heure d'écrire ces lignes, la force de la devise helvétique constituait l'un des principaux défis de l'économie vaudoise, lesquels sont abordés dans le chapitre final.

Malgré les hauts et les bas des années 1997 à 2013, l'emploi (en équivalents plein temps) dans le tertiaire a augmenté de 2,0% par an en moyenne sur cette période (pour une hausse de la valeur ajoutée de 2,5% par an). En termes cumulés, la progression est ainsi de 36,8% pour l'emploi (48,5% pour la valeur ajoutée). A titre de comparaison, la progression de l'emploi dans le secondaire est de 19,7% et celle de la valeur ajoutée de 40,9%, illustrant l'avantage, en termes de productivité, de ce secteur mentionné plus tôt.

D'ENTREPRISE À ENTREPRISE

Au niveau des branches, parmi les plus dynamiques du tertiaire figurent des activités de services aux entreprises. Notamment, les activités de soutien ont gagné 8000 emplois en équivalents plein temps

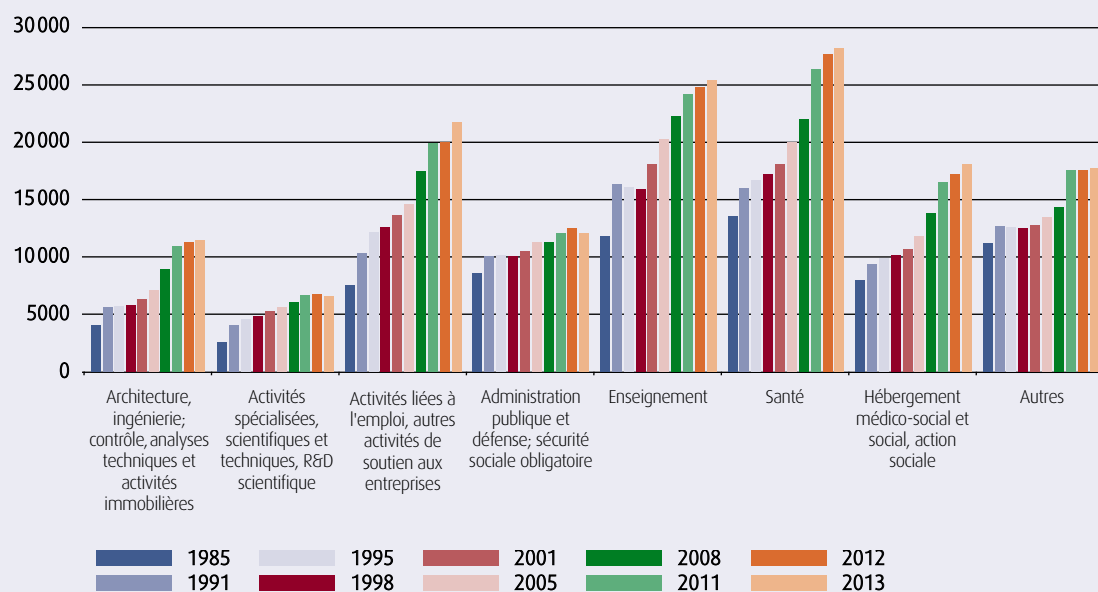


Fig. 26

entre 1985 et 2013, ce qui a conduit à un quasi-triplement de leur taille à 12 600 EPT (+175,2% ou +3,7% par an). Cette branche comprend une multitude de services différents proposés aux entreprises et n'est par conséquent pas aisée à définir. Il y a notamment :

- location et leasing, notamment de véhicules et de machines,
- enquêtes et sécurité,
- services relatifs aux bâtiments, nettoyage et aménagement paysager,
- services administratifs et de soutien aux entreprises,
- organisations de salons professionnels et de congrès,
- centrales d'appels téléphoniques.

Les prestataires qui composent cette branche sont en majorité des microentreprises ainsi que des PME. Mais celle-ci abrite également des sociétés de taille importante, telles que Securitas (sécurité) ou ISS (facility management), selon le classement *Bilan* des principaux employeurs.

En termes de valeur ajoutée, la progression a été similaire à celle de l'emploi: +3,8% par an en termes réels entre 1997 et 2014. La branche pesait en 2014 1,437 milliard de francs (courants).

Certaines de ces activités, la sécurité notamment, se sont développées en réponse aux changements sociétaux. D'autres étaient auparavant souvent effectuées en interne par des entreprises qui sont aujourd'hui clientes de prestataires externes. Au fil des ans, la pression sur les coûts a augmenté, tout comme le niveau de concurrence, et tous les processus ont dû s'accélérer. Cela explique la tendance croissante à déléguer à d'autres des tâches hors du cœur de compétences de l'entreprise. Cela s'observe dans d'autres domaines très spécialisés des services aux entreprises, qui auraient pu être rattachés aux activités de soutien mais qui sont catégorisés à part,

du fait notamment que leurs activités sont plus clairement délimitées, et qui seront passés en revue dans les paragraphes suivants.

Les activités liées à l'emploi en sont un bon exemple. Celles-ci ont gagné quelque 6100 EPT en trois décennies, à plus de 9100 en 2013 (+204,0% ou +4,1% par an). Dans cette activité, si quelques enseignes connues du grand public, telles qu'Adecco ou Manpower, sont présentes, l'essentiel des emplois se situe dans des petites et surtout des moyennes entreprises.

Du point de vue de la valeur ajoutée, la progression s'est inscrite à 6,2% par an en termes réels entre 1997 et 2014, un rythme plus rapide que l'emploi. En 2014, la valeur ajoutée s'inscrivait à 154 millions de francs (courants)

JEUNES POUSES

Le renouveau du tissu économique vaudois s'observe notamment dans les activités spécialisées, scientifiques, techniques et de R&D, qui ont gagné 2200 EPT à 2800 (+391,5% ou +5,9% par an). C'est notamment dans ce domaine que se retrouvent des jeunes pousses comme Spinomix, AC Immune ou Xigen, par exemple, souvent installées sur le campus de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne à Ecublens ou au parc Biopôle au nord de Lausanne. Le Chapitre 1 a déjà évoqué la densification du tissu de start-up dans le canton. Mais l'innovation ne concerne pas que des jeunes pousses.

Ce domaine comprend aussi des activités d'entreprises établies, comme celles d'Edwards Lifescience (fabricant américain de dispositifs pour la chirurgie cardiaque ayant son siège européen à Nyon) ou du groupe vaudois Debiopharm (développement et fabrication de médicaments).

LOGITECH ET SES SUCCESSEURS

Le monde des start-up a façonné ses propres légendes. Dans la Silicon Valley, Bill Hewlett et David Packard fondèrent leur entreprise dans un garage, en 1939... Depuis, le mythe a traversé les Rocheuses, les grandes plaines et l'Atlantique; la Suisse peut elle aussi se flatter de sagas à succès en matière d'innovation. Daniel Borel, le fondateur du fabricant de périphériques informatiques Logitech, n'a-t-il pas démarré en 1981 dans la ferme de ses beaux-parents, à Apples. Fondé en 1997 à Lausanne, le supermarché en ligne LeShop, aujourd'hui propriété de Migros, avait été pionnier à une époque où seulement 7% de la population suisse utilisait Internet.

En 2016, l'écrin du Léman demeure, pour nombre de start-up, mais leur berceau est moins déconcertant de simplicité. Parc de l'Innovation à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), où Logitech a aujourd'hui son quartier général, Biopôle à Epalinges, Y-Parc à Yverdon-les-Bains, Technopôle de l'environnement à Orbe, Institut suisse de soudure à Sainte-Croix, les jeunes pousses prometteuses émergent désormais le plus souvent dans des structures sur mesure. La collaboration avec les hautes écoles a été institutionnalisée. Le « guichet unique » pour start-up Innovaud peut diriger les entrepreneurs en phase de démarrage et leur présenter la palette de possibilités en matière de financement.

La grande majorité des start-up vaudoises se concentre sur quelques domaines extrêmement pointus, biotech et pharma, medtech et diagnostic, nanotechnologie ainsi que technologies de l'information. Mais qui seront les futurs Logitech? Ou les futures licornes helvétiques, pour employer le langage des financiers qui désignent ainsi les sociétés high-tech dont la valeur dépasse le milliard de francs? Les candidats ne manquent pas. Parmi les plus célèbres: le laboratoire biotechnologique AC Immune, fondé en 2003, qui cherche un médicament capable de combattre la maladie d'Alzheimer, envisage une entrée en bourse.

Fondée en 2001, Symetis a dû ajourner sa première cotation à l'automne 2015 en raison de la volatilité subite des marchés. Mais la société spécialisée dans les dispositifs d'implantation de valve aortique transcathéter n'en devrait pas moins atteindre le seuil de rentabilité d'ici à la fin 2016. Dans les nanotechnologies, la jeune start-up Abionic, fondée en 2010, ambitionne de devenir le « Nespresso » des systèmes de diagnostic des allergies. Toutes trois sont basées au Parc de l'Innovation de l'EPFL.

Créée en 2011, Sophia Genetics, active dans le dépistage génétique, a quant à elle déjà quitté l'EPFL, pour s'établir en janvier 2015 à quelques encablures, à Saint-Sulpice. Le fabricant de drones de nouvelle génération Sensefly a quitté la haute école en 2013 pour emménager à Cheseaux-sur-Lausanne. Le spécialiste en cybersécurité Netguardian est, quant à lui, issu de la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (HEIG-VD) et basé à Y-Parc. La proximité des hautes écoles a généré une pépinière de start-up, laquelle a dépassé la région zurichoise en matière de levées de fonds en 2014. Vaud a fait désormais sa place sur la carte européenne de l'innovation, aux côtés de Londres, Berlin et Stockholm.

Sans oublier que derrière les start-up, les entreprises « traditionnelles » ne ménagent pas leurs efforts en matière de technologies de demain: le géant du cryptage Kudelski dispose d'une division consacrée à la cybersécurité depuis 2012. Leclanché développe à l'EPFL une batterie de nouvelle génération pour stocker l'énergie solaire. Le groupe biopharmaceutique Debiopharm finance une chaire à l'EPFL (transduction des signaux dans l'oncogénèse) tout en agissant en tant que capital-investisseur dans de multiples sociétés en démarrage. Nestlé dispose d'un institut de recherche en nutrition à l'EPFL... De toute évidence, la région n'a jamais été aussi dynamique en matière d'innovation.

La croissance a été inégale et, sur la période de 1997 à 2014, la valeur ajoutée a progressé en termes réels à +2,9%, un rythme similaire à l'emploi (+3,1% sur la période). En 2014, la valeur ajoutée s'inscrivait à 881 millions de francs (courants). Ces chiffres doivent être considérés avec prudence, la valeur ajoutée des activités immatérielles – dont font partie les activités d'innovation – est difficile à estimer.

ENTREPRISES MULTINATIONALES

Une autre branche qui a connu un développement important dans le canton est celle des activités de sièges sociaux et le conseil de gestion. Dans ce domaine, les effectifs ont progressé en trente ans de 7700 EPT à 11400, ce qui correspond également à un triplement de taille (+208,4% ou +4,1% par an). Les conseils en gestion, mais aussi d'autres domaines comme les conseils en relations publiques, ont connu un essor important.

Mais la croissance de la branche découle avant tout des activités de siège, en lien avec l'installation dans

le canton de quartiers généraux d'entreprises multinationales, certaines connues, d'autres moins. L'attrait du canton provient de sa situation géographique au cœur de l'Europe: la ville romaine d'Aventicum – aujourd'hui Avenches – n'était-elle pas située à mi-chemin entre le Rhin et le Rhône? Aujourd'hui, Vaud fait partie du bassin desservi par l'Aéroport international de Genève. Il dispose aussi d'une main-d'œuvre qualifiée et offre un cadre de vie agréable ainsi que la stabilité politique et la sécurité juridique pour lesquelles la Suisse est appréciée.

De plus, la fiscalité est une dimension importante pour les candidates à une implantation. C'est l'un des leviers utilisés dans la concurrence que se livrent les nombreux sites cherchant de par le monde à attirer des multinationales. Comme la législation fédérale le permet aux cantons, Vaud dispose et fait usage de la possibilité d'imposer de manière différenciée les sociétés dont l'activité est essentiellement orientée vers l'étranger, comme les sociétés de négoce ou les quartiers généraux, et les entreprises actives

Entreprises de la promotion exogène par secteur d'activité

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Industrie	7	25	20	14	15	9
Secteur secondaire	7	25	20	14	15	9
Commerce et réparations	5	14	2	5	13	6
Information et communications	0	12	6	11	8	6
Activités financières, assurances	7	0	12	19	33	17
Services aux entreprises, act. imm.	3	97	2	0	5	5
Activités spécialisées et scientifiques	0	0	1	9	5	7
Autres activités de service	6	7	12	9	11	20
Secteur tertiaire	57	40	35	53	75	61
Total	64	65	55	67	90	70

Sources: Développement économique du Canton de Vaud (DEV), Service de la promotion économique et du commerce, CREA

principalement en Suisse. Ces régimes d'allègements fiscaux portent le nom de statuts spéciaux et permettent aux entreprises de voir, en fonction de leur situation, leurs bénéfices taxés à des taux situés entre 8 et 11%, plutôt qu'au taux ordinaire d'environ 22% (taux net en 2015: 22,33%).

Le canton a aussi utilisé l'instrument des exonérations fiscales temporaires découlant des « arrêtés Bonny ». Ces dispositifs font référence à la proposition, dans les années 1970, de l'ancien directeur de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT, ancêtre du SECO), Jean-Pierre Bonny, de mettre en place des mécanismes financiers, dont des allègements au niveau de l'impôt fédéral direct, pour aider les régions confrontées à la crise horlogère à réorienter leur économie. L'arrêté original a été prolongé et transformé à plusieurs reprises durant les décennies suivantes et une large part du territoire vaudois a été incluse dans son aire d'application durant la crise des années 1990, Vaud ayant fait partie des cantons les plus touchés par

cette dernière. En 2008, l'arrêté Bonny a été remplacé par la loi fédérale sur la politique régionale (NPR).

C'est aussi au milieu des années 1990 que le canton est devenu proactif dans sa recherche de sociétés étrangères désireuses de s'installer sur son territoire. Il s'est doté d'une entité de promotion économique, le Développement économique vaudois (DEV). Le chemin fut parsemé d'embûches et il n'y eut pas que des succès. Les statistiques sont rares, mais celles du DEV montrent bon an mal an 30 à 60 installations par an dans le canton. Le rythme s'est ralenti à partir de 2008, aux environs de 30 implantations par année. Cela peut s'expliquer en partie par la fin de l'arrêté Bonny, mais il s'agit aussi d'un effet indirect de la crise financière. Les multinationales sont en effet devenues plus attentives à leurs investissements en Suisse, en raison de l'appréciation du franc, mais aussi des incertitudes liées à la fiscalité, en particulier à l'avenir des statuts spéciaux. Depuis 2005, ces derniers faisaient en effet l'objet de pressions croissantes de la part de l'UE, puis de l'Organisation de coopération et de développement écono-

2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
5	1	08	17	19	1	5	4	6
5	1	08	1	7	91	5	4	6
7	4	1	0	0	3	0	0	0
8	8	14	4	13	1	4	2	2
1	06	6	0	0	2	1	2	0
3	1	1	0	0	6	4	2	3
3	10	0	0	7	20	16	20	24
1	2	53	12	8	7	9	6	1
32	54	25	16	28	39	34	32	30
37	64	33	33	47	40	39	36	36

Fig. 27

miques (OCDE), qui les considèrent comme une forme de concurrence déloyale. En dernier lieu, la baisse de rythme des implantations à partir du tournant de la décennie peut s'expliquer par le fait que le canton ne tient désormais plus pour stratégique l'installation de sièges régionaux ou mondiaux de multinationales. De manière générale, l'utilisation par le canton d'allègements fiscaux a fait parfois l'objet de controverses. Elle a néanmoins contribué au renouvellement du tissu économique vaudois, au redressement des finances cantonales ainsi qu'à l'essor de l'économie vaudoise après le tournant du millénaire. Le bilan est positif. Selon une analyse confiée au CREA et portant sur la situation en 2011, quelque 218 sociétés mixtes ont versé 447 millions de francs d'impôts cantonaux et fédéraux, dont 141 millions sont revenus au canton. Les impôts directs de leurs quelque 9200 collaborateurs étaient estimés à 170 millions. De plus, en termes d'effets induits, chacun de ces collaborateurs est associé à 1,7 emploi supplémentaire dans le reste de l'économie.

Il n'en reste pas moins que la page des statuts spéciaux est en passe de se tourner. En réponse aux critiques de l'UE et de l'OCDE, et afin d'éviter de voir la Suisse inscrite sur une liste grise synonyme au pire de sanctions ou au mieux de chicanes pour ses entreprises, Berne a décidé leur abolition dans le cadre de la troisième Réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), encore en cours de discussion au Parlement au début 2016. Pour compenser l'alignement des taux d'imposition «spéciaux» sur le taux ordinaire, le canton de Vaud a choisi d'abaisser ce dernier à 13,79% (net). Afin que les entreprises concernées bénéficient d'une certaine sécurité juridique, le canton a adopté ses propres dispositions en 2015, alors que la législation fédérale n'était pas encore sous toit. Un comité référendaire a toutefois réuni le nombre de signatures nécessaires pour que cette réforme soit soumise au peuple et la votation aura lieu le 20 mars 2016. De plus, un référendum est ensuite probable au plan fédéral à l'issue de délibérations des Chambres.

Dans ce domaine également, sur la période de 1997 à 2014, la valeur ajoutée a progressé en termes réels à un rythme similaire à l'emploi, de +4,0%. En 2014, la valeur ajoutée s'inscrivait à 1,556 milliard de francs (courants).

LES MÉDIAS CHAMBOULÉS

Dans les services aux entreprises, les activités spécialisées, scientifiques et techniques, un domaine qui comprend divers métiers ayant en commun d'être spécialisés et à valeur ajoutée, agences de publicité et régies médias, sociétés d'études de marché, cabinets de design ou d'architecture d'intérieur, studios et labo photo, interprétation et traduction. Ce domaine a vu ses effectifs croître de 1800 EPT en trois décennies, à 3800, ce qui signifie que ceux-ci ont pratiquement doublé (+91,0% ou +2,3% par an). Après avoir culminé à l'époque du début de la crise financière, ces activités ont cependant connu un repli, dû notamment à une baisse des effectifs dans la régie publicitaire.

Cela reflète notamment les difficultés rencontrées par celui qui fut le leader des régies publicitaires en Suisse, Publicitas, en raison de la concentration dans la presse, des changements structurels dus à l'essor des médias internet et de la déprime du marché publicitaire qui s'est installée après la crise financière. La perte en 2010 de l'exclusivité de la régie publicitaire des journaux suisses du groupe lausannois Edipresse, à l'époque à l'aube de leur rachat par l'éditeur zurichois Tamedia, a aussi joué un rôle. En 2014, Publicitas a été repris par la société de private equity allemande Aurelius, tandis que sa maison mère, PubliGroupe, dont le siège était à Lausanne, a été rachetée par l'opérateur de téléphonie Swisscom.

Au final, la valeur ajoutée ressort en repli de 2,5% en termes réels par an entre 1997 et 2014. En francs courants, elle s'inscrivait à 296 millions en 2014.

Domaine voisin de la publicité, l'édition, les médias et la production audiovisuelle ont connu une légère expansion: 200 EPT supplémentaires à 2700 (+6,9% ou +0,2% par an). Une érosion dans l'édition de journaux, l'édition sonore ou la projection de films en cinéma a été compensée par un développement des activités de production vidéo, voire l'arrivée en 2005 de nouveaux titres, les quotidiens gratuits *20 minutes* et *Le Matin Bleu*, qui ont fusionné (sous le titre du premier) en 2009.

En termes de valeur ajoutée, la branche s'est contractée, de -1,4% par an en termes réels entre 1997 et 2014, reflétant les difficultés structurelles auxquelles elle est confrontée et les effets de la crise financière et économique internationale qui a débuté en 2008. En 2014, la branche pesait 322 millions de francs (courants).

INFORMATIQUE: UNE RÉVOLUTION CHASSE L'AUTRE

Autre progression marquée: celle des services informatiques. En 1985, l'ordinateur est un jeune quarantenaire. Les systèmes centraux ont colonisé les entreprises, le Groupement romand de l'informatique souffle ses quatorze bougies, des sociétés de service sont déjà bien présentes et les premiers diplômés en informatique font leur apparition. La branche compte environ 1000 EPT dans le canton et elle est en ébullition. Depuis quelques années, on parle de micro-informatique, d'ordinateur sur un bureau et plus uniquement dans un centre de calcul: le PC d'IBM a déjà quatre ans et le Macintosh fête son premier anniversaire. La Suisse a même ses champions nationaux, comme le Smaky 100, conçu par les équipes du professeur Jean-Daniel Nicoud au Laboratoire de micro-informatique (LAMI) de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et apparu la même année que le Mac. Le public découvre aussi un drôle de mulot qui permet de piloter son ordinateur sans utiliser le clavier. Il ignore souvent que le LAMI a joué

un rôle central dans le perfectionnement de la souris (inventée dans les années 1960 aux Etats-Unis), qu'une société de la Vallée de Joux fait partie des premiers fabricants de ces dispositifs et qu'une jeune start-up vaudoise, du nom de Logitech, est en train de devenir l'un des principaux fabricants mondiaux. Cependant, la plus grande partie de l'emploi dans le canton concerne les services et la programmation. D'ailleurs, la production de masse de Logitech se fera en Asie.

En 2013, la branche informatique compte 7300 EPT, 6300 de plus qu'en 1985. La progression est ainsi de 618,5% en termes cumulés ou de 7,3% par an. La valeur ajoutée a aussi progressé fortement entre 1997 et 2014, de 5,8% par an en termes réels. En francs courants, elle représentait 1,187 milliard en 2014.

Mais, le paysage a complètement changé. Si Apple et Logitech sont toujours là, IBM ne fabrique plus d'ordinateurs personnels tandis que les Smaky sont devenus des objets de musée et la société qui les vendait, Epsitec, s'est reconvertie dans les logiciels. Dans certains cas, la souris est remplacée par un écran tactile intégré à une tablette ou un téléphone. En trente ans, l'informatique a connu de multiples révolutions: interface graphique, augmentation de la puissance de calcul, banalisation du PC, standardisation des logiciels, effondrement des prix, généralisation des réseaux informatiques, puis d'internet et du web, la nouvelle économie, le bug de l'an 2000, puis l'éclatement de la bulle internet en 2001. La première décennie et demie a été la meilleure avec une croissance de l'emploi deux fois plus rapide (+9,1%) que durant la période qui suivra (+4,9%).

Non que les années après 2001 n'aient pas été animées. Malgré l'éclatement de la bulle internet, le web a continué d'étendre sa toile. Les attentes sont devenues plus réalistes et bon nombre de PME vaudoises disposent désormais d'une boutique en ligne.

Pour de nombreuses entreprises du canton, le web, quand il ne s'agit pas d'applications pour tablette tactile ou téléphone sont devenus des canaux très importants de contact avec leur clientèle. Quant à l'informatique traditionnelle, elle est plus présente que jamais. Les serveurs et le réseau informatique constituent aujourd'hui la colonne vertébrale de nombreuses sociétés, mais il s'agit maintenant souvent de produits standards assemblés. Les solutions sur mesure se sont faites plus rares, ce qui contribue à expliquer le ralentissement de la croissance de l'emploi dans la branche à partir de 2001.

Domaine connexe à l'informatique, les télécommunications ont connu une évolution encore plus dramatique. En trente ans, les effectifs de la branche n'ont augmenté que de 9,7% sur une base cumulée (0,3% par an), progressant de quelque 200 EPT à 2100. Mais si la période de 1985 à 2001 a quand même vu la création de 800 EPT (+40,2% ou +2,1% par an), à 2700. Par contre, les effectifs ont reculé de 600 postes ensuite (-21,8% ou -2,0% par an).

Certes, on téléphone davantage aujourd'hui qu'il y a 30 ans. Le web est aussi répandu que la télévision alors qu'il n'existait même pas à l'époque. Le canton abrite aussi l'un des trois opérateurs de téléphonie mobile en Suisse, fondé sous le nom d'Orange en 1998 par l'opérateur britannique du même nom et le conglomérat allemand Viag et dont le siège est toujours à Renens. Mais la société a changé de propriétaire à plusieurs reprises. Elle a été rachetée en février 2015 par l'entrepreneur français Xavier Niel, puis rebaptisée Salt quelques mois plus tard. Au fil des ans, l'opérateur a aussi réduit ses effectifs, passant d'environ 1700 personnes à moins de 900 à fin 2014 (dernier chiffre publié) et transféré des activités ailleurs en Suisse. Ainsi, en 2003, le centre d'appel de Bussigny-près-Lausanne a été fermé au profit de celui de Bienne. Cette évolution a été loin de constituer une exception dans le monde mouvementé des télécommunications.

La pression sur les prix, la concurrence, un opérateur historique – Swisscom – qui défend sa position sur le marché et les innovations techniques continues sont également extrêmement présents dans cette industrie, qui nécessite de plus des investissements importants dans le réseau. Banalisation des services, malgré leur très haut degré de technicité, automatisation des tâches, mutualisation ou sous-traitance expliquent le déclin des effectifs depuis 2001.

La valeur ajoutée dans les télécommunications a suivi une évolution similaire à celle de l'emploi, avec une progression marquée jusqu'en 2006 (+11,5% par an en termes réels), puis quelques années volatiles jusqu'à 2011 (+1,2% par an) et un déclin jusqu'en 2014 ensuite (-1,0% par an). En francs courants, la branche pesait 544 millions de francs en 2014.

Informatique et télécommunications ont ainsi en commun de s'être transformées en quelques années de domaines riches en promesses et en opportunités en des secteurs difficiles et plus concurrentiels.

ESSOR DU MARCHÉ IMMOBILIER

Si la pierre a connu ses propres vicissitudes, elle est finalement restée fidèle à sa réputation. Le chapitre précédent détaille le trou d'air traversé dans les années 1990 par la construction après l'éclatement de la bulle immobilière puis le rétablissement de cette branche, grâce à la dynamique conjoncturelle, la démographie et la baisse des taux d'intérêt hypothécaires. Mais cette évolution a aussi eu des effets dans le secteur tertiaire.

Cela se reflète en particulier dans l'essor des bureaux d'architectes et ingénieurs, qui ont vu leurs effectifs progresser de 5100 EPT en trente ans, à plus de 7800 (+187,3% en termes cumulés ou +3,8% par an). Après des années 1980 favorables, les années 1990 ont été moins porteuses, avec une stagnation vers le milieu de la décennie. A l'approche du

tournant du millénaire, le ciel s'est dégagé et une nouvelle période de croissance a pu commencer.

Sur le plan de la valeur ajoutée, la croissance en termes réels s'est inscrite à 1,4% par an entre 1997 et 2014. En 2014, la branche pesait 1,232 milliard de francs (courants).

La part la plus importante de la demande a concerné le marché du logement. En témoigne le doublement des travaux prévus pour des objets d'habitations dans le canton (selon les demandes de permis de construire), de 1,7 milliard de francs en 2000 à 3,8 milliards en 2012 (+118%). La dynamique est moins marquée dans les constructions à vocation commerciale, administrative ou artisanale (+20%, à 733 millions). Une part importante est liée à la construction de propriétés par étages. Une pénurie de logements dans le canton et le bas niveau des taux d'intérêt incitent un nombre croissant de Vaudois à devenir propriétaires. En raison de la rareté des terrains effectivement disponibles dans certaines parties du canton, l'activité de construction peine à satisfaire la demande et les prix sont multipliés par trois entre 2000 et 2015. Mais la progression a commencé à ralentir à partir de 2013, en raison du niveau élevé atteint par les prix et des mesures prises par les autorités en raison du risque de gonflement de bulle.

Quoi qu'il en soit, tous les projets ont dû être conçus avant d'être construits, ce qui explique la croissance des effectifs des bureaux d'ingénieurs et architectes.

En aval, les constructions ont aussi dû être commercialisées et gérées. De sorte que les activités immobilières, qui sont en grande partie constituées par les agences immobilières et les régies d'immeubles, ont vu leurs effectifs progresser de 2700 EPT, à 4200 (+182,0% ou +3,8% par an). Ces activités ont également connu un creux durant les années 1990, avant de renouer avec la croissance au début du

millénaire : +7,0% par an depuis 2001. La valeur ajoutée a évolué selon un schéma similaire, avec un repli de 3,5% par an en termes réels entre 1997 et 2002, suivi d'une hausse de 3,0% par an ensuite. Globalement, elle a ainsi progressé de 0,9% par an en moyenne jusqu'en 2014, année où la branche pesait 775 millions de francs (courants).

Par ailleurs, les activités immobilières constituent un exemple de nombreuses activités qui sont à cheval sur les services aux personnes et aux entreprises. Leur clientèle comprend aussi bien des entreprises ou des institutionnels que des particuliers, et parfois un mélange de ces catégories dans les cas où l'entreprise agit en tant qu'intermédiaire.

AVOCATS, TRANSPORTS ET PENDULAIRES

Dans les branches difficiles à classer sous l'angle de la nature de leur clientèle, entreprises ou particuliers, il y a également les activités juridiques et comptables : bureaux d'avocats et fiduciaires. Ces activités ont gagné en trois décennies 2900 EPT à près de 5000 en 2013 (+138,1% ou +3,1% par an). La progression de la valeur ajoutée est également mesurée : +0,6% en termes réels entre 1997 et 2014, année où la branche a généré près de 716 millions de francs (courants).

Les activités de transport, entreposage et service postal sont aussi de celles qui servent autant les entreprises que les particuliers. Elles ont gagné 2700 EPT à 14200 (+23,6% ou +0,8% par an), notamment grâce aux transports urbains, au fret routier. A l'inverse, les effectifs des transports ferroviaires et du service postal universel se sont repliés. La valeur ajoutée a progressé à un rythme similaire à l'emploi, +1,0% par an en termes réels entre 1997 et 2014. La branche pesait en 2014 1,776 milliard de francs (courants).

D'une part, la croissance dans les transports a été alimentée par la croissance économique : activités logistiques des entreprises, transport de matériaux

de construction, fret de marchandises dans le secteur du commerce de détail expliquent une partie du développement de l'activité.

Une autre provient de l'augmentation de la pendularité. Une étude présentée dans le cadre du PIB romand en 2013 avait mis en évidence une croissance entre 1900 et 2010 des flux pendulaires sortant et surtout entrant dans le canton de Vaud. En 1990, 96% des actifs vaudois travaillaient dans leur canton. En 2010, ils n'étaient plus que 86%. En sens inverse, 92% des personnes travaillant dans le canton en 1990 étaient des Vaudois, alors qu'ils n'étaient plus que 82% vingt ans plus tard. Entre-temps, le nombre de Vaudois se rendant à Genève, Fribourg, Neuchâtel, en Valais ou à Berne pour gagner leur vie a augmenté. De même qu'un nombre croissant de Fribourgeois, de frontaliers, de Valaisans, de Genevois, de Neuchâtelois et de Bernois sont venus occuper des emplois dans le canton. Une part de ces personnes a recours aux transports publics pour se déplacer.

Ces évolutions sont significatives, mais les quantifier de manière exacte est délicat. Les données proviennent des Recensements fédéraux de la population et les comparaisons entre les différentes années à ce niveau de détail peuvent donner des résultats imprécis. Il ressort cependant clairement que tant le nombre de pendulaires venant travailler dans le canton que celui des Vaudois ayant un emploi hors du canton a augmenté d'environ un dixième.

De même, l'évolution des flux de pendulaires à l'intérieur du canton est difficile à appréhender. Ce que montrent les données du dernier recensement disponible à l'heure d'écrire ces lignes (datant de 2013), c'est que, dans de nombreux districts, une majorité de la population active se rend ailleurs pour travailler: Broye, Gros-de-Vaud, Lavaux-Oron, Morges, Nyon et Ouest lausannois. Nyon mis à part et Lausanne en plus, ces districts accueillent aussi durant la journée une population de pendulaires supérieure à leur population active.

CHAMBOULEMENTS SUR LA PLACE FINANCIÈRE

Evolution contrastée également dans les services financiers. Ce sont principalement les activités dites auxiliaires, notamment le courtage en assurances, qui ont constitué un relais de croissance: 3700 EPT de plus entre 1985 et 2013, à 4200 (+748,2% ou +7,9% par an). L'emploi dans le secteur bancaire proprement dit n'a que marginalement progressé: 300 EPT supplémentaires sur la période, à un peu plus de 7000 (+5,1% ou +0,2% par an). L'assurance a par contre perdu 900 postes à 4400 (-17,0% ou -0,7%).

Prises ensemble, ces branches ont gagné en trente ans 3200 EPT (+25,2% ou +0,8% par an), à 15700. Du côté de la valeur ajoutée, la hausse est de 3,3% par an en termes réels entre 1997 et 2014, soit un rythme de croissance plus de deux fois plus élevé qu'au niveau de l'emploi (+1,4% par an entre 1997 et 2013). En 2014, la branche pesait 3,398 milliards de francs (courants).

Entre la concentration dans le domaine de l'assurance, l'éclatement de la bulle immobilière des années 1990, la concentration dans le domaine bancaire, quelques krachs boursiers (octobre 1987, éclatement de la bulle internet, crise financière) ou la généralisation d'Internet, les services financiers ont connu une profonde transformation.

Dans le domaine de l'assurance, les années 1980 et la décartellisation ont alimenté une vague de fusions et acquisitions au niveau suisse, aussi bien dans le secteur vie que dans celui de l'assurance choses. Des enseignes comme La Genevoise, La Neuchâteloise, La Bernoise, La Suisse ou Union Suisse ont disparu du marché. De plus, les pertes dans les portefeuilles d'actions lors de l'éclatement de la bulle internet ont été douloureuses pour de nombreuses compagnies. L'impératif de rationalisation et l'utilisation des économies d'échelle expliquent la baisse de l'emploi dans la branche. Cependant, cette baisse est en partie compensée par une hausse de l'emploi

dans l'assurance maladie. De plus, le canton reste une place importante dans ce domaine (voir encadré en page 72) : il abrite les sièges sociaux de quelques compagnies, La Vaudoise, Retraites populaires, Assura, ainsi que des sièges spécialisés de La Mobilière (vie) et de Generali (non-vie) à Nyon.

En termes de bouleversements, la place bancaire vaudoise n'est pas en reste. Elle s'est, en particulier, profondément transformée après l'éclatement de la bulle immobilière en 1991. Au plan suisse, l'enseigne de la Banque populaire suisse a disparu, avec l'absorption en 1993 de l'établissement par Credit Suisse. Dans le canton, c'est la Banque vaudoise de crédit qui a été reprise la même année par la Banque cantonale vaudoise (BCV), tandis que la Caisse d'épargne et de crédit est passée dans le giron du Credit foncier vaudois. Deux ans plus tard, ce dernier fusionne à son tour avec la BCV. En 1998, c'est l'enseigne de la Société de Banque Suisse qui disparaît au moment de la fusion avec UBS. La période a aussi vu la place vaudoise s'enrichir. Swissquote, notamment, devenu le leader du négoce en ligne en Suisse, a vu le jour à la fin des années 1990 à Gland.

Avec ses 15 700 emplois en équivalents plein temps, la place financière vaudoise est la 4^e de Suisse. En termes d'emplois, l'activité bancaire vaudoise, longtemps 5^e derrière le Tessin, est passée devant cette dernière au début de la deuxième décennie du nouveau millénaire.

RUDE CONCURRENCE DANS L'HÔTELLERIE-RESTAURATION

L'hôtellerie-restauration a, pour sa part, perdu près d'un millier d'EPT en trente ans, à 15 600 (-5,6% ou -0,2% par an). Les deux tiers du recul proviennent de l'hébergement, passé de 5600 en 1985 à 5000 EPT en 2013. Sur la période 1997 à 2014, la valeur ajoutée de la branche s'est repliée en termes réels à un

rythme similaire à l'emploi : -0,3% par an. En 2014, celle-ci pesait 876 millions de francs (courants).

L'hôtellerie passe par une longue phase de changement structurel. L'un des principaux facteurs de changement réside dans la concurrence croissante entre destinations touristiques au plan mondial. De ce fait, après avoir stagné depuis les années 1970, le nombre de nuitées a commencé à reculer au cours des années 1990 dans les régions touristiques traditionnelles suisses. Avec une baisse de 8,9% en trois décennies (1986-2014 dans ce cas), le canton s'en est cependant mieux sorti que les Grisons ou le Valais, notamment grâce au soutien du tourisme d'affaires et des congrès. De plus, Le repli a concerné les hôtes venant de l'étranger (-14,3%), les Suisses étant restés fidèles aux hôtels vaudois.

Non que les touristes étrangers aient boudé le canton. Le nombre d'arrivées a même augmenté de 12,7%, mais la durée moyenne des séjours s'est réduite de 24,0%, de 3,1 à 2,3 jours. Après l'éclatement de la crise financière, les questions du franc fort et de la conjoncture déprimée dans plusieurs pays européens, provenance traditionnelle des hôtes des hôtels vaudois, ont pesé du mauvais côté de la balance, tandis que la clientèle de pays lointains est restée présente. Du côté des Suisses, les séjours se sont raccourcis de manière encore plus accentuée, de 3,4 à 1,9 jour (-45,1%), mais le nombre de séjours a augmenté de 82,1%. Cette évolution a conduit à un phénomène de concentration, avec une hausse du nombre de lits par établissement.

Dans la restauration, les changements sont aussi profonds, même si l'emploi, 10 600 EPT, n'a que faiblement reculé : 300 équivalents plein temps en moins en trente ans (-2,7% ou -0,1% par an). Les raisons de cette évolution sont différentes. Les changements des habitudes de consommation (raccourcissement de la pause de midi et report vers des offres de restauration rapide), voire l'abaissement en 2005 à 0,5‰ du taux

VAUDOISE ASSURANCES, L'UN DES DERNIERS INDÉPENDANTS

Hors caisses maladie, il ne reste plus qu'un assureur traditionnel indépendant romand: la Vaudoise Assurances. Fondée en 1895, cette compagnie est née d'une exigence légale: deux lois fédérales sur la responsabilité civile des fabricants obligèrent les employeurs, vers la fin du 19^e siècle, à assurer leur personnel contre les accidents professionnels.

Prenant son destin en mains, la Société industrielle et commerciale du canton de Vaud décida de fonder l'Assurance Mutuelle des entrepreneurs et industriels du canton de Vaud contre les accidents, rebaptisée plus tard Assurance Mutuelle Vaudoise. Dès son origine, la majorité du capital fut confiée à une coopérative, la Mutuelle Vaudoise, structure qui la protégea – comme La Mobilière à Berne – jusqu'à aujourd'hui de toutes velléités de rachat, nombreuses, émanant de concurrents suisses et étrangers.

L'expansion hors du canton de Vaud, d'abord en Suisse romande, puis outre-Sarine, intervint peu à peu, dès le début du 20^e siècle. L'ancêtre de la Vaudoise se diversifia alors assez rapidement dans les différents secteurs de l'assurance, choses puis 2^e pilier (cédées en 2005) et vie, au-delà de la simple couverture des accidents professionnels. La compagnie occupe aujourd'hui 1500 collaborateurs et a son siège à Lausanne, à la place de Milan, dans un bâtiment construit par l'architecte Jean Tschumi. Elle fait partie des dix plus grands assureurs du pays et affiche année après année une solidité financière et une rentabilité remarquées tant par les observateurs de la branche que la concurrence.

Les activités d'assurances sont historiquement bien ancrées en terres vaudoises... puisque c'est à Lausanne qu'est née la deuxième plus ancienne compagnie helvétique, la Suisse Assurances. Acquisée à la fin des années 1980 par Swiss Life, cette société qui avait alors une assise internationale a finalement été démantelée en 2005. Depuis 2007, le canton abrite l'un des deux sièges de Generali Suisse, à Nyon. Cette année-là, l'entité

helvétique de l'assureur italien choisissait la cité lémanique pour regrouper l'ensemble des collaborateurs jusqu'alors scindés entre Nyon et Genève, ville qui avait vu naître Union Suisse Assurance, l'ancêtre de Generali Suisse. Ce sont plus de 500 collaborateurs qui travaillent à Nyon.

Nyon abrite également Mobilière Vie, anciennement Providentia. Fondée en 1946 déjà en partenariat avec la Mobilière, qui en prendra le contrôle total au début des années 1990, cette société est active dans le domaine vie, pour lequel elle a fait œuvre de pionnière en Suisse romande. Avec 450 collaborateurs, les bureaux nyonnais s'occupent également de réassurance d'institutions de prévoyance semi-autonomes.

Pour compléter ce tableau, il y a aussi Retraites Populaires, à Lausanne, qui sont en totalité en mains publiques. Active en particulier dans l'assurance-vie et la prévoyance professionnelle, l'entreprise occupe 370 collaborateurs.

Côté assurance-maladie, Vaud n'est pas en reste avec Assura, quatrième acteur de la branche en Suisse, basé à Pully. Fondé en 1978, ce groupe compte un millier de collaborateurs. On soulignera encore la forte présence du Groupe Mutuel, premier assureur national depuis l'intégration, en 2014... du vaudois Supra, l'un des plus anciens assureurs-maladie du pays, mais dont le secteur prestations complémentaires (Supra Assurances) avait été déclaré en faillite en 2012 par l'autorité de surveillance, la Finma. Groupe Mutuel emploie quelque 170 collaborateurs dans son centre de service de Lausanne, l'un des cinq que compte la société en Suisse.

d'alcoolémie maximum toléré au volant ou dans une certaine mesure l'interdiction de fumer dans les lieux publics du canton depuis 2009, ont joué un rôle. La crise des années 1990 également: la baisse des effectifs dans la branche remonte à cette période. Depuis le milieu des années 1990, l'emploi s'est légèrement redressé, grâce au développement d'offres telles que les services de traiteur. La disparition de la clause du besoin en 1995 a conduit à une augmentation de l'offre. La branche est cependant dans une situation délicate, du fait que les nouveaux entrants manquent souvent d'expérience et cessent leur activité peu après le début de celle-ci: chaque année, 30% des établissements changent d'exploitants.

CONTRASTES DANS LE COMMERCE

Egalement confronté à un effritement des effectifs, le cas du commerce est différent. Malgré l'augmentation de la population et l'arrivée de nouvelles enseignes dans le canton, le nombre d'emplois en équivalents plein temps a reculé de près de 200 EPT entre 1985 et 2013, à 45 800 (-0,4% ou -0,01% par an). Ce repli s'explique par une baisse de 3000 EPT dans le commerce de détail (-11,4% ou -0,4% par an), à 23 300, presque compensé par des hausses dans le commerce et réparations d'automobiles (+700 EPT à 6800, +10,8% ou +0,4% par an), ainsi que dans le commerce de gros (+2200 EPT à 15 700, +16,0% ou +0,5% par an).

Dans le commerce de détail, la baisse de l'emploi s'est accentuée depuis le début du millénaire. Elle s'observe de manière assez générale dans l'ensemble de la branche. La concurrence des grandes surfaces pour le petit commerce, les efforts de rationalisation pour les grandes surfaces, la concurrence du commerce en ligne pour tout le monde, la dématérialisation de certains types d'articles, comme la musique, ou le tourisme d'achat expliquent cette évolution. Parmi les exceptions figurent en particulier les pharmacies, les magasins d'articles de bricolage et jardinage ou les stations-service.

Dans le commerce de gros, la progression s'observe avant tout dans les médicaments, les articles médicaux et chirurgicaux, ainsi que dans le commerce de matériaux de construction. Dans le domaine de l'automobile, la libéralisation du marché décidée en 2002 par la Commission de la concurrence a eu relativement peu d'effet. Celle-ci visait à permettre les importations parallèles de véhicules automobiles en provenance d'Europe, dissocier la vente du service après-vente, faciliter l'accès aux pièces détachées et aux informations techniques pour les réparateurs indépendants et permettre les garages multimarques.

Sur le plan de la valeur ajoutée, les trois sous-domaines du commerce ont également affiché des évolutions contrastées, quoique toutes positives. Dans le commerce de gros, la hausse a été de 5,0% par an en termes réels entre 1997 et 2014, pour un poids en 2014 de 4,307 milliards de francs (courants). Le commerce de détail affiche pour sa part une progression annuelle de 3,1% et une valeur ajoutée nominale de 2,388 milliards en 2014. Enfin, la croissance dans le commerce et les réparations d'automobiles s'est inscrite à 1,7% par an et la valeur ajoutée nominale en 2014 à 643 millions. Globalement, la croissance de l'ensemble s'est inscrite à 4,0% par an.

LAUSANNE, CAPITALE OLYMPIQUE

Autre domaine ayant connu un développement important au cours des dernières décennies, même si l'échelle est ici plus petite, les activités liées aux arts, aux loisirs et à la détente ont vu leurs effectifs être multipliés par deux et demi entre 1985 et 2013, soit 3300 EPT supplémentaires à 5600 (+140,0% ou +3,2% par an). Une partie s'explique par les activités liées au spectacle (musique, théâtre, danse), mais la principale contribution à cette progression revient aux activités sportives. Le canton de Vaud abrite près de 60 fédérations et organisations internationales. Une majorité est à Lausanne, à proximité du Comité international olympique (CIO), tandis qu'Aigle abrite

l'Union cycliste internationale (UCI) et Nyon l'Union des associations européennes de football (UEFA). A cela s'ajoutent naturellement certaines infrastructures destinées à la population locale, comme les clubs de fitness. Ces activités pesaient 470 millions de francs en termes de valeur ajoutée nominale en 2014. En réel, elles affichaient une croissance de 3,4% par an depuis 1997.

Du côté des autres services, qui comprennent essentiellement, d'un côté, les associations patronales ou professionnelles, les syndicats de salariés ou d'autres activités de type associatif, et, de l'autre, des services personnels comme les salons de coiffure ou les instituts de beauté, des services de réparations, les blanchisseries et nettoyages à sec ou les services funéraires, la hausse de l'emploi est également significative : 3100 EPT supplémentaires, à 9400 (+47,9% ou +1,4% par an). Les statistiques montrent notamment le développement des organisations professionnelles et patronales. Au niveau de la valeur ajoutée, la croissance réelle s'est inscrite à 1,8% par an entre 1997 et 2014. La branche pesait 899 millions de francs (courants) en 2014.

SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC

A côté du secteur privé, le secteur public et parapublic représente environ un quart des emplois du canton. Ce domaine se décompose en cinq branches :

- L'administration publique, la justice ou la sécurité.
- L'enseignement.
- La santé.
- L'hébergement médico-social.
- L'action sociale sans hébergement.

De même que la frontière entre services aux entreprises et services aux personnes est parfois difficile à tracer avec précision, la limite entre secteurs privé, public ou parapublic l'est également. Par exemple, la santé comprend des cliniques privées (qui servent des clients hors du système de santé publique, mais peuvent aussi

assumer des missions déléguées par ce dernier...), des hôpitaux parapublics ou entièrement gérés par le canton (le Centre hospitalier universitaire vaudoise, CHUV).

Considérées ensemble, les branches du secteur public et parapublic ont doublé de taille en trente ans. Leurs effectifs ont augmenté de 42 000 EPT à 83 900 (+100,1% ou +2,5% par an). D'un domaine à l'autre, la hausse n'est cependant pas uniforme et les principales contributions proviennent de la santé et de l'enseignement.

Dans l'administration publique, aux échelons communal, cantonal ou fédéral, le nombre d'emplois a progressé de 41,7% dans le canton entre 1985 et 2013 (+1,3% par an), soit au même rythme que la population vaudoise sur cette période. Les effectifs ont ainsi augmenté de 3600 EPT à 12100. La progression de la valeur ajoutée a été similaire (+1,1% par an en termes réels entre 1997 et 2014) et celle-ci s'inscrivait en 2014 à 6,436 milliards de francs (courants).

Dans l'action sociale (sans hébergement), le rythme de progression de l'emploi (+165,5% ou +3,5% par an) est plus rapide. Ici aussi, la croissance de la valeur ajoutée est similaire (+4,8% par an). Mais cette branche restant d'une taille relativement modérée en termes d'emplois (7500 EPT en 2013, +4700 depuis 1985), sa contribution à l'évolution est restreinte. De plus, une part importante des emplois créés concerne les crèches et garderies, ce qui reflète la participation croissante des femmes au marché du travail et une politique cantonale de mise à disposition de places d'accueil, suite à l'entrée en vigueur en 2007 de la Loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE). Si les femmes représentaient moins de 40% de la population active vaudoise en 1985, cette part est passée à plus de 46% en 2013. De plus, en termes absolus, le nombre de femmes ayant une activité professionnelle a progressé de près de 65% sur cette période, à 184 000. En valeur ajoutée, cette branche pesait 449 millions en 2014 et affichait une croissance annuelle de 4,8%.

Le relatif vieillissement de la population a conduit, pour sa part, à une progression de l'emploi dans l'hébergement médico-social et social. Si la part des plus de 65 ans dans la population du canton n'a que légèrement augmenté entre 1985 et 2013, de près de 18% à quelque 21%, leur nombre absolu a augmenté de quelque 35%, à 102 700. En raison de cette évolution, la branche a vu ses effectifs doubler en trois décennies, c'est-à-dire augmenter de 5500 EPT à 10 600 (+105,2% ou +2,6% par an). A côté de l'augmentation des effectifs dans les maisons pour personnes âgées, ceux des foyers pour personnes en situation de handicap se sont également inscrits en hausse. Par contre, la croissance de la valeur ajoutée (+2,1% par an) est légèrement en retrait. Celle-ci se montait à 804 millions en 2014.

ENSEIGNEMENT ET SANTÉ

La deuxième branche dans laquelle le nombre d'emplois a le plus progressé est aussi la quatrième en termes d'importance: l'enseignement. Avec près de 14 000 EPT supplémentaires à 25 500, les effectifs ont plus que doublé (+115,4% ou +2,8% par an). Si l'augmentation de la population a conduit à un développement dans les enseignements de niveaux primaire, secondaire et gymnasial, la principale contribution à l'augmentation revient aux hautes écoles universitaires de l'Ouest lausannois (Université de Lausanne et Ecole polytechnique fédérale de Lausanne). Du côté de la formation professionnelle, le corps enseignant s'est développé à un rythme plus en ligne avec l'augmentation de la population au niveau initial, mais sensiblement plus rapidement au niveau supérieur. Le canton a aussi connu un développement de son offre dans les domaines des écoles privées. Si les données de l'Office fédéral de la statistique (OFS) ne permettent pas de la chiffrer précisément, ne faisant pas la différence entre secteur privé et public, les exemples sont nombreux (voir encadré en page 76). En termes de valeur ajoutée, la progression annuelle s'est inscrite à 0,7% par an

entre 1997 et 2014. La branche pesait 385 millions en 2014 (francs courants).

L'augmentation de l'emploi la plus importante en termes absolus s'observe dans la santé, la troisième branche de l'économie du canton par ordre d'importance. La croissance de la population, les progrès de la médecine, l'augmentation des effectifs dans les hôpitaux, la hausse du nombre de spécialistes ou le développement des soins à domicile expliquent le doublement en trois décennies du nombre d'EPT dans le secteur de la santé (hors hébergement médico-social et industrie). Celui-ci a ainsi augmenté de 14 700, à plus de 28 200 (+108,1%, +2,7% par an). Selon la valeur ajoutée, la progression est de 3,9% par an en termes réels entre 1997 et 2014, pour une branche qui pesait 3,455 milliards de francs (courants) en 2014 pour une valeur ajoutée nominale de 6,436 milliards de francs en 2014.

La contribution la plus importante à l'augmentation de l'emploi provient des hôpitaux pour soins généraux et spécialisés. Le réseau hospitalier vaudois est constitué par les cinq sites du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) et les 25 sites des 13 établissements régionaux d'intérêt public couvrant le territoire du canton. Le canton est aussi réputé pour ses cliniques privées. Il abrite en particulier plusieurs établissements des groupes Genolier Swiss Medical Network (Genolier, Montchoisi, Valmont) et Hirslanden (Bois-Cerf, Cecil), ainsi que d'autres établissements, CIC Riviera La Lignière, La Source, La Métairie, La Prairie, Bon Port, Longeraie. Ici aussi, les statistiques de l'OFS ne permettent pas de chiffrer leur développement sur le long terme. Sur une durée plus courte, entre 1998 et 2014, le volet vaudois de la Statistique des hôpitaux montre une progression de 36,8% du nombre d'EPT dans les cliniques du canton, à 2200 (+600 EPT ou +2,0% par an). Ce développement est moins accentué que dans les hôpitaux publics et parapublics du canton (+6600 EPT, +74,5% ou +3,5% p.a. à 15 400 EPT).

L'INSTITUT LE ROSEY ET LES ÉCOLES PRIVÉES

Lors de sa première rentrée en 1880, l'Institut Le Rosey, à Rolle, comptait trois élèves. Un Suisse, un Allemand et un Italien. Cette école privée était le premier pensionnat suisse international. Elle compte aujourd'hui 420 jeunes âgés de 6 à 18 ans, en provenance de 60 pays. L'Institut fondé par Paul Carnal en est à sa 5^e génération de directeurs, qui furent tous propriétaires de «leur» école, qui prend par ailleurs chaque année ses quartiers d'hiver à Gstaad. Une école discrète, où des grands noms, fils de célébrités et futures vedettes comme le prince Rainier de Monaco, le roi des Belges Albert II, Sean Lennon, le fils de John Lennon, ou encore le chanteur Jœ Dassin y ont appris leur algèbre et leurs classiques.

Le Collège Champittet à Pully, l'École Lemania et Brillanmont à Lausanne, le Collège alpin Beau Soleil à Villars-sur-Ollon... la liste des écoles disposant d'une tradition centenaire pourrait s'allonger. Les écoles privées – comme les cliniques privées – sont une autre facette de l'excellence du canton dans certaines niches d'activité bien précises. Mais ces écoles souvent centenaires n'ont plus suffi à répondre à la demande entre 2005 et 2010, en raison de la solide croissance démographique et de l'internationalisation de l'économie vaudoise. Le déménagement en Suisse romande de spécialistes en provenance du monde entier – parfois pour des missions temporaires de quelques années seulement – a généré une nouvelle demande. Le manque de places a un moment été perçu comme un frein au développement économique.

De nouvelles écoles ont vu le jour pour s'adapter à cette nouvelle réalité, comme la GEMS World

Academy à Etoy, qui a ouvert ses portes en 2013 avec 57 élèves, pour en compter 167 un an plus tard. L'école pourra en accueillir jusqu'à 900. Autre type de nouvelles écoles : les instituts destinés notamment aux enfants à haut potentiel, comme l'École Germaine de Staël, à Aubonne.

Le canton de Vaud accorde actuellement quelque 70 autorisations à des écoles privées, dont certaines proposent une formation professionnelle. En 2014, 8300 élèves suivaient leur scolarité obligatoire dans un établissement privé, sur quelque 100 000 élèves en tout.

6 Un défi inédit

SOLIDEMENT CAMPÉ SUR SES QUATRE PATTES

Si l'histoire récente de l'économie vaudoise est celle d'un renouveau, l'actualité de ce début 2016 est pavée de défis. Franc fort, réforme de l'imposition des entreprises (RIE), mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse », faiblesse de la croissance de la zone euro – la principale cliente des exportateurs suisses – depuis l'éclatement de la crise financière et économique en 2008 : sans être exhaustive, la liste constitue autant de signaux d'alerte.

Le tigre discret n'en reste pas moins solidement campé sur ses quatre pattes pour affronter l'avenir. Les chapitres précédents ont montré que ce miracle vaudois est profondément ancré et que ses racines sont, pour certaines, très anciennes. Les années à venir seront pourtant plus difficiles que la période allant de 2004 à 2008 ou même que les années 2010 et 2011, lorsque la croissance du canton dépassait clairement la barre des 3%. Les effets de l'abandon par la Banque nationale suisse (BNS) du cours plancher de l'euro, le 15 janvier 2015, et la baisse de moitié du rythme de croissance dans le canton en sont l'illustration.

Une appréciation du franc de plus de 15% en l'espace d'un instant a été un choc. Certes, la devise helvétique s'est un peu affaiblie courant 2015 et n'évoluait, début 2016, qu'à environ 10% en dessous du plancher de 1,20 franc pour 1 euro que la BNS était parvenue à imposer durant trois ans et demi. De plus, la force du franc ne constitue pas une nouveauté. La devise helvétique s'échangeait encore à près de 1,6 franc pour 1 euro en 2009...

Pour les industries manufacturières, s'adapter à cette situation et rester compétitives face à la concurrence étrangère prend toutefois du temps.

Les statistiques montrent un tassement de la courbe de croissance de l'emploi dans certaines branches exportatrices à partir de 2011. Ce phénomène s'est certainement accentué en 2015, comme le montrent les premières données disponibles. Pour certains secteurs de l'industrie, ceux dont la valeur ajoutée est moindre, l'évolution de l'emploi est immédiatement corrélée à l'évolution du franc. Et les premiers effets concrets se sont déjà manifestés, avec des annonces de fermetures d'usines, des délocalisations et des sous-traitants sous pression. Ainsi en est-il, par exemple, dans les matériaux de construction.

UN CANTON DOTÉ DE SOLIDES ATOUTS

Malgré cela, l'économie du canton fait preuve d'une grande résistance. Ses exportations, ont certes fléchi en 2015 mais l'on est loin de l'effondrement qui pouvait être craint. En 2009 également, alors que l'économie mondiale traversait l'une des plus sévères dépressions depuis de nombreuses décennies, le canton – comme la Suisse – parvenait à échapper au pire. Cette résistance provient d'une économie domestique saine, grâce à la dynamique démographique, des taux d'intérêt bas et des finances publiques équilibrées. Mais aussi grâce à une forme de réindustrialisation, via une diversification et une focalisation sur des branches à haute valeur ajoutée.

Ce renouveau a certes été facilité par une politique volontariste des autorités cantonales, via notamment l'utilisation de la possibilité d'accorder des allègements fiscaux pour faciliter les implantations en terres vaudoises. Ainsi, Vaud a accueilli des entreprises étrangères comme Ferring ou Medtronic et permis le développement sur son sol d'activités de sociétés suisses, comme Serono (aujourd'hui Merck), ou même vaudoises, telles que Nestlé. L'internationalisation de l'économie a eu des effets induits positifs et stimulé les PME locales. Mais le terreau était déjà fertile. La pharma, par exemple : s'il ne s'agit pas d'une industrie traditionnelle vaudoise, elle n'est pas une activité étrangère au canton, avec notamment la fondation en 1900 de la société Zyma (aujourd'hui intégrée à GSK Consumer Healthcare), mais aussi un pôle universitaire en sciences de la vie (hôpital, université, etc.). Dans la microtechnique et toutes les branches qui touchent de près ou de loin à cette discipline, le canton dispose de son pôle horloger et de micro-mécanique des balcons du Jura et de la Vallée de Joux, ainsi que d'un laboratoire de microtechnique à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. Quant aux investissements de Nestlé dans le canton, s'ils n'avaient rien d'acquis, ils constituent un autre exemple de la richesse du tissu économique. La liste n'est pas exhaustive et montre ce large ancrage ainsi que la vigueur des racines dont bénéficie le canton.

SUSPENDU À DES DÉCISIONS POLITIQUES MAJEURES

L'histoire récente montre – une fois de plus – que les changements de tendance ne sont véritablement perceptibles qu'après coup. Alors que le pessimisme dominait dans le monde politique, les médias et l'opinion publique vaudoise en général au début des années 2000, l'économie était, elle, déjà engagée sur une nouvelle voie. Elle se déployait dans des secteurs porteurs, comme la santé au sens large (pharma, biotechnologies, technologies médicales, diagnostics), l'horlogerie (expansion dans le très

haut de gamme) ou l'alimentation (nouveaux produits comme Nespresso et modernisation de la production). Les branches traditionnelles les plus soumises à la concurrence internationale, que ce soient les machines, la fabrication d'équipements électriques ou de meubles, réagissaient par des adaptations structurelles tout en misant sur l'innovation. L'intégration institutionnalisée de la Suisse au marché européen sous la forme des Bilatérales I, avec la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne (UE) ainsi que la levée des obstacles techniques au commerce, a stimulé le tissu économique.

Mais rien n'est jamais acquis en ce monde. Ce miracle vaudois doit donc continuer d'être soigné pour perdurer. En poursuivant, notamment, les efforts en vue d'améliorer les conditions-cadres. Le sort que réserveront le peuple vaudois et le peuple suisse à la 3^e réforme de la fiscalité des entreprises sera crucial. Le canton de Vaud affichant une fiscalité ordinaire parmi les plus élevées de Suisse en matière d'imposition des bénéficiaires, une absence de réforme – ou une réforme qui manquerait ses objectifs – pourrait conduire un nombre plus ou moins important d'entreprises internationales à quitter la région. Avec des conséquences dans de nombreux domaines, en raison des effets indirects et induits : les services aux entreprises, le marché immobilier ou la construction, mais également l'hôtellerie, le commerce, la restauration collective, entre autres.

Dans le même ordre d'idées, suivant leur dimension, des entraves à l'embauche de travailleurs européens ou une dégradation des relations avec l'UE pourraient avoir des effets négatifs sur l'économie. Bon nombre d'entreprises basées dans le quatrième canton exportateur suisse sont en effet très internationalisées et orientées vers l'innovation. Leur présence en terres vaudoises ne résulte pas que d'avantages fiscaux, elle s'explique également par un accès facilité à une main-d'œuvre qualifiée, la proximité avec des hautes

écoles très performantes ainsi que des entraves administratives limitées, en comparaison internationale. Cet équilibre est aujourd'hui fragilisé: tant une réintroduction de contingents de main-d'œuvre, si elle devait être rigide et limitative, qu'un litige institutionnel durable avec l'UE pourraient le remettre en question.

Le canton de Vaud aborde aujourd'hui un nouveau tournant. S'il y est bien engagé au niveau fiscal, avec la RIE III cantonale sur laquelle le peuple vaudois se prononcera le 20 mars 2016, les perspectives demeurent ouvertes sur le plan économique, car le franc fort est loin d'être une vue de l'esprit. L'ensemble des branches soumises à la concurrence internationale, que ce soit la production manufacturière, le commerce ou le tourisme, en subit en effet des répercussions directes. Celles-ci auront ensuite un impact sur les secteurs orientés sur l'économie intérieure.

RESTRUCTURATIONS SANS DOUTE ENCORE NÉCESSAIRES

Pour l'industrie d'exportation, le problème du franc se superpose, en ce début 2016, aux incertitudes conjoncturelles. La croissance demeure poussive dans l'UE et les problèmes de surendettement de nombreux pays de la zone euro ne sont pas près d'être résolus. Dans les marchés émergents, les moteurs qu'étaient la Chine, le Brésil et la Russie ont de sérieux hoquets. Le Japon ne présente toujours pas de signes de redémarrage durable. Seuls les Etats-Unis semblent avoir surmonté la crise de 2008-09, mais la croissance y reste au-dessous de son niveau d'avant. Pour l'industrie horlogère, qui a profité du réveil de la Chine, il s'agit là d'une situation nouvelle qui se conjugue avec l'arrivée de nouveaux produits (smartwatches) potentiellement déstabilisants si le comportement des amateurs de montres de luxe devait être révolutionné.

Pour l'industrie des machines, qui a déjà procédé à de nombreux ajustements, les fabricants de meubles, d'équipements électriques et de produits métalliques, pour la chimie, la prudence est également de rigueur. Des adaptations, voire des restructurations plus profondes, seront sans doute encore nécessaires dans de nombreuses sociétés. La pharma et les techniques médicales semblent en revanche plus résistantes, en particulier pour les produits les plus novateurs.

La construction, l'un des piliers du secteur secondaire vaudois, a priori davantage « protégé » des turbulences internationales par son orientation locale, pourrait être touchée dans un second temps. D'un côté, la demande devrait certes continuer à profiter de taux d'intérêt hypothécaires très bas, dans un contexte de chômage faible. D'importants travaux de génie civil sont planifiés, comme le chantier de la gare de Lausanne, la ligne de tram Renens-Le Flon ou le métro m3. Et la transition énergétique devrait également stimuler la rénovation des bâtiments. Mais un tassement de la croissance démographique consécutif à une possible réintroduction de contingents de main-d'œuvre européenne et à un ralentissement du marché du travail pourrait contrebalancer ces facteurs positifs.

Sur le front des services, l'hôtellerie est la plus exposée aux effets du franc fort, qui incite les touristes issus de la zone euro à privilégier d'autres destinations alpines. Le commerce de détail subit, quant à lui, la concurrence du tourisme d'achat ainsi que des plateformes de shopping électronique étrangères. Au niveau national, ce seraient 12 milliards de francs qui auraient été dépensés à l'étranger en 2015, selon les estimations d'un grand distributeur, et les commerces situés à proximité des zones frontalières sont évidemment davantage exposés au phénomène.

La question de la présence des sièges de multinationales a déjà été évoquée. Se pose, avec elle, celle de l'avenir des centres de recherche et développement. En cas de conflit diplomatique ouvert avec l'UE, la non-intégration de la Suisse aux programmes de recherche européens qui en découlerait pourrait être dissuasive pour les entreprises actives dans le domaine de l'innovation, que ce soit des PME ou des grands groupes. Le tissu de start-up que le canton a bâti au cours des vingt dernières années serait également concerné.

L'Arc lémanique a largement renforcé ces quinze dernières années sa position de centre mondial dans le négoce de matières premières. Mais les questions de fiscalité sont cruciales pour ce secteur d'activité, tout comme la possibilité d'embaucher du personnel international. Pour d'autres branches, comme la finance, beaucoup dépendra de l'évolution de l'économie en général. Cela est particulièrement valable pour l'assurance, mais aussi pour la banque, qui devra, elle, continuer à s'adapter aux nouvelles normes internationales concernant la protection de la sphère privée.

Pour le tigre discret vaudois, le tournant se présente donc aujourd'hui sous de multiples facettes. Les défis sont autant fiscaux que réglementaires et économiques. Les Vaudoises et les Vaudois ont un certain nombre de cartes en main, mais d'autres sont tenues par les Chambres fédérales et tous les citoyens suisses en dernier ressort. Sur le plan économique, les questions monétaires et de conjoncture internationale lui échappent. Le défi est de taille et probablement inédit dans l'histoire récente: il consiste à préserver un élan conjoncturel et une prospérité installés depuis le début du millénaire.

Impressum

Auteurs

Observatoire BCV de
l'économie vaudoise
Jean-Pascal Baechler
BCV
Place Saint-François 14
1001 Lausanne
Jean-pascal.baechler@bcv.ch
www.bcv.ch

CVCI – Chambre vaudoise du
commerce et de l'industrie
Philippe Gumy
Av. d'Ouchy 47
1001 Lausanne
philippe.gumy@cvci.ch
www.cvci.ch

Institut CREA de
macroéconomie appliquée
Faculté des HEC
Université de Lausanne
Bâtiment Internef
CH-1015 Lausanne
crea@unil.ch
<http://www.hec.unil.ch/crea/>

Dyai Conde
Economiste et chercheur
indépendant
Rue Emile Nicolet 9
1205 Genève
dyai.conde@unil.ch

Conception - réalisation

TAZ Communication
Passage Saint-François 9
1003 Lausanne
taz@taz-communication.ch
www.taz-communication.ch

Crédit photo
iStock

Février 2016

Edition

Observatoire BCV de
l'économie vaudoise
info@bcv.ch
www.bcv.ch

